



ACCOMPAGNER LA MISE EN OEUVRE ET LE SUIVI D'UNE MESURE D'IMPACT SOCIAL

« On a le nez dans le guidon et on n'arrive même pas à voir ce qu'on fait, ce qu'on vaut, ce qu'on produit » (Collectif Actions Solidaires 17).

Mamadou NIANG

Mémoire de stage

Master 2 : Sociétés, Aménagement et Gouvernance des territoires (SAGt)



Soutenance le 30 juin 2023

Tuteur pédagogique :

Jean RIVIERE, maître de conférences IGARUN - HDR

Tuteur professionnel :

Nicolas BECU, chercheur CNRS, Université de La Rochelle

Jury composé par :

Béatrice CHAUDET

Jean RIVIERE

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier ma responsable au sein du SDJES 17, Patricia Bressange, déléguée départementale à la vie associative. Je suis reconnaissant de la confiance que vous m'avez accordée en me laissant une marge de manœuvre et une autonomie importante, me permettant de me professionnaliser et de découvrir le milieu associatif sous un autre aspect. Sa connaissance du milieu associatif, du territoire de la Charente-Maritime et grâce à son expérience personnelle et professionnelle, j'ai beaucoup appris sur les enjeux de la vie associative. Ce qui m'a été très utile dans mes réflexions et dans la construction de ma problématique de mémoire de stage. Je remercie également tous ses collègues du service qui ont tous facilité mon intégration au sein de l'équipe.

J'adresse ensuite mes remerciements aux équipes pédagogiques et administratives de l'institut de géographie et d'aménagement régional de Nantes Université qui ont facilité mes démarches et ont assuré un suivi tout au long de mon stage. Je remercie particulièrement mon encadrant pédagogique, Monsieur Rivière, pour ces précieux conseils et qui n'a ménagé aucun effort pour à mettre à ma disposition son expérience et ces connaissances des sciences sociales. Merci pour la confiance et la liberté que vous m'avez accordée pour mener ce travail comme je l'ai voulu. Vos remarques, vos propositions et votre regard professionnel m'ont permis de m'améliorer et de grandir sur bien des aspects, personnel et professionnel.

Je remercie, enfin, mon encadrant professionnel, Nicolas BECU de la chaire Participations, médiation et transition citoyenne de l'Université de La Rochelle. Votre expérience et vos connaissances du domaine de la recherche m'ont permis d'affiner ma démarche et de conforter ma position au sein de ce projet qui réunit plusieurs acteurs différents. Je ne pourrais pas terminer sans remercier ma famille : ma mère et mon père au Sénégal, mon grand-frère et plus particulièrement sa femme, ici en France. Ils m'ont tous accompagné et soutenu durant cette expérience, par leurs prières et leurs conseils. Grâce à leur soutien, je me suis toujours senti encouragé et poussé pour aller encore plus loin dans mes études. Ma famille a énormément contribué à ma réussite depuis toujours et je profite de cette occasion pour témoigner ma reconnaissance.

Plan

Introduction

Chapitre 1 : Quelques éléments constitutifs de l'économie sociale et solidaire

- 1 / - Définition et historique des associations
- 2 / - Les fondations en France
- 3 / - Les centres sociaux en France

Chapitre 2 : La notion d'impact social : un besoin actuel de rationalisation ?

- 1 / - L'économie sociale et solidaire : un secteur bien particulier
- 2 / - Le financement public et la gestion des associations : source de tensions
- 3 / - Le bénévolat, un secteur en crise ?

Chapitre 3 : Les relations entre structures de l'ESS et les partenaires institutionnels

- 1 / - Des associations face aux contraintes administratives
- 2 / - Une nouvelle forme de coopération nécessaire entre les acteurs publics et le monde associatif
- 3 / - L'Etat dans son rôle de facilitateur

Chapitre 4 : La Charente-Maritime : un territoire contrasté, mais dynamique

- 1 / - Une économie dominée par le secteur tertiaire
- 2 / - Une forte représentation du secteur associatif
- 3 / - Méthodologie de la mesure d'impact social sur les cinq structures volontaires

Chapitre 5 : Des premiers résultats révélant des impacts positifs

- 1 / - Sur les parties prenantes externes
- 2 / - Sur les parties prenantes internes
- 3 / - Bilan de la mesure d'impact social

Conclusion

Bibliographie

Table des matières

Table des figures

Table des tableaux

Glossaire

Annexes

Titre : Accompagner la mise en œuvre et le suivi d'une mesure d'impact social

Résumé :

Depuis 2021, l'Etat français à travers un de ces services déconcentrés, le service départemental jeunesse engagement et sports (SDJES), a mis en place, en collaboration avec le Mouvement associatif un nouveau dispositif de soutien aux associations. Le réseau Guid'Asso est constitué par plusieurs acteurs de sphères différentes : associations, centres sociaux, institutions publiques, collectivités locales. Il a pour vocation de fournir aux porteurs de projets, aux salariés et bénévoles d'associations des informations, des orientations et un accompagnement dédié à la vie associative. Dans le réseau de la Charente-Maritime (40 structures), cinq structures se sont portées volontaires pour mener une mesure d'impact social. Avec l'accompagnement de l'Université de La Rochelle et celui du cabinet Ellyx spécialisé en innovations sociales, elles ont pendant 10 mois travaillé chacune sur un objectif en rapport avec leurs activités (question évaluative). Le SDJES qui assure la mission de soutien et d'appui à la vie associative. Entend à travers cette démarche, capitaliser les bonnes pratiques pour élaborer un guide pratique afin de permettre à d'autres structures de pouvoir se lancer, en collectif.

Mots clés : économie sociale et solidaire - impact social - utilité social - associations - fondation - bénévolat.

Title: Supporting the implementation and monitoring of a social impact measure

Abstract

Since 2021, the French State through one of its decentralized services, the Departmental Youth Engagement and Sports Service (DYESS), has set up a new support system for associations in collaboration with the Associative Movement. The Guid'Asso network is made up of several actors from different backgrounds: associations, foundations, public institutions and local authorities. Its purpose is to provide project leaders, employees and volunteers of associations with information, guidance and support dedicated to associative life. In the Charente-Maritime network (40 structures), five structures have volunteered to carry out a social impact measurement. With support from the University of La Rochelle and that of the Ellyx firm specializing in social innovations, they each worked for 10 months on an objective related to their activities (evaluative question). The DYESS, which ensures the mission of accompaniment and support for associative life, intends through this approach to capitalize on good practices to develop a practical guide in order to allow other structures to be able.

Keywords: social and solidarity economy - social impact - social utility - associations - foundation - volunteering

Introduction

Une forte dynamique des associations en France

Aujourd'hui, on estime le nombre d'associations actives en France entre 1,4 million et 1,5 million, l'**emploi associatif** concerne 170 000 établissements et **1 815 000 salariés** (INJEP, 2023). Soit 14 220 associations employeuses dont 52 % ont au moins 3 salariés, 715 qui ont plus de 50 salariés pour une masse salariale de **3,6 milliards d'euros** (Recherches et Solidarités, données Urssaf, 2021). Selon la nomenclature de l'Insee, le secteur de l'**économie sociale et solidaire** (ESS) est constitué par les **associations**, les **fondations**, les **mutuelles** et les **coopératives**. Avec les données de 2018, elles représentaient **9,6 % de l'emploi salarié** total en équivalent temps plein en France, avec un volume de travail salarié réparti de la manière suivante. Les **associations avec 75 % de l'emploi**, suivies par les coopératives avec 14 %, ensuite arrivent les mutuelles avec 6 %, et en dernier les **fondations avec 4 %** de l'emploi (Insee, 2019). La **loi Hamon** du 31 juillet 2014 reconnaît la place et le **poids spécifique des associations dans l'ESS** et apporte comme nouveauté l'implication des sociétés commerciales dès lors qu'elles répondent à certains **critères** comme l'**utilité sociale**. L'Insee considère les entreprises de l'économie sociale en fonction de leur **statut juridique**, à la fois **privé** (lucratif) et à caractère **non lucratif**. Elles se constituent en deux groupes distincts, les organismes à but lucratif et les organismes à but non lucratif, ayant chacun des avantages et des contraintes.

Définition de l'économie sociale et solidaire

Le ministère de l'Économie et des Finances définit l'**économie sociale et solidaire** comme étant : « La branche de l'économie regroupant les entreprises et les organisations qui cherchent à concilier **activité économique** et **équité sociale** » (Guide pratique de l'association, 2021). Cette définition prend en compte plusieurs aspects, dont ceux socio-économiques. Elle donne également comme indication des caractéristiques sur le mode de fonctionnement et les activités qui reflètent à la fois la **recherche de profit** et l'**utilité sociale**. La **loi de 2014**, à son article 2, proposé une définition de l'utilité sociale en la structurant autour de **quatre points** :

- le caractère de **soutien aux personnes** en situation de fragilité, de **lutte** contre les exclusions, les **inégalités** sociales, économiques, sanitaires, culturelles, éducatives ;

- un soutien à la **citoyenneté**, notamment à travers l'**éducation populaire** ;
- la **préservation** et le renforcement de la **cohésion territoriale** ;
- le développement et le **maintien du lien social**.

L'utilité sociale est un **concept complexe** qui peut prendre plusieurs significations. L'article 2 n'a pas défini de limites sur les aspects qui peuvent la constituer. Il a cherché à être le plus exhaustif possible en intégrant aussi le **développement durable** et la **solidarité internationale** dans la définition.

Les associations et le secteur de l'économie sociale et solidaire en France

La **loi de Waldeck-Rousseau de 1901**, a définitivement signé la **reconnaissance** et l'inscription dans la loi du **droit d'association**. Elle garantit également la **liberté et les droits des individus** tout en leur permettant d'**agir collectivement**. Nombreuses sont les associations qui dans leur statut précisent clairement qu'elles sont une association de la loi 1901. La **loi de 2014**, ne s'est pas limitée de conforter la **place des associations dans l'ESS**, elle confirme également la reconnaissance des associations comme **composantes clés des territoires** (guide pratique de l'association, 2021). Elle a aussi apporté une **nouvelle orientation** dans la continuité de la révision du **paquet Monti-Kroes** sur les **services sociaux d'intérêt généraux** (Vovard, 2011) adopté le 20 décembre 2011 par la commission européenne (annexe 3). Cette délibération concerne l'organisation de **l'ouverture à la concurrence** des **services sociaux** comme les **associations**, au **marché** de l'offre et de la demande, stipulant que ces dernières sont considérées **comme des entreprises**. C'est ce dernier point qui suscite l'incompréhension et l'agitation des acteurs du milieu associatif (Luleck, 2023). Ils voient en cette démarche une façon de plus, après la **réduction** voire le **remplacement** progressif des **subventions** par les **appels à projets**, de les amener à **se conformer au modèle du marché**. Une telle situation **menacerait** les principes mêmes de l'**associationnisme** et produirait une **société** normée, cadrée, **homogène** et mue par les seules règles du **capitalisme**.

Définition de l'impact social et pertinence pour le milieu associatif

Les travaux menés en 2011, par le groupe de travail du comité supérieur de l'économie sociale et solidaire (**CSESS**), ont proposé la définition suivante : « L'**impact social** consiste en

l'ensemble des **conséquences** (évolutions, inflexions, changements, ruptures) des **activités** d'une **organisation** tant **sur ses parties prenantes externes** (bénéficiaires, usagers, clients) directes ou indirectes de son territoire **et internes** (salariés, bénévoles, volontaires), que sur la société en général ». Plus **courant** dans le **milieu de l'entreprise** sous la forme de la responsabilité sociétale et environnementale (**RSE**), l'impact social prend de plus en plus place dans l'ESS. La **mesure d'impact social** s'est glissée depuis quelques décennies dans le **milieu associatif** avec l'**évolution de la politique associative** de l'État français. On pourrait même faire le rapprochement avec les formes de **relations fluctuantes** qui existent entre les **acteurs** du **milieu associatif** et leurs **financeurs et partenaires**. En effet, aujourd'hui **on exige** de plus en plus aux **associations** de fournir un **rapport d'activité** lorsqu'elles sollicitent un financement. La **mesure d'impact social** peut être **une preuve** qui montre la particularité, le **rôle**, l'**importance d'une structure** sur un **territoire** donné, sur un **public** particulier, sur des **thématiques** spécifiques. Avec leur nombre important, les **associations** sont présentes sur tous les territoires urbains comme ruraux et prennent des **formes et appellations différentes** : foyer rural, tiers-lieu, collectif, centre de loisir, etc. On peut les **classer en fonction des thématiques** sur lesquelles elles orientent leurs activités : la culture, le sport, le social, l'environnement, etc.

Les **associations** axent essentiellement leurs activités autour de la **création de liens** surtout **humains**. À leur niveau de fonctionnement et d'organisation, l'**exercice de réfléchir** à leur propre **impact social** semble être **difficile**. Le plus souvent, elles n'arrivent **pas** à prendre **assez de recul** pour **s'interroger** sur les véritables **raisons** qui guident leurs actions. Cependant, **avec la bonne méthodologie et l'accompagnement nécessaire**, elles **arrivent à illustrer** leurs valeurs, **leur utilité** et **donner du sens** à leurs **actions**. Dans les **associations**, ce sont **des personnes** de sexes, d'âges et de catégories socioprofessionnelles différentes qui **donnent** de leur **temps** et de leurs **énergies** pour des **raisons différentes**. En moyenne, en France, environ **90 % des associations** fonctionnent et se développent avec **la seule ressource humaine** **bénévole** (Recherches & Solidarités, 2022).

Le bénévolat et les finances, moteurs de fonctionnement des associations

D'après le **ministère de l'ESS** et de la **vie associative**, on dénombre en France **16 millions de bénévoles** dans le milieu associatif. Une **diminution** d'au **moins 15 %** est néanmoins observée

depuis 2019 avec les **effets de la crise du Covid** (R&S, 2022). En avril **2021**, 60 % des **associations** ont **perdu le contact** avec une partie de leurs **bénévoles**, elles étaient 36 % au printemps 2020. Un **retour progressif** aux tendances normales commence à se faire sentir avec l'**arrivée de nouveaux bénévoles** depuis **fin 2021** (R&S, 2022). Cette phase de **crise** a non seulement **rappelé l'importance** de veiller à la pérennité **des associations**, mais aussi et surtout à la **mise en place** d'une **politique associative** plus globale. Plusieurs études ont montré que les **adultes** (35 - 64 ans) et les **personnes à la retraite** (65 ans et plus) sont les **plus représentées dans les effectifs** bénévoles (France bénévolat, 2019). Les **données** les plus **récentes** révèlent des **tendances différentes** avec un **sursaut de participation des jeunes de 15 à 34 ans** et un **recul des 65 ans et plus** (IFOP, 2023). Toutefois, la **problématique** la plus présente dans le milieu associatif reste toujours la question du **renouvellement des instances dirigeantes**.

En plus des besoins en ressources humaines, les **associations** ont aussi **besoin de finances** pour la mise en œuvre de leurs **activités et programmes**. En France, **quatre associations sur dix** ne perçoivent **pas de subventions publiques**. Les premiers **financeurs** des associations sont les **communes avec 57 %** (associations mode d'emploi n° 245. Pour l'économiste Viviane Tchernenko, ces **financements** sont **limités**, car sont **en moyenne** à moins de **200 euros par an**, donc **insuffisants** (Tchernenko, 2012). Du côté des **autres** financeurs publics, les **aides sont rares**, si on se réfère aux derniers chiffres publiés par le magazine Associations mode d'emploi. En **2023**, seulement **14 %** des **associations** perçoivent des **subventions des départements**, la part de l'**Etat** est de **5,7 %**, celle des **régions 5,4 %** et seulement **0,4 %** de la part de l'**Europe** (Associations mode d'emploi n° 246, janvier 2023). Il est aussi important de rappeler que dans le **milieu associatif**, ce ne sont **pas toutes les structures qui sollicitent des financements** publics. La **réduction** du nombre de **subventions** publiques ne semble **pas impactée** de la **même manière** les **acteurs** du milieu. **Certaines** arrivent à **s'en sortir mieux que d'autres**, et il existe aussi d'**autres formes de soutien** dont elles peuvent disposer comme sur l'**emploi** et les **salaires**, comme les postes Fonjep. Les **sources de financement** pour les associations sont **variées** et peuvent être la **cotisation**, l'**aide publique** (collectivités et institutions) ou encore de l'**aide du privé** (dons des fondations, des entreprises, du privé).

Répondre aux besoins des associations

Le gouvernement français a mis en place depuis l'an 2000 des **programmes d'appui et de soutien aux associations** pour mieux les accompagner dans leurs besoins. **Plusieurs dispositifs existent** et sont **pilotés par les services déconcentrés** comme le service départemental jeunesse engagement et sport (**SDJES**), anciennement connu sous le nom de service de la cohésion sociale. Plus récemment en **2021**, c'est le **réseau Guid'Asso** qui a été créé dans la continuité avec la mission d'accompagnement à la vie associative locale (AVAL), qui existe depuis 2020. Les **principes** de ce **réseau** reposent sur la volonté de **créer une forme de proximité** et de **lisibilité** pour permettre aux **structures associatives**, aux **porteurs de projets** d'avoir facilement **accès à l'information**, de bénéficier d'une **orientation** ou d'un **accompagnement**. Il intègre aussi dans ces **objectifs** la **transition écologique** et l'**inclusion** des personnes en situation de **handicap**.

Le réseau **Guid'Asso** de la **Charente-Maritime** est constitué actuellement par **quarante structures associatives**, des **collectivités locales**, des services et **institutions publiques** comme la Caisse d'Allocations Familiales (Caf), la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF). À l'**échelle nationale**, le réseau est piloté par le **mouvement associatif** et le secrétariat d'**État** chargé de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative. Au niveau **régional**, la gestion est assurée par le mouvement associatif et la région. À l'**échelle départementale**, en **Charente-Maritime** par exemple, il est mis en place par le Service Départemental Jeunesse, Engagements et Sports (**SDJES**). C'est au sein de ce **service déconcentré** de l'Etat que j'ai passé **7 mois** durant lesquels j'ai **observé** et **découvert** le quotidien des **agents de la fonction publique de l'Etat**. Pour des **raisons de neutralité**, le SDJES a choisi comme **co-pilote** (Guid'Asso 17) une **structure associative** qui est déployée sur tout le département et qui est **orientée jeunesse** : le centre départemental informations jeunesses (**CDIJ**). Ainsi, **parmi les associations du réseau (17)**, **cinq** ont émis la **volonté** et le **besoin** de proposer plus que ce qu'elles font d'habitude (animation de projets) et **d'explorer** de façon concrète le **sens** derrière leurs **actions**. **Cinq structures** associatives qui ont chacune au moins dix ans d'existence et d'expériences dans l'**animation** et qui sont ancrées dans l'**éducation populaire**.

- La Fondation « Fier de nos quartiers », La Rochelle.
- Le centre de loisirs « Angoul'Loisirs », La Rochelle.
- Le collectif d'associations de Villeneuve-Les Salines et Petit Marseille, La Rochelle.
- Le collectif actions solidaires, La Rochelle.
- Le centre social, « La Maison Pop' » situé à Montendre.

L'**objectif** est qu'à l'issue de cette expérience, elles **acquièrent les moyens et compétences pour revendiquer** une **légitimité**, une **reconnaissance** auprès de leurs partenaires et collaborateurs. Ce sera l'occasion également de **valoriser** leur **modèle associatif**, leurs **actions** et leur **engagement**. Pour trouver un **dénominateur commun**, elles ont décidé d'énoncer leurs besoins sous la forme d'une **Mesure d'Impact Social (MIS)**. C'est en **septembre 2022** qu'avait démarré le **lancement** de la MIS pour durer jusqu'en **juin 2023**. L'étude a pu exister grâce à deux **soutiens principaux** : en premier, le Dispositif Local d'Accompagnement (**DLA**) qui existe depuis 2002. Il permet aux structures de l'ESS de bénéficier d'un **accompagnement spécialisé** pour par exemple faire évoluer leur modèle économique, gérer les ressources humaines entre autres. C'est **grâce aux DLA**, que **le groupe des cinq** a pu **obtenir** un **financement** pour s'attacher les services d'un **cabinet spécialisé** dans l'innovation sociale : **Ellyx**. Le second acteur est la **Chaire participations, médiation et transition citoyenne** qui est implantée au sein du **laboratoire LIENSs** de l'**Université de La Rochelle**. Dans le cadre de son **programme d'actions** pour cette année, la chaire avait lancé des **appels d'offres pour cinq stages**, dont le nôtre.

En fonction du **calendrier de l'étude**, chacune des **cinq structures** a défini sur des **temporalités** différentes, ses **objectifs** (*référentiel d'impact*) qui se rattachent à une **vision globale**. Elles se sont basées pour cela sur la **théorie du changement** qui leur a permis de **structurer** leurs **réflexions** : besoin social, vision, activités, réalisations, résultats, impacts. **Compléter** par un **référentiel d'impact** qui décrit la démarche et guide la méthodologie. **Ma contribution** à cette **étude** a été d'apporter un **soutien en complément** de l'intervention du cabinet **Ellyx** notamment pour la **phase enquête** : élaboration, administration de questionnaires et l'analyse des résultats. Pour mieux **m'approprier** le **contexte** et la **situation** des **structures**, j'ai **réalisé** avec chacune d'elles un **entretien semi-directif**. Le réseau **Guid'Asso 17** a plusieurs **attentes** sur la **mesure d'impact social**. La plus significative est de

doter les associations du réseau des **outils nécessaires** pour faire une mesure d'impact social **en collectif**. Autrement-dit, faire la **capitalisation** de l'expérience pour permettre l'**essaimage**. Le **SDJES** se projette aussi en **2024**, année de révision de **loi de finance** qui a impulsé le **dispositif Guid'Asso**, qui n'est pour l'instant **testé** que sur **trois régions de France** : Hauts-de-France, Centre-Val-de-Loire, et en Nouvelle-Aquitaine. L'**objectif** est le **maintien du dispositif** mais aussi, permettre son **élargissement** sur tout le **territoire national**.

Les objectifs de travail

Ainsi, pour aborder tous ces aspects sans oublier de prendre en compte la mesure d'impact social. J'ai voulu dans un premier temps **explorer cette forme de participation citoyenne** des **associations** dans les territoires en la **confrontant** aux **typologies de participation** élaborée par **Maryse Bresson** en 2014 :

- La participation **comme action publique**, qui évoque une réorganisation de l'action publique, la recomposition du pouvoir de la puissance publique pour mieux contrôler la société, restaurer la cohésion sociale, etc.
- La participation **comme action collective**, qui est une forme de contribution pour changer d'ordre social, économique. Créer un contre-pouvoir qui établit la démocratie participative tout veillant à une reconnaissance du pouvoir public.
- La participation **comme mobilisation**, en référence aux « luttes urbaines » des années 1960 – 1970, cette forme de participation désigne des initiatives militantes.

Pour **éviter** de basculer sur le terrain dans lequel, je serai obligé de faire des **diagnostics complets** et une **étude comparative** entre les **cinq structures**. J'ai décidé d'**orienter mon travail** sur l'environnement général de l'économie sociale et solidaire (ESS) et son implication dans la logique d'estimation de l'aspect social. Ainsi, ce **travail** va avoir **trois objectifs** majeurs. Le premier est de faire un **diagnostic** de l'**environnement** de l'ESS pour identifier d'abord ses **membres** qui sont présents dans ce cas d'étude (MIS). Ensuite, dresser de façon non-exhaustive un tableau reprenant les principales **difficultés** sur la **situation économique et relationnelle** des **associations**. Le deuxième est de vérifier si la **méthodologie** choisie pour la MIS est **adéquate et cohérente** avec les besoins des structures et que l'**analyse socio-**

économique du territoire révèle des éléments qui **consolident** la **démarche**. Le troisième et dernier objectif consiste à faire le **bilan de la MIS** pour en évaluer ses **succès** et ses **limites**.

Organisation du travail

Ce travail est organisé en **quatre parties** et se structure autour de cinq chapitres. Dans certaines parties, je mobilise **en illustration des témoignages** que j'ai pu **recueillir** lors de mes **entretiens**. Dans une première partie, le chapitre 1, j'évoque les **types de structures** qui font partie de l'ESS et de cette MIS. Dans la deuxième partie, les chapitres 2 et 3, je parle de la **notion d'impact social**, comment elle est **théorisée** et je donne aussi quelques **exemples d'études**. Par la suite, j'aborde de façon plus large le secteur de l'ESS : le **cadre** (types de statuts) et les aspects voire **critères** qui le caractérisent. La **question des finances** sera aussi présente dans cette partie ainsi que celle sur le **bénévolat**. Enfin, dans cette deuxième partie, je fais une brève **description** sur les **relations entre les acteurs** du **milieu associatif** et les **acteurs publics**. Dans la partie 3, le chapitre 4, je m'intéresse au département de la Charente-Maritime par une **analyse socioéconomique du territoire**. Cette **contextualisation** me permettra d'aborder le **tissu associatif** et de faire la **transition** sur notre étude en passant par rappeler la **méthodologie** qui a été utilisée. Dans la partie 4, le chapitre 5, je reprends quelques **résultats** en partant de la **définition de l'impact social** : les **conséquences positives** et **négatives** sur les **parties prenantes internes** et **externes**. Dans cette partie également, je dresse le **bilan** de la **MIS** et examinant l'ensemble de la **démarche** avec quelques **cas particuliers**.

Chapitre 1 : Quelques éléments constitutifs de l'économies sociale et solidaire

1 / - Définition et historique des associations

Une **association** est un groupement de **personnes volontaires** réunies autour d'un **projet commun**, partageant des activités, **sans chercher à réaliser** en retour des **bénéfices** (Vie publique, 2019). Autrement-dit : « l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices ». (Loi 1901 relative au contrat d'association). Une association peut avoir des **objets** très **divers** : sport, culture, environnement, social, etc. Quatre **éléments** principaux sont requis pour faire **association** : la définition de l'**objet**, la **réunion** d'au moins **deux personnes**, une liberté de **mettre en commun** des connaissances et des activités, une **gestion désintéressée** : les dirigeants sont des bénévoles et ne sont pas intéressés financièrement par les buts, les membres ne peuvent bénéficier d'une amélioration de leur patrimoine personnel (Guide pratique de l'association, 2021).

Le **système social français** semble bien se porter si on le **compare** à celui d'autres pays comme les **Etats-Unis**. Un **état d'esprit** qui remonte depuis l'**adhésion** à la **déclaration des droits de l'homme** et du citoyen en **1789** faisant apparaître le **principe de l'assistance** comme « un devoir de l'État et un droit pour le citoyen » (conseil constitutionnel, 2021). Les **philosophes** des Lumières au **XVIIe siècle** se sont emparés en premier de ce courant de pensée. Suivant cette logique, en **1796**, les premiers **bureaux de bienfaisance** furent créés et progressivement **répandus** sur tout le territoire. Sous la **IIIe République**, les **radicaux** dès **1881** avaient inclus dans leur **programme politique**, l'affirmation de la **liberté d'association**. Après une longue période d'**hésitations** et face aux **craintes** que l'**église** utilise cette **liberté** pour **renforcer son poids** dans la **société**, le programme fut **abandonné**. Le 25 mai **1864**, une nouvelle **loi abolit le délit de coalition** et autorise les ouvriers à faire grève sans perturber le

travail. Plus encore, la loi du 6 juin **1868 autorise les réunions publiques** sous condition de déclaration préalable (Minot, 2015). Les **bureaux de bienfaisance** ont évolué au fil du temps et **donné naissance** aux **bureaux d'aide sociale** jusqu'en **1986**, période de lancement de la politique de **décentralisation** en France (Vie publique, 2019).

L'événement le plus important qui a marqué l'**histoire des associations** s'est produit au début du XX^{ème} siècle avec la **loi de Waldeck-Rousseau** du 1er juillet **1901**. Adoptée au **parlement**, cette loi dessine le **cadre** et le **fonctionnement** des **associations**. Elle **garantit** également la **liberté** à chaque citoyen la possibilité de disposer du **droit de s'associer**, sans autorisation préalable (Vie publique, 2019). Un **acquis** à la suite d'une longue période d'**interdiction** des **gouvernements** qui se sont **succédé**, pour des raisons de **risques** de **soulèvements** du peuple. L'**article 291** du **code pénal** de **1810** en est une **illustration** : « Nulle association de plus de vingt personnes [...] ne pourra se former sans l'agrément du Gouvernement » (Cottin-Marx, 2019).

2 / - Les fondations en France

Le terme de fondation est **défini** par l'**article 18** de la **loi** du 23 juillet **1987**. « Une fondation désigne l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif ». Pour la **fondation de France**, c'est « un organisme de mécénat créé par un ou plusieurs donateurs, issus du secteur privé, au service d'une cause d'intérêt général et à but non lucratif ». Une **fondation** est comme un **incubateur** qui permet l'**éclosion d'initiatives** pour l'. Ces formes d'**actions** pouvant être décrites comme un **moyen** pour mettre à la disposition des **porteurs de projets**, des **ressources** pour la **réalisation d'initiatives** (projets) pour l'intérêt général. Cette notion elle **redéfinie** pour les **fondations** qui sont **différentes des associations** (voir chapitre 2, partie 1) sur plusieurs aspects. L'**article 200 1b** du **Code général des impôts** en apporte quelques précisions : « éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques française » (Légifrance, 2023). Ainsi, les fondations **donnent**

aux **associations** le **pouvoir d'agir** sur le terrain et leur permettent dans cet ordre de **diversifier** leurs **sources de revenus** à travers leurs **dons**.

La plupart des **fondations** qui existent pour ne pas dire la majorité **sont abritées** par une **autre fondation**. Cela permet de **bénéficier** de l'**expertise de la maison mère**, du soutien et des **avantages fiscaux** de la fondation abritante dont elle **dépend juridiquement**. Cette dernière assure toutes les **démarches** de création, de **gestion** comptable, financière et juridique. La **fondation abritée** peut ainsi **se consacrer** pleinement à **la cause** et au choix de projets qui le mobilisent, avec une grande **autonomie**, tout en **bénéficiant** de l'**image** et du **label** de la **fondation abritante**. La **Fondation de France**, reconnue d'utilité publique, est la première fondation abritante en France, avec plus de **900 fondations abritées** (site officiel fondation de France). Les fondations sont « habilitées à recevoir des legs et peuvent être créées par voie testamentaire » (Guide des dons et donations). La Fondation « Fier de nos quartiers », qui fait partie de la mesure d'impact social, est sous l'égide de la fondation de France. Depuis **2011**, date de sa **création**, elle oriente ses **actions** en priorité sur les **quartiers prioritaires** de La Rochelle : Mireuil, Villeneuve-Les Salines, Port Neuf. Elle **soutient financièrement** des **associations**, des **initiatives locales** et aussi des **coopératives d'écoles**. En **2022**, les montants des financements qu'elle a alloués varient entre **4 000 et 8 000 euros**. La fondation **trouve** ses **financements** auprès des **entreprises** qui sont implantées sur le **territoire de La Rochelle** (une trentaine), à travers des **dons**. Le montant le plus élevé reçu en don, lors des phases de collectes, s'élève à **3 600 euros**. Il existe **plusieurs types de fondations** :

Les **fondations reconnues d'utilité publique** : créées par des personnes physiques ou morales, elles sont soumises à une **procédure complexe** qui fait intervenir le ministère de l'Intérieur ainsi que le **Conseil d'État**. Elles nécessitent un **capital** minimum d'**1,5 million d'euros**. Elles bénéficient également d'**avantages fiscaux** supérieurs à ceux d'une association reconnue d'utilité publique. Outre la **réduction de 66 %** du **montant du don** de son **impôt** sur le **revenu**, le donateur peut bénéficier d'une **réduction d'impôt** sur la **fortune immobilière** (IFI) de **75 %**, dans la limite de 50 000 euros et 60 % sur l'impôt sur les sociétés (ministère de l'Économie et des Finances).

Les **fondations d'entreprise** : réservées aux **sociétés** civiles ou commerciales, aux établissements publics à caractère industriel et commercial (**EPIC**), aux **coopératives** et **mutuelles**. Elles sont des **personnes morales** à part entière, créées pour une **durée** minimale de **cinq ans**. Elles **ne peuvent recevoir ni dons, ni legs** en dehors du **mécénat d'entreprise** ou de ses salariés. Le montant total de leur programme d'action pluriannuel doit être au moins égal à 150 000 euros (site officiel Fondation de France).

3 / - Les centres sociaux en France

Les **centres sociaux** sont des **associations agréées** par la caisse d'allocations familiales (**CAF**). Ce sont des associations qui interviennent dans l'**action sociale** avec des **compétences** qui font l'objet d'une **action publique** : « ils sont associatifs, là où l'action est publique » (Bioteau, Prugneau, 2022). Les centres sociaux sont **reconnus** par l'**État** qui leur accorde des **agréments** pour la **gestion** de certaines **compétences**. Toutefois, les centres sociaux ne sont **pas reconnus** par le **code de l'action sociale et de la famille**. D'après une **enquête** réalisée en **2022** par la plateforme **SENACS** (Système d'échanges national des centres sociaux), les centres sociaux sont au **nombre de 2300** sur l'ensemble du **territoire métropolitain** (24 en Charente-Maritime). **27 %** d'entre eux sont **localisés** en **zone urbaine** (62,5 % en Charente-Maritime) et **23 %** en **zone rurale**. **3,4 millions d'habitants** participent aux **activités** et aux **projets** des centres sociaux. Plus de **38 000 bénévoles** de **gouvernance**, plus de **90 000 bénévoles d'activités**, et près de **62 500 salariés**. 12 salariés en équivalent temps plein en moyenne par structure avec des **budgets** en moyenne qui tournent autour de **638 100 euros** (observatoire des centres sociaux et des espaces de vie sociale, Senacs, 2022).

Ces structures sont **au carrefour** des **politiques publiques d'action sociale** et du développement du **pouvoir d'agir** des **habitants**. Les **actions** des **centres sociaux** sont **au cœur** de l'**éducation populaire** (voir chapitre 2, partie 2) par les **valeurs éducatives** et **sociales** qu'elles **véhiculent** : la laïcité, la solidarité, le vivre-ensemble, la citoyenneté, ou encore la culture. Avec un fort **engagement des bénévoles**, les centres sociaux sont les témoins de la **participation** d'une nouvelle génération **d'acteurs** attachés au **développement local**. Ils ont

franchi le cap de la **professionnalisation** en basant la construction de leurs **projets sociaux** sur une **démarche** bien élaborée. D'abord, un **diagnostic territorial** qui permet une définition claire des **besoins** et **objectifs**, ensuite se décline un **projet d'animation globale** et de **coordination** : le lieu (territoire) et les liens (partenaires, réseau d'acteurs). Le **projet** est envisagé comme un **processus**, donc soumis à **évaluation** tous les quatre ans.

L'**existence des centres sociaux** remonte au **XIX^e** siècle dans un contexte marqué par la révolution industrielle. La distribution **inégle** des **richesses** était l'une des principales raisons de la **division** de la **société** en deux **classes sociales** distinctes. La **classe ouvrière**, malgré sa forte **contribution** dans le travail et la **création** de **richesses**, reste la couche sociale de la population la plus **pauvre**. Face à ce constat, des **initiatives** se mettent en place dans l'optique d'organiser des **actions collectives** telles que l'**accueil des enfants**, des **formations** pour les **membres** de cette couche défavorisée. À partir de **1897**, plusieurs **résidences sociales** sont créées dans toutes les **villes** de **France**. Les plus **dynamiques** sont dans la capitale **Paris**, à l'image de **Popincourt** dans le XI^e arrondissement (Sylvie Fayet-Scribe, 1990). Ces résidences sont destinées à **structurer** la **participation active** et **volontaire** des **habitants**, favoriser la mutualisation socio-économique. En **1922**, toutes ces résidences se **fédèrent** et prennent le nom de **centre social**, Marie-Jeanne Bassot, fervente militante sociale en devient la première présidente. Ainsi, le **réseau** s'est développé au fur et à mesure des années et est **constitué** aujourd'hui par **2090 centres sociaux agréés**, tous définis par la même **charte**. « Le centre social et socio-culturel entend être un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire » (charte fédérale des centres sociaux et socioculturels, 2000). Les **centres sociaux** sont des **associations** et considérées comme telles, ils font partie des structures de l'**économie sociale et solidaire**. L'une des cinq structures qui font partie de cette **mesure d'impact social** est un centre social : La **maison Pop'**. Il est situé dans l'arrondissement de **Jonzac**, au sud du département de la Charente-Maritime, sur un **territoire** à la fois **rural** et urbain.

Les **associations** avec les **fondations** constituent une part importante du secteur de l'**économie sociale et solidaire**. À elles seules, elles constituent **79 %** de ce secteur : 75 % et 4 % (Insee, 2018) dans la **création d'emplois**. Les **effectifs de personnes** qu'elles **mobilisent**

pour la **gouvernance** et le **fonctionnement** de ces structures (bénévoles et salariés) témoignent de leur poids. Elles sont **impliquées** dans l'animation locale, , pour la solidarité, la fraternité, la fabrique de citoyen, la lutte contre l'isolement et bien d'autres **actions**. Les **appellations** peuvent **différer** et se définir en **fonction du milieu** (rural ou urbain), du **projet social**, de la **façon d'agir** (fonctionnement). Néanmoins, **elles partagent** toutes, en un moment de leur existence, cette **volonté de créer des liens**, de **rendre service aux autres** (utilité sociale).

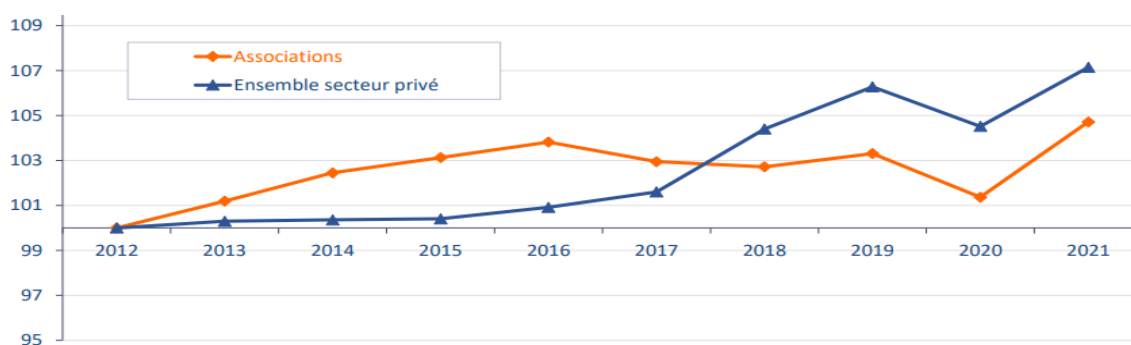
Chapitre 2 : La mesure d'impact social : un besoin actuel de rationalisation

Le terme d'**impact social** a été utilisé pour la première fois dans les années **1970** dans le cadre de **travaux académiques** sur la **responsabilité éthique des investisseurs** publiés par l'**Université de Yale**, aux Etats-Unis (Tran, Arreola, 2019). **Généralisé** dans les années **1990**, le **concept** d'impact social **découle** du **croisement** de différentes **cultures** et **pratiques professionnelles**. Depuis les **années 2000**, le concept de l'ESS a largement **intégré le milieu universitaire** à travers plusieurs disciplines comme la sociologie, l'économie, le droit, la gestion, l'histoire, la géographie, ou encore la science politique. **L'homme** pour satisfaire ces **besoins primaires** comme **l'alimentation**, **l'habitat**, ou encore la **santé**, cherche en permanence à vouloir dominer, contrôler, **évaluer** et **exploiter** son **environnement**. Il a réussi à **apprivoiser** la nature (**environnement**) avec des **calculs économiques** pour déterminer des prix : les **coûts** et les **bénéfices** (Alix, 2015). Dans un **contexte économique** où les **coupures budgétaires** touchent plusieurs **secteurs clés** comme la **fonction publique** ou encore la **santé**. La **rationalisation** va de plus en plus loin jusqu'à atteindre le **secteur social** (ESS) qui est porté en partie par les **associations** qui sont aussi **créatrices de richesses**.

Plusieurs raisons expliquent ce glissement du **secteur social** dans la **mesure de l'impact**. « Les décideurs éviteraient les errances du capitalisme financier : d'où le concept de « *l'impact economy* » (Hillary Clinton) et de « l'économie positive » (Jacques Attali). Les évaluations « randomisées », « processus « d'expérimentation créative », dans le cadre duquel les décideurs politiques et les chercheurs travaillent ensemble pour réfléchir différemment et tirer les enseignements des réussites et des échecs » (...) » (Alix, Baudet, 2013). À **l'échelle de l'Europe**, « La récente réglementation bancaire semble conduire les banques européennes à dégonfler leurs bilans et restreindre le crédit, laissant le champ à la finance de marché, pilotée par des gestionnaires d'actifs qui, pour le compte des investisseurs, travaillent avec des outils plus « à distance » que les banques » (Alix, Baudet, 2013). Selon le groupe d'experts Entrepreneuriat social (**Geces**) mis en place par la **Commission européenne**, les entreprises sociales devraient se référer à la « **théorie du changement** » (*theory of change*) pour **décrire**

leurs impacts (Alice, 2015). Utilisée dans l'aide internationale anglaise et américaine, il s'agit d'une **méthode** assortie d'**outils de reporting** (grille d'indicateurs) pour décrire des **chaînes causales**. Cependant, ce besoin systématique d'aller vers cette **forme de calcul et de diagnostic** ne devrait **pas se baser** uniquement sur des « **e-mesures** » d'impact social telles qu'est en train d'en fabriquer **l'industrie financière** (Alix, Baudet, 2013). La **connaissance** des **logiques** de **proximité**, des **relations** des structures et des **métiers** reste des éléments **incontournables** et **complémentaires** que l'industrie financière ne prend pas en compte (Chiapello, 2013).

Figure 1 : Evolution régionale de l'emploi dans les associations et dans le secteur privé



Les deux courbes se sont croisées en 2016, à l'avantage du secteur privé qui enregistre, ces deux dernières années, des tendances identiques à celle du secteur associatif. Ce dernier, dépasse son niveau d'avant-crise et affiche même un record pour la décennie, en 2021.

Les effectifs sont calculés en faisant la moyenne des 12 mois. Chaque emploi correspond à un salarié à temps complet ou à temps partiel. S'il est employé dans plusieurs associations, il est compté plusieurs fois.

Source : R&S, données 2021 URSSAF, Caisse nationale et MSA.

Plus connu dans le **milieu des entreprises** par son **équivalent** : la responsabilité sociétale et environnementale (**RSE**), qui est une **démarche volontaire** et parfois juridique des **entreprises**. La RSE « se définit comme la manière dont les entreprises intègrent, sur une base volontaire, des **préoccupations sociales, environnementales** et **éthiques** dans leurs **activités économiques** comme dans leurs **interactions** avec toutes les **parties prenantes**, qu'elles soient **internes** (dirigeants, salariés, actionnaires, etc.) ou **externes** (fournisseurs, clients, etc.) » (Benhamou, Diaye, 2016). La **mesure d'impact social** peut-être **adaptée au milieu associatif** car le **secteur** est **fortement impliqué** dans les **territoires** et les **réseaux d'acteurs**. Les **associations** occupent une part non négligeable dans l'économie française à travers la

production de richesses (3,6 milliards d'euros) et la **création d'emplois** (1 815 000 salariés). Avec la figure 1, on parvient à lire cette **dynamique** lorsqu'on le compare avec le secteur avec privé. En effet, dans le **milieu associatif**, on préfère même utiliser le terme de **chaîne de valeur** dans un **système de parties prenantes**. « La société n'est pas le réceptacle passif de l'action, elle est au contraire elle-même l'ensemble des acteurs et de leurs interactions. Croire que l'on pourrait mesurer le résultat de l'action en comparant l'état de la société avant et après, c'est faire comme si le reste de la société restait inactif » (Blanc, 2021). La **notion de chaînes de valeurs** « intègre à la fois l'idée d'interactions multiples et celle de processus continus (...), la société comme écosystème, on peut alors considérer que la chaîne de la valeur sociale puise sa « matière première » dans les ressources de la société et que son efficacité peut être mesurée par le renouvellement ou l'accroissement de ces ressources » (Blanc, 2018). Ainsi, l'**impact social** peut être considéré comme étant le ou les **résultats** qu'une société (structure) bien distincte arrive à produire sur un **temps** et des **conditions spécifiques**.

La **mesure de l'impact social** est une **démarche complexe** pour les acteurs de l'ESS par les réalités multiples qu'elle recouvre, par les **freins et obstacles** à sa **mise en œuvre** (manque de ressources, éthiques, méconnaissance du sujet, obstacles techniques et organisationnels, etc), par la **diversité des approches et méthodes d'évaluation** existantes (pertinence, efficacité, efficience, performance, impact net) et enfin par l'**impossibilité de transposer une démarche d'évaluation d'un projet à un autre**. Par conséquent, la **nécessité** d'adopter une **démarche adaptée** à chaque structure, à ses besoins, ses enjeux et ses ressources (Blanc, 2018). L'**aspect social** est en effet relatif, **subjectif** et **difficile à mesurer** surtout lorsqu'il s'agit des **comportements et habitudes humaines**. Pour effectuer cet **exercice de la MIS**, il faut donc adopter une **approche pragmatique** basée sur des **choix** et des **objectifs clairs et pertinents**. « (...) Il faut donc sélectionner parmi les activités celles dont l'impact est mesurable et important (...). Cette étape est l'étape d'évaluation du problème : analyser l'activité (ce que nous faisons déjà), identifier le résultat final (l'état du monde auquel nous aspirons, aussi appelé théorie du changement) et énoncer l'objectif (le résultat spécifique que nous voulons atteindre). Ce n'est qu'après avoir vérifié que les objectifs sont cohérents avec les finalités et compatibles avec la réalité des activités que l'on pourra rechercher des indicateurs pertinents : données quantitatives, classements de préférences, taux de satisfaction ou tout autre indice que l'on trouve pertinent ». (Blanc, 2018). En se référant à **cette conception** de la **MIS**, une

démarche pratique, construite sur des **temporalités** bien **définies**, une **structure sociale** peut en effet arriver à **produire des résultats fiables**. La question des **choix** est également **indispensable** avec cette conception, car les **structures** de l'ESS sont **impliquées** dans plusieurs **activités et projets**.

Des **exemples d'études de mesure d'impact social** existent, la plupart d'entre elles ont été réalisées dans le cadre de **partenariat** avec d'autres acteurs de l'ESS.

Exemple 1 : *La Mesure d'impact pour un regard critique*, réalisée en 2022 par *Convergences*.

La plateforme internationale a décidé de lancer ce projet d'étude dans le cadre des cycles annuels des Petits déjeuners de la mesure d'impact, qu'elle organise avec ses groupes de travail depuis 2017. Une dynamique qui rassemble plusieurs dizaines d'organisations de tous les secteurs, dans le but d'identifier et de répondre à des besoins de performance. La publication issue de l'étude a repris les principales phases de préparation et de réflexion pour une MIS. Une partie importante qui peut sembler évidente, mais qui s'avère être complexe pour des structures qui ne sont pas habituées à ce genre d'exercice.

Exemple 2 : L'étude réalisée en 2022 par « *Le Mouvement Habitat et Humanisme* », une étude menée auprès de plusieurs personnes logées par le Mouvement pour évaluer les changements positifs intervenus dans leur vie grâce aux actions de la structure. Les résultats obtenus leur ont permis de soutenir que la structure propose une solution de logement aux personnes vulnérables et victimes du mal-logement, dans un contexte où l'offre de logements accessibles aux plus fragiles est insuffisante en France. La structure a ainsi obtenu la preuve de sa contribution au rééquilibrage des territoires pour plus de mixité sociale et urbaine.

Exemple 3 : L'étude de l'impact des tiers-lieux, réalisé par « *Familles Rurales et Eexiste* », entre 2018-2021. Résultat d'un travail collaboratif de plusieurs mois, réalisé par le réseau avec des tiers-lieux et des porteurs de projet. Un travail qui a permis la rédaction d'un guide, un mode d'emploi à destination des espaces de vie sociale. Aux tiers-lieux, surtout localisés en milieu rural qui réfléchissent sur la mise en place d'une démarche d'auto-évaluation pour

mieux comprendre, mesurer et valoriser leurs impacts. 24 tiers-lieux ont participé au processus de co-construction des outils d'observations. Des entretiens ont été réalisés avec des salariés et des bénévoles en plus de 11 ateliers de travail et deux consultations en ligne.

La majorité des cas d'**études** sur l'**impact social** présentent des **résultats positifs** pour les structures qui les ont initiées. La plupart d'entre elles ont été réalisées **grâce** à un **soutien technique et financier** d'un **partenaire public** comme l'**Avisé** qui pilote le **DLA** à l'échelle nationale. Avec l'**implication** de **personnes extérieures** aux structures, on arrive à observer deux choses. D'un côté, le **manque** de **moyens financiers** et **humains** en plus du **temps** nécessaire aux structures pour faire une MIS en **autonomie**. D'un autre côté, l'**importance** d'**avoir un avis extérieur** pour faire les **choix**, mais aussi pour la **neutralité** et la **fiabilité** des résultats de l'étude. S'**interroger** à son **impact social** peut provoquer dans une certaine mesure une **remise en cause** de son **organisation**, de son **fonctionnement** : cet aspect évoque un concept particulier à l'ESS : l'**utilité sociale**.

La **mesure d'impact social** présente ainsi **quelques enjeux** importants : le **besoin** d'**adaptation** par rapport aux **évolutions socioéconomiques** des **territoires** pour donner **plus de sens** aux **actions**. Le besoin d'**amélioration** et d'**innovation** pour le **modèle associatif**. Le besoin de **priorisation** pour être plus **efficace** et **efficace** dans l'action. Le besoin de **soutenir** et porter son **plaidoyer** pour faire reconnaître son **utilité**. Pour les organismes de l'ESS, l'**enjeu** principal réside dans leur capacité à **s'approprier** la **démarche** d'évaluation, en l'**adaptant** à leur niveau, leurs moyens, leurs capacités d'actions, leurs **besoins** et leurs **environnements**. Cet effort de réappropriation soulève **trois défis** : veiller à ce que la structure associe la **démarche** dans une **stratégie globale** et accorde des **moyens humains** pour **constituer** un **comité de pilotage**. Décliner les **objectifs** sur des **temporalités variables** pour permettre le **temps** de **construction**, de **mise en œuvre** et d'**observation** des **résultats**. Se servir de cette approche, en dernier, pour aller vers l'**innovation sociale** (Synthèse approche prospective de la mesure d'impact social, Avisé, La Fonda et Le Labo de l'ESS 2019).

1 / - L'économie sociale et solidaire : un secteur bien particulier

C'est l'**historien** Louis-Gabriel Du Buat-Nançay en **1773** qui a **utilisé** pour la première fois la **notion d'économie sociale** dans son livre intitulé : *Éléments de la politique, ou Recherche des vrais principes de l'économie sociale*. En **1830**, l'**économiste** Charles Dunoyer lui emboîte le pas avec son livre : *Nouveau traité d'économie sociale*. Ils furent les **pionniers** dans ce registre à explorer la notion sans pour autant poser les bases d'une théorie élaborée (Timothée Duverger, 2023). Aujourd'hui **en France**, plusieurs **réseaux de chercheurs** ont vu le jour avec l'intérêt d'**alimenter la connaissance** pour ce secteur de l'**ESS**. Parmi eux, on peut citer l'Association pour le Développement des Données sur l'Économie Sociale (**ADDES**), le Réseau Interuniversitaire de l'ESS (**RIUESS**) ou l'Association d'Économie Sociale (**AES**). Sur le plan **international**, il existe la commission scientifique du Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie publique, sociale et Coopérative (**CIRIEC**), ou encore la *Revue internationale de l'économie sociale* (Defalvard, 2019).

Deux principaux types de **statuts juridiques** existent en **France** pour les organismes de l'**ESS**. D'une part, il s'agit de la catégorie des **organismes sans but lucratif** (OSBL), dont la plupart des **entrepreneurs sociaux** utilisent le statut juridique qui est propre à la **forme associative**. En **optant** pour cette forme de statut, ces derniers font le choix de ne **pas faire de profits**. D'autre part, il y a la catégorie des **organismes à but lucratif**, constituée essentiellement de types de formes juridiques à **lucrativité limitée** comme les **coopératives** de types SCIC, SCOOP et les **sociétés commerciales** (SAS, SARL). Ces organismes ont la **possibilité** d'être **labellisées** et, ou **agrémentées** entreprise de l'ESS, Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), entreprise d'insertion, French Impact, B-corp, etc. Toutefois, en optant pour cette **forme juridique**, les organismes **ne peuvent bénéficier** ni de **subventions** ni de **dons** du **privé**, mais peuvent **en revanche profiter** de quelques **avantages fiscaux** (guide des associations, édition 2021). Des **entrepreneurs sociaux** choisissent de **recourir à des formes** juridiques **hybrides** pour arrondir les angles et avoir la possibilité de **bénéficier de plus d'avantages**. En effet, l'**article 36** de la **loi** du 17 juillet **2001** prévoit que les « associations déclarées relevant du régime de la loi de 1901 (...), peuvent se transformer en sociétés

coopératives (...), ayant une activité analogue. Cette transformation n'entraîne pas la création d'une personne morale » (Baromètre de l'entrepreneuriat social, 2019).

Un des premiers **aspects importants** à prendre en compte pour la **définition d'une structure de l'économie sociale et solidaire** est le **caractère d'intérêt général**. Il se **différencie** de la notion d'**utilité publique** qui renvoie à une **notion fiscale**. En effet, les **associations reconnues** d'utilité publique obtiennent l'**agrément par décret** à l'issue d'un conseil d'État après une période de fonctionnement d'au moins trois ans (rapport public du conseil d'État, 2002). C'est le cas de certaines associations engagées dans la lutte contre des maladies ou dans l'assistance médicale, comme **Médecins sans frontières**. Ce genre d'association a une **capacité juridique** plus grande que n'importe quelle autre association simplement déclarée. Elles peuvent **recevoir** des **dons** et des **legs** (héritages, successions) et ont une **autorisation spéciale** pour cela (Guide pratique de l'association, 2021). La notion d'**intérêt général** s'applique à toutes les **associations de service public** qui se sont **déclarées** dans une **Préfecture** : à caractère éducatif, social, humanitaire ou sportif (Guide pratique de l'association, 2021). Les **critères** à remplir pour être considéré comme une **association d'intérêt général** sont définies par **quatre points** pour les services de l'État : la **qualité démocratique**, en rapport avec le mode de fonctionnement et d'organisation de la structure, la **participation bénévole** des bénéficiaires à la production des services et des biens dont ils expriment le besoin, l'**éducation populaire** et la prise en compte de la **parole des habitants**.

L'**éducation populaire**, considérée comme le **second pilier** de l'**éducation nationale** (directive nationale d'orientation du ministère de l'éducation, 2018) n'a **pas** encore de **définition instituée**, en Belgique, elle est appelée « éducation permanente ». On peut la définir comme le fait d'**apprendre à être autonome** pour devenir un **bon citoyen** (curiosité, solidarité, développement de l'esprit critique) et de créer une **société** où tout le monde vit **en harmonie**. S'appuyant sur le principe de la **continuité éducative** (directive nationale d'orientation du ministère de l'éducation en 2018), elle est orientée sur l'**accompagnement** des **enfants** dans le cadre des **politiques jeunesse**. Le métier d'**animateur** est l'un des plus **significatifs** dans l'éducation populaire. Ils peuvent être **généralistes** ou se **spécialiser** dans un domaine précis comme la musique, le théâtre, les arts plastiques, le cirque, les sciences,

l'environnement, le sport, etc. L'éducation populaire est un **milieu dynamique** qui emploie en moyenne **400 000 salariés** en emploi principal ou saisonnier (Hexopée, 2022). Elle propose aux **jeunes adultes** l'occasion de **s'engager bénévolement** sur une mission tournée vers les autres, pour l'intérêt général.

La définition de la notion d'**intérêt général** revêt un caractère flou et **subjectif** qui peut avoir différentes **interprétations**. Pour les **acteurs publics**, les critères se mesurent par rapport à la **position** dans le cercle des acteurs. En effet, ces derniers sont les **garants de la puissance publique** et de cette posture doivent faire des **choix** et des **arbitrages** qui **reposent** sur un **modèle économique**, une **vision politique**. La définir en ces quatre points permet de **justifier** la **démarche** surtout lorsqu'il s'agit d'**allouer** des **subventions**, comme dans le cadre du fond de développement à la vie associative (**FDVA**) (annexe 2). Même sur les **critères d'attribution**, le constat est que la **prise de décision** s'impose forcément et **implique de faire des choix** même lorsque toutes les **structures répondent** aux **critères**. Sur les **appels d'offres** par exemple, la spécificité des **besoins** (missions) des **collectivités territoriales** justifie encore ce **choix** qui ne se limite pas seulement aux critères, mais aussi sur les **compétences requises**. « Avant l'appel à projet était très généraliste, maintenant, il est précis, ciblé sur des publics biens particuliers (...), nous qui sommes généralistes, c'est des fois, un peu compliqué (...), alors qu'on est là pour la population en général. C'est logique, y a des besoins bien particuliers, mais pourquoi autant cibler, on ne s'est pas comment faire (...) » (Gabriel du collectif de Villeneuve-Les-Salines).

Pour les **acteurs** du milieu **associatif**, la conception qu'ils ont de l'**intérêt général** est fondée sur des **logiques de bons sens**, car ils **s'estiment** être des **créateurs de liens**, des **fédérateurs** : « Le projet collectif s'émancipe des seules contraintes de rentabilité au bénéfice de l'intérêt général » (Guesnier, Lemaignan, 2006). Ainsi, la **notion** peut prendre **plusieurs formes** selon le **contexte** et la **personne** qui la définit. Par exemple, pour Jean-François, président d'**Angoul'Loisirs** : « c'est une histoire de priorité, (...) parce que sur le terrain, nous tous les jours, on est confronté au fait de dire non à des familles, de refuser des enfants et qu'eux (les élus communaux) cette priorité, ils ne l'ont pas forcément ». Angoul'Loisirs est un **centre de loisirs**, une association d'éducation populaire, située dans la commune d'Angoulins (au sud de La Rochelle). Les **associations** sont par essence nées, la

plupart des cas, d'une volonté de **produire de la valeur**, : « de créer du lien mais pas pour créer des biens » (René du foyer rural Vals de Saintonge). Par déduction, elles existent pour **l'intérêt général** : « c'est par le partage que ces valeurs irriguent de l'économie classique » (Bioteau, Prugneau, 2022). Toutefois, nous avons constaté à travers nos rencontres avec certains acteurs du milieu associatif dans le département de la Charente-Maritime, qu'il **existe** également des **associations** dont l'existence est fondée sur le **besoin** d'un **entrepreneur** qui cherche à tester son **activité professionnelle**.

Un **autre point** tout aussi important qui mobilise **l'attention** des **acteurs** du **milieu associatif** : **l'utilité sociale**. C'est aussi **aspect** sur lequel les associations sont **évaluées** lorsqu'elles sollicitent un **financement**. On comprend encore plus son importance lorsque l'on découvre que sa **première définition** a été donnée par la **direction des impôts** : « L'activité qui tend à satisfaire un besoin qui n'est pas pris en compte par le marché ou qui l'est de façon peu satisfaisante » (guide pratique de l'association, 2021). On ne pourrait pas seulement se limiter à **l'aspect économique** qui est évoqué avec cette définition, on comprend aussi, **l'aspect de création de valeurs**, de **relations**, de **réseau** basé sur la confiance, du **capital social** (Baker, 1990). La notion est issue du concept historique d'intérêt général et peut être rattachée aux valeurs républicaines.

2 / - Le financement public et la gestion des associations : une source de tensions

Face aux **enjeux économiques** et **sociaux**, les **acteurs** du **milieu associatif** ont décidé de **s'organiser** davantage, mettant en place des systèmes de **collaboration** avec les chercheurs du **monde universitaire**. L'objectif est d'effectuer un travail de **documentation** et de **recherche** sur leur **secteur d'activité** pour comprendre par **eux-mêmes** afin d'être capable de **décrypter** et d'**analyser** son fonctionnement.

Tableau 1 : Part de l'emploi des associations dans l'ESS

Nombre d'associations actives	Établissements avec emplois associatifs	Nombre de salariés	Masse salariale
Entre 1.4 et 1.5 million	146 700	1 815 000 9.2 % du secteur privé	3.6 milliards d'euros

Source : Recherches et Solidarités, 2022.

À partir de **2007**, les premiers **observatoires locaux** à la **vie associative** commencent à **voir le jour**. Ces derniers, dans leurs travaux, **mobilisent** les **chiffres** qui tournent autour de leur **secteur d'activité** et portent des **analyses** sur leurs **actualités** par exemple : les politiques publiques, la législation, les subventions, etc. Le **rapport** de février **2019** de *L'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations* interpelle sur le contexte et le **changement de paradigme** qui est en train de s'opérer dans la **gouvernance du secteur** : « La marchandisation des associations est un phénomène qui s'accroît au fil des années avec, d'une part, le remplacement de plus en plus fréquent des subventions par des appels à projets qui conduisent à mettre en concurrence les associations entre elles et d'autre part, le courant de l'entrepreneuriat social qui fait entrer les entreprises privées dans le jeu associatif » (Associations mode d'emploi, n°245, 2023). En **2010**, le **1er ministre** François Fillon avait signé la **circulaire** notifiant la **nouvelle démarche** sur le **traitement** des **associations** : ces dernières sont **considérées comme** des **entreprises**. Pour Jean-Marc Borello, président du *groupe SOS et défenseur de l'entrepreneuriat social*, cette **décision politique** est **injuste**, car selon lui, « le modèle économique des associations arc-bouté sur le principe non lucratif, apparaît à présent inadapté aux exigences actuelles et de moins en moins dépositaire de l'intérêt général ». Cette **décision** repose, certainement, sur le fait que les **associations participent** activement à la **création de richesses** et d'**emplois**. *L'observatoire citoyen à la marchandisation des associations* va plus loin et voit en cette prise de position une **volonté de faire entrer** les **associations** dans le circuit du **marché** de l'**offre** et de la **demande** pour s'ajouter au panel du système économique capitaliste. Le **secteur** est **dynamique**, mais **toutes** les **structures** ne présentent pas les mêmes états financiers. Les **moins outillées** (moins de partenaires) et

dotées en fond propre, fonctionnent grâce à d'énormes **sacrifices** du **personnel** (temps de travail) accompagnées d'un **sentiment d'incertitude permanent** : « on n'est jamais sûr qu'il soit renouvelé d'une année sur l'autre, c'est fatigant. Tous les ans, tu refais les mêmes demandes sans savoir combien tu vas avoir, c'est un côté stressant en fait, tu n'es jamais sûr de l'avenir » (Laure, coordinatrice du collectif actions solidaires).

L'exemple de la généralisation des **délégations de service public** est perçu par les acteurs du **milieu associatif** comme un **dispositif** pour les **manœuvrer**, les **forcer** à se **professionnaliser** et à **changer** leurs modes d'**organisation** et de **fonctionnement**. Autrement-dit, ne **plus être** de simples **porteurs de projets**, mais plutôt des « **prestataires** » du **service public**. Seulement, pour **respecter** les **critères** et remplir les **conditions**, il leur faut entreprendre des **réformes** poussées **en interne**. « On a signé une convention pluriannuelle avec la ville sur trois ans sur de l'action et pas de fonctionnement, on a voulu garder une indépendance vis-à-vis de la ville, y avait potentiellement un risque à ce qu'elle demande de faire plein de choses » (Laure, coordinatrice du collectif actions solidarités). Le **constat** est **partagé** chez leur voisin de Villeneuve-Les-Salines : « effectivement, on s'aperçoit que les financeurs sont de plus en plus en demande ou commande, je ne sais pas comment on peut l'interpréter, mais ils nous orientent énormément sur des axes qu'eux, ils ont ciblé. Du coup, la question de la dépendance du monde associatif est très remise en cause aujourd'hui, (..), de toute façon, c'est une tendance générale » (Gabriel). Ainsi, **ce modèle économique** semble montrer quelques **limites** et n'apparaît **pas** comme **adapté** pour gérer la plupart des **associations** qui **fonctionnent** sur une **logique de réciprocité** (Eynaud, Lallemand-Stempak, 2022). Raison pour laquelle elles soutiennent qu'au lieu, de **chercher** à les **contraindre**, les **acteurs publics**, devrait plutôt leur **donner l'opportunité** de **s'affirmer** : « Les associations appliquent d'autres modèles économiques, ceux de l'échange, du don, de la subsistance, de la coopération et peuvent être le lieu d'invention d'autres modèles économiques pour sortir de l'hégémonie néolibéral » (Eynaud, 2018). « L'économie sociale et solidaire n'est pas un modèle de substitution mais bien une forme complémentaire d'organisation qui coexiste avec une économie de marché et une économie publique » (Bioteau, Fleuret, 2014).

Le **contrat à impact social** (CIS) est également un point qui **agite** les **associations** et suscite des **interrogations** et le rapport de *L'observatoire citoyen à la marchandisation des associations*, l'a bien soulevé. En effet, il est possible pour une **association** de s'associer avec un **investisseur**, une banque par exemple, signer un **contrat** dans lequel ils se mettent d'accord sur des **engagements**. Par exemple, l'association doit permettre à un **nombre** de **chômeurs** défini d'**accéder** à l'**emploi** ou à un nombre de jeunes en échec scolaire de rejoindre une formation qualifiante, etc. À la fin du contrat ou de la période de mise en œuvre, un **évaluateur indépendant** est engagé pour faire le **bilan** sur les **objectifs**. Lorsque ces derniers, ne sont **pas atteints**, l'investisseur aurait dans ce cas **investi à sa perte** comme dans le cadre de la **loi** du **marché** (rentabilité investissement). Dans le cas contraire, où les objectifs sont **atteints**, l'investisseur est **remboursé** par la puissance publique **avec** des **intérêts** en plus. On peut observer à travers cette **démarche** une certaine **contradiction**, dans la mesure où la puissance publique délègue une **compétence** en choisissant de passer par un **intermédiaire** (banque) qui n'est **pas spécialisé** dans ce domaine. **À la place** de cette méthodologie, *L'observatoire citoyen à la marchandisation des associations* soutient que « la subvention paraît bien moins coûteuse tant pour l'Etat que pour l'association » (Luleck, n°245, 2023). D'autant plus que le **montage** des **projets** peut prendre des **années**, ajoutées aux **frais** pour les services de l'**évaluateur indépendant** (coût total). En plus, les **modalités** sur les **objectifs** à atteindre ne sont **pas** spécifiquement **définies** : « clairement atteignables, éventuellement revus à la baisse en cours d'action, etc », et le **remboursement** de l'Etat se fait **quoiqu'il en advienne** sur ces modalités fixées dans le contrat.

Cette **démarche** ressemble à une **forme d'appel** à la **privatisation**, comme dans les **marchés publics** (appel d'offres, concurrence, productivité). En effet pour l'**État**, 2 ou 3 **millions** pour un CIS, ce n'est un **pas** une somme **conséquente**. L'objectif serait d'aller vers 50 à 100 millions d'euros et de **rendre l'intérêt plus attractif** avec un taux de rémunération en cas de succès au-delà de 10 %. Toutefois, en **France**, on estime le nombre de **contrats d'impact social** qui sont **signés** entre une vingtaine et une **trentaine** et n'impliquent que des **structures** très **importantes** qui ont des **ressources financières** et **humaines** considérables. Le **rapport** du **G8**, « *cœur invisible des marchés* » de **2014** a révélé l'information selon laquelle le **groupe de travail** « *Impact social* » est prêt à investir entre **450 et 1 000 milliards de dollars** en **investissement à impact social**. Cette politique de financement a pour objectif de **rééquilibrer**

les **décisions d'investissement** jusqu'à présent uniquement fondées sur le **risque** et le **rendement**. Tout ceci semble évoquer le **changement** de **paradigme** des subventions vers la **contractualisation**. Une **gestion** déléguée au **secteur privé** avec les banques et les assurances **pourrait** être dans le **futur** une **option** ou la **tendance** la plus courante. L'**État français** a mis en place un **référentiel national** appelé *datasub* qui permet de **retracer** toutes les **sources** de **financements publics** d'une structure associative afin de **connaître** les différents **montants** qu'elle a pu collecter et les types **financeurs** qui l'appuient (traçabilité). Une façon d'**organiser** et de **maîtriser** les **fonds** qui passent par les structures et **veiller** ainsi à un certain **équilibre**.

Une **association** pour **financer** ses activités, son fonctionnement peut demander **des subventions** aux collectivités territoriales, aux services de l'État via des **appels à projets** comme celui sur le fonds de développement de la vie associative (**FDVA**) (annexe 2). Soit répondre à des **commandes publiques**, à travers la délégation de service public (**appel d'offres**). Les **autres sources** de rentrées d'argent sont les **cotisations**, la **vente** de **produits**, de **services** ou de **prestations** fournies par l'association, les **dons** manuels et de toute autres sources pas contraires aux **règles** (association mode d'emploi, 2021). Les **entreprises** qui font des **dons** aux associations bénéficient d'**avantages fiscaux** : des remises et réductions à hauteur de 60 %.

La **loi** du 31 juillet **2014** précise le **cadre** de la **subvention** et lui donne notamment une **définition** légale en reconnaissant le principe d'**initiative associative**. Le **circulaire Valls** du 29 septembre **2015**, incite les pouvoirs publics à faire le **choix politique de la subvention** et de la **convention pluriannuelle** dans le partenariat avec les associations (guide pratique de l'association, 2021). La **loi NOTRe** du 7 août **2015** portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République **réorganise** les **relations** entre associations et collectivités en modifiant les **compétences** de ces dernières. Elle **supprime** les clauses de la compétence générale dont bénéficiaient jusque-là les **régions** et les **départements**, seules les **communes** gardent leur **clause générale** de **compétences**.

La question du **financement** des associations fait partie des **sujets** de **débats** les plus fréquents dans le **milieu associatif**. Il existe une grande **différence** lorsque l'on observe de plus près les **associations** : elles ne sont pas aux mêmes **niveaux** dans l'**organisation** et sur la **capacité** à **mobiliser** des **moyens** financiers et humains. Lorsqu'une **association dépend**, pour

la moitié de son budget de fonctionnement, des **subventions**, forcément elle va éprouver des **difficultés** pour **exister** durablement. Le fait que la subvention soit réduite, ne signifie pas un abandon de la part des pouvoirs publics. L'**État**, par exemple, a mis en place depuis **1964** le fonds de coopération de jeunesse et d'éducation populaire (**FONJEP**) destiné à soutenir l'**emploi** de **personnels qualifiés** dans les associations. Il y'a aussi le **financement** du **service civique** qui permet aux associations de **bénéficier** d'un **soutien** pour une mission complémentaire. La **montée** en **compétences**, même si elle ne figure pas dans les objectifs de départ d'une association, peut être une bonne chose surtout pour l'aspect **innovation sociale** et l'impulsion de **dynamisme** dont certaines structures ont grandement **besoin**.

3 / - Le bénévolat, un secteur en crise ?

Sur le site officiel dédié aux associations, **association.gouv.fr**, il est indiqué qu'aujourd'hui en France, **16 millions de bénévoles** œuvrent dans le **paysage associatif**. Un bénévole est défini comme une « personne qui participe ou qui agit dans une association pour mener à bien l'objet pour lequel elle s'est constituée » (Guide pratique de l'association, 2021). C'est une personne qui **participe** aux activités d'une association **sans attendre** en retour d'être **payée**. Il existe quelques **avantages** concernant le **bénévolat** : en absence de rémunération, des **remboursements de frais** (frais de transport, hébergement, repas) peuvent avoir lieu si la personne présente un **justificatif** des congés ou autorisations d'absence. En l'**absence** de **subordination juridique**, la personne ne pourra être sanctionnée par l'association, comme lorsqu'il s'agit d'un salarié. Sur le **caractère volontaire** de sa **participation**, la personne est libre d'y mettre un terme à tout moment (Guide pratique de l'association, 2021). Un **salarié** d'une entreprise à le **droit** de poser des **congés** au sein de son entreprise **pour faire du bénévolat**.

Aujourd'hui, comme sur le nombre d'associations, connaître le **nombre exact** de **bénévoles** en France est un **exercice complexe**. Toutefois, des **appréciations** sont faites à partir de l'**estimation** du nombre d'associations en activité dans chaque département et par le biais d'une **enquête nationale** réalisée tous les **3 ans** par l'**IFOP** pour France Bénévolat et Recherches & Solidarités. La **dernière** enquête de l'IFOP réalisée en janvier **2022**, auprès d'un

échantillon de **3 155 personnes** de **15 ans et plus** avait révélé des informations intéressantes. En effet, pendant la crise du Covid, un nouveau concept, celui du **télé bénévolat** a fait son apparition : « Ils (bénévoles) ne savent plus quoi faire, ils peuvent plus filer un coup de main (...), tu fais un jeu, tu fais une réunion, mais bon ça ne suffit pas » (Jean-François). Son apparition est **synonyme**, pour certains, de **solution en attente** de rencontres et d'activités en **présentiel**. L'enquête a également mis en évidence, la question du **renouvellement** des **administrateurs** (élus) des **associations** pour sauvegarder la **pérennité** de ces structures qui ont été très présentes pendant la crise sanitaire. Une **prise de conscience** semble avoir lieu dans ce sens d'ailleurs, car dans les **organes de l'État**, à l'Assemblée nationale et au parlement, le **débat** est en train de se **poser** pour réfléchir sur une **politique** du **bénévolat**, comme l'ont fait d'autres pays comme la **Suisse** où il est rémunéré. Il existe déjà des **pistes** à explorer pour permettre de **concilier** le **travail** et l'**engagement** bénévole : le **mécénat** de **compétences**, le télé bénévolat dans une certaine limite, la **transition** vers la **retraite** : tutorat, binôme, parcours adapté, etc. Le **bénévolat** en **France** est **marqué** par plusieurs aspects : une **fracture associative** (CSP), le **retrait** de plus en plus marqué des personnes de plus de **65 ans**, l'**engouement** récent des **jeunes** de 15 à 34 ans ou encore les **femmes** qui s'engagent plus que les hommes depuis 2019.

Pour cette partie, le travail s'est fortement appuyé sur l'**enquête** de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (**Injep**) publiée en **2022**. En 2021, plus de **10 000** Français de **16 ans et plus** ont été interrogés, dans le cadre de l'enquête nationale sur l'engagement associatif et les dons (enad). Une enquête à l'issue de laquelle des **données quantitatives** ont permis de révéler les différentes **formes** et **caractéristiques** du **bénévolat** dans les **associations** : les catégories socioprofessionnelles, les sexes et les classes d'âge. En effet, **4 Français sur 10 participent** à la vie associative, chiffre en dessous de la moyenne, mais qui peut être suffisamment **encourageant** pour les associations et les pouvoirs publics à faire plus dans ce sens. Avec les données de **2023** qui sont plus récentes, c'est en moyenne **23 % de Français** qui sont **bénévoles** dans les associations. Chez les **plus jeunes**, plus de la moitié : les deux tiers des **16 ans et plus, contribuent** au moins à une association en France : **24 %** donnent et participent comme **bénévoles** ou d'une autre manière, **16 % participent**, mais sans effectuer de dons, et **25 % donnent sans participer**.

Dans un contexte **post-Covid**, **41 %** des **16 ans et plus** ont participé à la vie associative au cours des douze derniers mois. Avec plusieurs **formes de participation** dans au moins une association : adhérents, bénévoles, membres du bureau, militants ou volontaires. Ces résultats montrent que les **jeunes** sont très **impliqués** aujourd'hui dans des thématiques comme le **changement climatique**. D'autres **facteurs** comme la préparation d'une **carrière professionnelle** peuvent également **expliquer** cet **engagement** des **jeunes** dans les associations.

Avec les données de **2023**, le constat est que la classe des **35 à 64 ans** est la **moins représentée** dans les effectifs avec une **diminution de 4 points** depuis **2019**. Cette diminution de l'effectif des personnes **proches** ou à la **retraite** est expliquée par quatre facteurs, d'après l'Injep. L'effet de la **génération pivot** qui se traduit par des **contraintes de temps**, de **mobilité** ou encore des besoins d'assistance. Il y a l'idée selon laquelle, les **jeunes retraités** d'aujourd'hui sont en **perte de réseau** et ont **moins d'interactions** avec d'autres personnes en dehors du cercle familial proche. L'**évolution** du concept de l'**engagement** : le modèle associatif existant ne correspond pas, les jeunes retraités ont **besoin de temps** pour **eux-mêmes**. Les **effets** de la **crise sanitaire** qui a affecté et secoué les habitudes.

L'**engagement** des **personnes âgées** dans les associations soulève aussi d'un côté des interrogations sur leur **sensibilisation** par rapport aux thèmes d'**actualité** comme l'environnement, le harcèlement, le viol, les discriminations, le handicap. D'un autre côté, la question du **fonctionnement** des **instances** organisationnelles des **associations** se pose de manière urgente. En effet, on observe un certain décalage entre les **animateurs plus jeunes**, présents sur le terrain et **plus actifs**, et la **direction**, des **élus** souvent **âgés** qui sont les personnes morales des structures.

Les **personnes** qui **participent** dans les activités des associations sont **motivées** par plusieurs **raisons** : la recherche de **convivialité**, 50 % des enquêtées ; le besoin ou l'**envie d'aider** des personnes en difficulté, 43 % ; le besoin ou l'**envie de défendre** une **cause**, 34 %. Les personnes qui n'y participent pas soulignent les motifs du **manque de temps**, des **contraintes** familiales ou personnelles, soit plus d'un tiers. Le **manque d'intérêt** revient aussi parfois chez les personnes qui n'ont jamais participé, **24 %** et celles qui ont déjà participé,

11 %. Toutefois, l'enquête rappelle que l'**entrée** dans la **vie adulte** semble et peut s'accompagner d'une **baisse** du **bénévolat** après 25 ans.

Les **femmes** semblent être plus **sensibles** sur des thématiques comme l'**action sociale**, caritative, la protection de l'environnement, le **climat**, la **santé** et la recherche médicale. Les **hommes** quant à eux sont plus présents dans les **associations sportives**, de propriétaires ou de locataires, de structures **syndicales** ou professionnelles, ou encore **politiques**. Les données de **2023** montrent que l'**implication** des **hommes** depuis 2019, est en **baisse** de **2 points** au moment où les femmes en gagnent (Injep, 2023). Les personnes **célibataires** ou vivant seules participent **moins** que les personnes en **couple**. Les **parents** aussi sont très **actifs** dans les **associations**, probablement en raison des activités culturelles ou sportives pratiquées par leurs **enfants**. Les catégories socio-professionnelles (**CSP**) **intermédiaires** voire les cadres, occupent une place parmi les participants les **plus actifs** comparés à ceux qui ont des diplômes inférieurs ou égale au baccalauréat (**fracture associative**). Cela est probablement dû à leur niveau d'étude qui influence leur **intérêt** à s'intéresser aux **initiatives locales**.

Le **bénévolat** est essentiellement **important** pour la **survie** des **associations** tant sur le côté **financier** que sur le côté **fonctionnement** avec un avantage sur la **réduction** des **coûts**. La **Covid** a **accentué** la phase de **crise observée** dans ce secteur depuis quelques années : « les gens sont passés à autre chose, ils ont arrêté, ils sont partis. En plus ceux qui sont là aujourd'hui, qui ont connu le Covid, ils sont fatigués, ils sont vraiment fatigués » (Jean-François). Le **nombre d'associations** qui peuvent parfois coexister sur un territoire peut être très **important**. Proportionnellement, aux nombres de bénévoles, si le nombre d'associations est très important, le **bénévolat** est perçu comme en perte de vitesse, **déficitaire** ou en crise. Toutefois, le **bénévolat**, par bien des aspects, montre une certaine forme de **crise structurelle** et **organisationnelle**. Faire une **mesure d'impact social** pourrait aussi, être un moyen de **se démarquer** des autres structures, **attirer** et encourager les **personnes** à donner de leur temps et de leur énergie.

L'**environnement** de l'économie sociale et solidaire (**ESS**), malgré la législation et l'organisation qui la constitue, **connaît** comme tous les autres secteurs des **difficultés**. La

question de la **finance** et des **moyens** révèle voire accentue de plus en plus les **écarts** entre les **structures**. L'**ouverture** du secteur au marché de l'**offre** et de la **demande** va encore approfondir cette **diversité**, faire une **sélection** significative et pousser les **associations** les plus persévérantes à se **transformer** radicalement. D'ailleurs, c'est pour **éviter** toutes formes de **concurrence** entre les associations que le **SDJES** de La Charente-Maritime souhaite que la démarche pour la **MIS** puisse être reprise par d'autres associations mais **en collectif**.

Chapitre 3 : Les relations entre structures de l'ESS et les partenaires institutionnels

1 / - Des associations face aux contraintes administratives

Les **relations** que les acteurs du **milieu associatif** entretiennent avec leurs **partenaires** et financeurs sont **complexes** et **variables**. La priorisation des **appels d'offres** sur les subventions constitue un premier **facteur** de **friction**. Elle **implique** chez eux des **efforts** à faire **davantage** surtout pour **la veille** (ressources humaines) et pour **trouver** des **partenaires financeurs** (démarches). En effet, comme dans toutes les entreprises, les **documents administratifs** à **transmettre** à chaque demande aux partenaires constituent une certaine **difficulté** pour les **associations** : « une perte de temps » pour Jean-François. C'est perçu comme un **manque** de **confiance** alors que la **collaboration** dure depuis **plus** de **vingt ans** et ne s'est jamais passée autrement que dans les termes fixés. Le **suivi** se fait d'une manière presque **mécanique**, étant un **partenaire important** pour le centre de loisirs, la Caf est en **relation permanente** avec lui : « elle t'envoie des mails, en disant qu'elle est la taille du poil de tes fesses, quelle est la couleur de tes yeux, est-ce que t'as bien dormi, à quelle heure tu vas te coucher ». La description semble puérile, mais témoigne d'un **sentiment** d'être **sous surveillance** en permanence. Malgré tout, il **relativise** et reste **catégorique** sur un point : « ce sont des partenaires qui sont présents, qui nous accompagnent sur des projets, sans la Caf on n'existerait pas ». La **relation** comme il le **décrit** ne semble **pas** être **stable** : « tumultueuse pendant des années, aujourd'hui elles sont merveilleuses ». La Caf en tant que **service public** assume son **rôle**, de même que pour tout **financeur**, de veiller au **suivi** du **financement** qui est accordé et au **respect des engagements** (cahier de charge). La **politique** peut aussi être une des **raisons** derrière ce **comportement** : rendre des comptes, faire le bilan d'un mandat, etc.

Sur la **compétence** de **l'enfance**, les **communes**, pour diverses **raisons**, ne sont **pas** sur la **même** longueur d'onde dans la **gestion**. Angoul'Loisir avec une **expérience** de presque **30 ans** dans **l'accueil** des enfants et des jeunes, constate que les **réactions** prennent du **temps**

alors que la **demande** est **présente** et très **forte**. « On essaie de travailler avec les communes pour essayer d'anticiper (...), mais on aimerait que ça aille plus vite, ça fait au moins 10 ans que l'on dit que y a plus de place, (...), qu'il faudrait construire (...), je ne suis pas sûr que moi je le verrais » (Jean-François). Avec un **rythme d'urbanisation** soutenu, de plus en plus de nouvelles constructions sortent de terre, de **nouveaux logements** pour accueillir de **nouvelles familles**, de nouveaux ménages. Alors que la **situation** dans les **écoles**, crèches et **garderies** est **compliquée** et les **places** sont devenues extrêmement **rares**. La **politique** des **collectivités locales** sur cette **compétence** dépend de plein de **facteurs** qui peuvent rendre la prise de **décisions complexe** : les impôts, le recensement et les prévisions en termes d'habitants. « Les communes n'aiment pas trop donner de l'argent pour les enfants des communes d'à côté » (Jean-François).

D'un autre côté, les **associations** font l'objet d'un **contrôle strict** de la part de certains **services** de l'**État** comme celui des **impôts** qui délibère sur la **reconnaissance d'intérêt général**. Sans cette reconnaissance, elles ne peuvent bénéficier de **dons** des **entreprises**. « Le service des impôts a tiqué sur quelques mentions qu'on avait fait dans nos statuts, donc on est en train de revoir, de se faire accompagner par une avocate, pour revoir nos statuts et pouvoir refaire une demande pour que les entreprises puissent défiscaliser » (Laure, du collectif actions solidaires). Les **dons** et les financements du **privé**, surtout des **fondations**, sont très importants voire indispensables pour la **survie** des **associations**.

2 / - Une nouvelle forme de coopération nécessaire entre les acteurs publics et le monde associatif

Certains **élus locaux** ont pris l'**habitude**, en fonction de leur statut ou de quelques **liens** qu'ils peuvent avoir avec un ou des **membres** d'une **structure associative**, de se porter garants, de **défendre** leur **projet** devant les **conseils communaux** par exemple, pour qu'on leur octroie un **financement**. Nombreuses sont les **communes** qui ont leur **répertoire d'associations** avec qui elles **sous-traitent**, collaborent et qu'elles **soutiennent**. Par conséquent, cette **forme de relation**, qui se crée et ne s'appuie que sur l'**existence** d'un **réseau**

tenu par **quelques personnes** peut finir par se transformer en une sorte de **cercle fermé** en **faveur** de quelques-unes seulement.

Tableau 2 : Les différentes compétences des communes et EPCI

	Communauté de communes	Communauté d'agglomérations	Communes
Compétences	- Aménagement de l'espace - Développement économique - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Aires d'accueil des gens du voyage - Collecte et traitement des déchets ménagers - Eau, assainissement.	- Aménagement de l'espace - Développement économique - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Aires d'accueil des gens du voyage - Collecte et traitement des déchets ménagers -Eau, assainissement -Politiques d'habitat -Politique de la ville - Gestion des eaux pluviales - Mobilité	- Urbanisme (PLU sous réserve EPCI) - Logement - Aide sociale (CCAS) - Gestion des écoles élémentaires et maternelles - Culture et patrimoine - Tourisme et sport (campings, équipements sportifs, offices du tourisme).

Source : centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)

Sur les **compétences** des **communes** et des **EPCI**, le point **dynamique et gestion des associations** ne prend **pas** entièrement de **place**. Hormis la compétence **aide sociale** qui englobe le service d'assistance et d'accompagnement des couches sociales les plus vulnérables. Une réelle **volonté politique** de gestion de la **vie associative** ne semble **pas** encore **visible** dans la plupart des communes de **France**. La **raison** à cela pourrait être trouvée dans la **répartition** des **compétences** entre les collectivités territoriales : ce sont les **départements** qui ont charge la **compétence sociale**. La **déclaration des associations** se fait dans les **préfectures** et c'est l'**État** à travers ses **services déconcentrés** qui portent la politique

associative la plus remarquable (SDJES : gestion, accompagnement). Les **collectivités locales** surtout les **communes** sont certes les **interlocuteurs privilégiés** des **associations** (Tchernonog 2017) mais ce **lien direct** et **formel** qui devrait constituer leur relation **n'existe pas** encore ou bien si c'est le cas **nécessite** une **mise à jour**. Certaines **collectivités** qui ont assez plus de **moyens**, essaient d'**agir** en ce sens en **créant** au sein de leur administration un **service dédié** aux **associations**.

Dans la **communauté de communes Île de Ré** par exemple, à travers le nouveau **pôle service à la population** qui regroupe les services petite enfance, jeunesse, culture et conseil numérique. Le **soutien** se traduit par des **subventions** qu'elle alloue via une **démarche** avec un **processus** à **deux étapes**. Un **dépôt** de **dossier** accompagné d'un **formulaire** d'une dizaine de pages **produit** sur le **modèle** du **Cerfa** (formulaire administratif national). En plus d'un **entretien** d'une demi-heure, avec les **associations** qui ont fait une demande, durant lequel ces dernières se **présentent**, exposent et **soutiennent** leur **modèle associatif**. Une **sélection** est par la suite effectuée par un **chargé de mission** et les dossiers retenus passent en **conseil** pour la **validation** des montants. L'**intercommunalité** avait réservé durant l'année précédente une enveloppe de **800 000 euros** et un **parc automobile** de **10 minibus** pour **soutenir** les **associations** qui sont sur son **territoire**. Cependant, la question de ce **modèle de gestion** interpelle sur sa **cohérence** et son **adaptabilité** à d'**autres territoires** non insulaires. Le fait que le **territoire** soit une **île** comporte des **avantages** qui permettent l'application de ce **modèle** : taille, nombre d'associations, mais aussi les moyens financiers de l'intercommunalité. Ce **modèle de gestion** requiert des **ressources humaines** et **financières** importantes que toutes les **communes n'ont pas** forcément ou préfèrent mettre ailleurs.

La **communication** entre les **acteurs** est **essentielle**, elle doit permettre à chacun de **connaître** les **positions** des uns et des autres, chacun a besoin de l'autre dans cet **écosystème** : « Un acteur social n'agit jamais seul, mais toujours dans un système de parties prenantes, qu'il s'agisse des partenaires institutionnels, économiques, associatifs ou des bénéficiaires » (Blanc, 2021). Les **associations** sont plus proches du **terrain** et sont en contact direct avec la **population**, les habitants. Elles sont **capables** de porter des **projets** qui **rassemblent** et **répondent** à des **besoins** précis. Les **communes**, les **intercommunalités** (17), même avec la volonté **manquant** de **ressources** ou la **réponse** qu'elles apportent peuvent manquer de

cohérence par rapport aux **besoins**. L'état des **relations** actuelles entre ces deux acteurs donne l'impression d'un **rapport « infantilisant »**. En effet, dans les **associations**, le constat est partagé sur la **faible implication** dans les prises de **décisions politiques** et sur une **attribution** assumée du **rôle d'interventionniste**. Lorsqu'elles **réussissent** un **projet** par exemple, les **élus s'en attribuent le mérite** car considérant que c'est grâce à eux : « Y a toujours ce biais de, on vous finance, donc, on attend de vous des résultats concrets » (Laure). Un **sentiment** « d'être une marionnette, un affichage », une **situation** due en partie au « manque de transparence sur les décisions qui sont prises » (Laure). Une **relégation** au second plan qui est **injustifiée** alors qu'elles **estiment** avoir assez **montré** leurs **capacités**, leurs **valeurs** pour **mériter** un **meilleur traitement**. « Une association peut être aussi en force de proposition, en relation de discussion, d'échange, de construction. Je ne sais pas si c'est une question de légitimité, ou de question de culture, ou administrative » (Laure). La **participation habitante**, sous différentes **initiatives** et **formats** (invitation, convocation, irruption) offre la possibilité aux **habitants** de **donner** leurs **avis**. Bien que présentant **quelques limites** : « La roue de la frustration participative » (Fernandez-Martinez, Garcia-Espin, Jimenez-Sanchez, 2020), la **forme** est appliquée pour permettre aux habitants de **s'impliquer** dans la **gestion** des affaires de la cité. La **place** des **associations** dans cet **exercice** de la **démocratie**, devrait-elle seulement se limiter à leur **statut d'habitants** ou de **personnes morales** et **compétentes** ? La **réponse** à cette question devra certainement être considérée dans une **logique plus globale** qui prend en compte le **type d'associations**, leur **ancrage** dans les **territoires** et leur **position politique**.

En dernier, dans cette partie, il y a, la **multiplication** des **plateformes** dématérialisées pour les **démarches** des **associations**. En effet, ajouté à l'existence de la plateforme **mon compte association**, mis en place par l'**État** et qui permet à ces dernières de faire **diverses démarches** (FDVA, ANS, etc). D'**autres** plateformes existent et sont mises en place par certaines **collectivités**. Le **dialogue** n'est pas indispensable uniquement pour les acteurs publics et ceux du milieu associatif. Il est aussi **nécessaire entre les acteurs publics**, qui sont sur des échelles différentes (collectivités territoriales) et qui doivent **se coordonner davantage** pour que la **gestion des associations** se fasse dans la plus grande **harmonie**.

3 / - L'Etat dans son rôle de facilitateur

Face au **contexte actuel**, où les **acteurs** n'arrivent **pas** à se **trouver** les **moyens** pour **discuter** et s'entendre sur comment **coopérer** et **collaborer**. L'État adopte une **position**, dans laquelle il ne prend **pas de parti** et essaie d'être un **intermédiaire** qui crée les conditions pour que tout le monde collabore. Plusieurs **rapports**, enquêtes et **inspections parlementaires** ont alerté le gouvernement sur la **nécessité** de **renforcer** et de **reconfigurer** la **politique d'accompagnement** des **associations**. Le **Mouvement associatif** sollicite l'État depuis de nombreuses années pour agir davantage sur la **pénibilité** des **démarches administratives**, sur l'**accès à l'information**, et face à la **multiplication d'entités** et de **labels** présents et de manière disproportionnée sur les territoires. Le **Mouvement associatif** a été créé en **1992**, il est le **regroupement** le plus important de **réseaux associatifs** en **France**. Il a pour **objet** de **promouvoir** la **liberté** et la **vie associative**.

Les **dispositifs** de **soutien** pour plus d'**efficacité** doivent se construire sous la base d'une **concertation** pour prendre en compte les réels **besoins** des **associations**. Le **rapport** du 14 janvier **2015** sur la simplification des associations d'**Yves Blein**, avait identifié **trois volets essentiels** qui reprennent l'ensemble des 50 propositions issus du rapport de mission qualification d'intérêt général des **organismes** recevant des **dons** (associations.gouv, 2022). **Renforcer** et **renouveler** la **gouvernance** de l'action publique envers les associations ; **redéfinir** le champ de la **commande publique**, considéré trop extensif, pour mieux définir le champ du « hors-marché » ; enfin, **renouveler** la **fiscalité** des **associations**.

La mission d'accueil et d'information des associations (**MAIA**) est le premier dispositif qui a été créé en **2000** par le ministère de la Jeunesse et des Sports. Elle est **présente** dans tous les **départements**, pour permettre à tous les **bénévoles d'accéder** plus facilement à l'**information** et aux formes d'**accompagnements** disponible. **Animée** et coordonnée par les délégués départementaux à la vie associative (**DDVA**), la MAIA est un **réseau d'acteurs** qui **mutualise** les **efforts** pour accueillir, informer, accompagner, appuyer et **développer** la **vie associative**. Cette coordination d'**acteurs** et de **structures**, résulte d'un fort **travail partenarial** engagé depuis plusieurs années. La **MAIA** de la **Charente-Maritime** regroupait en **2022** plus de 30 « correspondants associations », 35 associations et fédérations, 7 collectivités, 12 collectivités identifiées dont 12 structures **labellisées** point d'appui à la vie associative (**PAVA**).

Les **PAVA** permettent aux **associations**, aux porteurs de projets, de **trouver** facilement un **interlocuteur** qui peut répondre à leurs questions : « Il y a des sites internet d'informations pour les associations, mais elles ont toujours besoin d'un contact humain pour mieux comprendre et se faire expliquer la législation », (Alexandre Magnant DDSCS, Sud-Ouest, 2016). Ce **dispositif** comprenait entre autres une **convention d'engagement**, incluant des **subventions** et des **financements** : 12 structures associatives ont pu bénéficier de ce dispositif en Charente-Maritime. En **2017**, le **Mouvement associatif** après avoir rencontré le 1^{er} ministre, décide d'organiser une large **consultation** auprès des acteurs du monde associatif pour trouver à leur niveau le **type** et la **forme d'accompagnement** dont ils ont **besoin**. En **2018**, le *Rapport pour une politique de vie associative ambitieuse* est remis au 1^{er} ministre. Dans ce **rapport**, **59 propositions** sont faites et l'une d'entre elles développe l'**idée d'un réseau** pour assurer la **mission d'appui** et de **soutien**. En novembre **2018**, cette idée sous forme d'une proposition était dans la **feuille de route "vie associative"**, du secrétaire d'Etat à la vie associative, Gabriel Attal : **3 axes** et **15 mesures** le **constituent**. En juin **2020**, le ministère chargé de la vie associative est délégué à la mission de conduire une **expérimentation** de **stratégie territoriale** en collaboration avec le Mouvement associatif.

L'accompagnement à la vie associative locale (**AVAL**) prend le relais des PAVA au **niveau régional**. Une première **phase d'expérimentation** est réalisée dans **trois régions de France** : Nouvelle-Aquitaine, Centre Val de Loire et dans les Hauts- de-France. L'**objectif** principal a été de mesurer la **faisabilité** de cette **nouvelle structuration**, qui se veut **plus efficiente** que celles qui l'ont précédée. En **2021**, le dispositif prend le nom du **réseau Guid'Asso**. Le **principe** de ce réseau repose essentiellement sur l'**échelle d'action**, le réseau regroupe des **acteurs** qui sont sur le **même territoire** (échelle départementale). Les **associations** (bénévoles, salariés), les **porteurs de projets**, se posent fréquemment les mêmes **questions** : sur le type de **statut** à adopter, sur l'**organisation** d'événements, sur les **rapports d'activités**, sur comment trouver un **financement** ou encore **remplir un dossier** de financement. Les **membres** du **réseau Guid'Asso** qui sont des associations, des collectivités (mairies), des institutions publiques (Caf, DDTM, DRAC) sont **labellisées** et deviennent des **relais de proximité** qui vont répondre à ces questions. « Un parcours d'appui plus lisible, plus visible, plus organisé » (site officiel Guid'Asso). Le **service** proposé dans ce cadre est **accessible** à tous, **sans condition**, selon le principe d'universalité (cahier des clauses techniques

particulières du réseau). Le dispositif est **coanimé** au **niveau régional** par la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et au sport (**DRAJES**) et le **Mouvement Associatif**. Il existe pour ce dispositif, **trois niveaux d'interventions** dont chacun des **membres** du réseau se **place** et apporte leurs expertises.

Orientation : la condition requise est de connaître les organismes ou les réseaux de partenaires extérieurs (associatifs, publics ou privés) du territoire. La mission est d'orienter le demandeur vers la structure adaptée à son besoin, faciliter la mise en relation (transmission des coordonnées d'une ou des personnes de contact). **Information** : apporter une information adaptée à la demande ou au besoin sur les essentiels de la vie associative. Mettre à disposition une documentation de base actualisée, faire connaître les outils existants (sites, ressources, guides, fiches techniques) et les modalités d'accès à ceux-ci. Expliciter les principales démarches obligatoires (création, modification, immatriculation, dissolution) et leurs étapes. **Accompagnement** : évaluer le(s) besoin(s) et attente(s) du demandeur et élaborer un diagnostic individualisé. Apporter les informations, les connaissances et les conseils adaptés à la situation particulière du demandeur pour l'accompagner à structurer ses projets, mettre en place un accompagnement et un suivi individualisés. Favoriser la mise en lien avec des associations locales du territoire. Capitaliser, diffuser et mutualiser des informations et des ressources utiles à la mise en œuvre des projets associatifs et au développement de la vie associative. S'impliquer activement dans le réseau : participation et contribution au réseau (cahier des clauses techniques particulières du réseau).

Les **relations** entre les **acteurs** du **milieu associatif** et les acteurs **publics évoluent** en fonction du **temps** et des **contextes**. Les **associations** restent **convaincues** de leur **rôle** et **importance** dans l'**écosystème** du **développement local**. Les **collectivités** ont bien **conscience** de ce **fait**, mais tardent à poser leur **vision** et une **démarche claire**, cela pour **diverses raisons** politiques, économiques, de gouvernance, etc. **L'État**, bien qu'il **encadre** et **propose** des formes d'accompagnement aux membres du secteur, devrait aussi accorder **plus de moyens** à ses **services déconcentrés** qui sont sur le terrain. Ce **travail** n'a pas eu l'occasion d'**interroger** plus formellement les acteurs publics des **collectivités territoriales** pour recueillir **leurs perceptions** de cette **situation**.

Chapitre 4 : La Charente-Maritime un territoire contrasté mais dynamique

La Charente-Maritime fait partie des **12 départements** de la **région Nouvelle-Aquitaine**, et est située au **sud-ouest** de la **France**. Le département est divisé en **cinq arrondissements** : Jonzac, Rochefort, La Rochelle (préfecture), Saint-Jean-d'Angély et Saintes. **Sixième** département par sa **superficie** (6 864 km²) au niveau **régional** et **troisième** par sa **population** au niveau régional se situant après la Gironde et juste après les Pyrénées-Atlantiques, avec **655 709 habitants en 2020**.

Figure 2 : Le département de la Charente-Maritime et ces arrondissements en 2019



Source : DDTM 17 / Préfecture

Il dispose d'une **vaste façade maritime** ouverte sur l'**océan Atlantique** et d'une large ouverture sur l'**estuaire de la Gironde**. Il est arrosé par **plusieurs fleuves**, dont la **Charente** à laquelle il doit en partie son **nom**. Le département bénéficie d'un **réseau** bien **réparti** entre de **villes moyennes** représentées par La Rochelle, Saintes, Rochefort et Royan et de quelques **petites villes** exerçant une influence notable comme Surgères, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Pierre-d'Oléron, Marennnes et Jonzac.

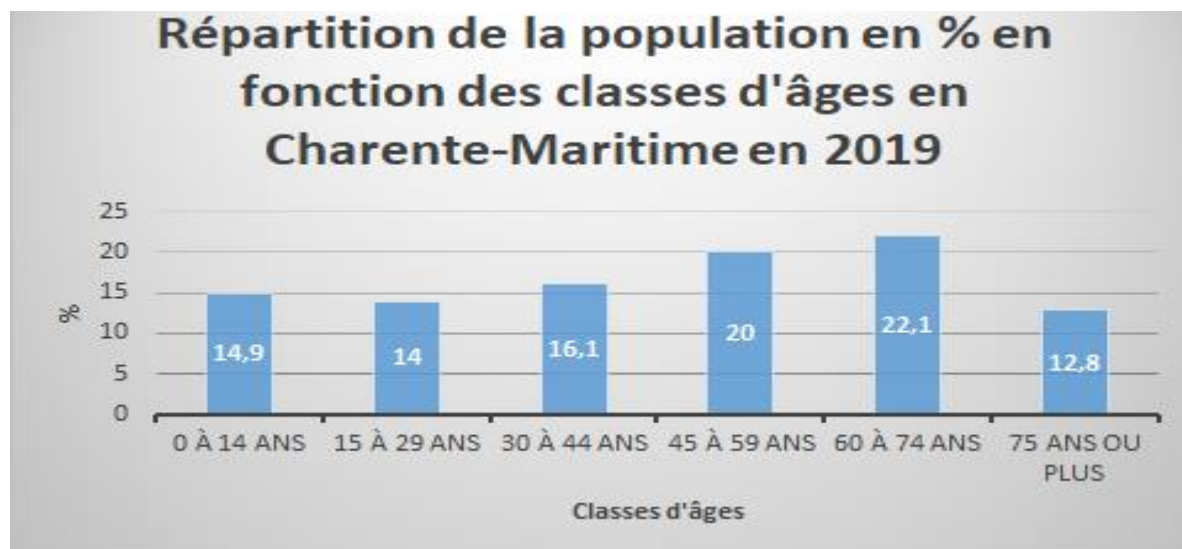
Tableau 3 : Le département de La Charente-Maritime et ces arrondissements

Département : Charente-Maritime Préfecture : La Rochelle				
Arrondissements				
La Rochelle 224 295 hbts (2020)	Rochefort 193 038 hbts (2020)	Saint-Jean- d'Angély 51 994 hbts (2020)	Sainte 117 992 hbts (2020)	Jonzac 68 390 hbts (2020)

Source : données Insee, 2020

Le territoire de la **Charente-Maritime** fait partie des départements de France qui ont une **croissance démographique** située **au-dessous de 0**. L'**arrondissement** de la **Rochelle**, plus **petit en surface** dans le département (figure 2), est le **plus peuplé** de tous les arrondissements avec 224 295 habitants en 2020. Suivi par celui de Rochefort, Sainte, Saint-Jean-d'Angély et Jonzac en dernier. L'**agglomération de La Rochelle** est la **5^{ème} plus importante** par sa **population** dans la région **Nouvelle-Aquitaine**. Malgré sa localisation, **La Rochelle** est marquée par la **faible croissance annuelle** de sa **population**. Le **taux de variation annuelle** moyenne de la population de l'arrondissement entre **2014 et 2020** est de **0,92 %**, un résultat obtenu **grâce** à un **excédent migratoire**. La **population** est **âgée** avec **54,9 %** des effectifs qui ont **plus de 45 ans** avec 22,1 % pour les 60 à 74 ans (figure 3). Le **solde naturel** dans le département est **négatif depuis 1990**, à cause des **effectifs de mortalité** qui sont **supérieurs** à ceux de la natalité : **11,9 ‰** et 8,5 ‰ entre 2013 et 2019 (Insee, 2019).

Figure 3 : Répartition de la population de la Charente-Maritime en % en 2019



Source : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

L'**évolution** de la **population** depuis **2008** montre une **tendance** particulière que l'on retrouve dans les **territoires littoraux**. On observe que la **tranche d'âge** des **60 à 74 ans** et celle des **75 ans et plus**, sont les plus **représentées** et sont les seules qui enregistrent des **augmentations** (tableau 4). Au moment où, Les **autres tranches d'âge** enregistrent une **réduction** de leurs **effectifs** au fil des années avec une moyenne de **réduction** d'environ **1 point** tous les cinq ans.

Tableau 4 : Evolution des effectifs de personnes âgées de 60 ans et plus de 2008 à 2019

Classes d'âge Années	60 à 74 ans	75 ans et plus
2008	17 %	11,6 %
2013	19,4	12,4 %
2019	22,1 %	12,8 %

Source : Insee 2022

La structuration de la population à majorité de **personnes âgées** se reflète également sur les catégories socioprofessionnelles (**CSP**). La forte représentation des **retraités** avec **36,5 %** exprime le caractère âgé de la population (tableau 4). Elle explique aussi la **forte représentation** des entreprises de services, surtout de **services** dédiés à la **personne**, d'où le

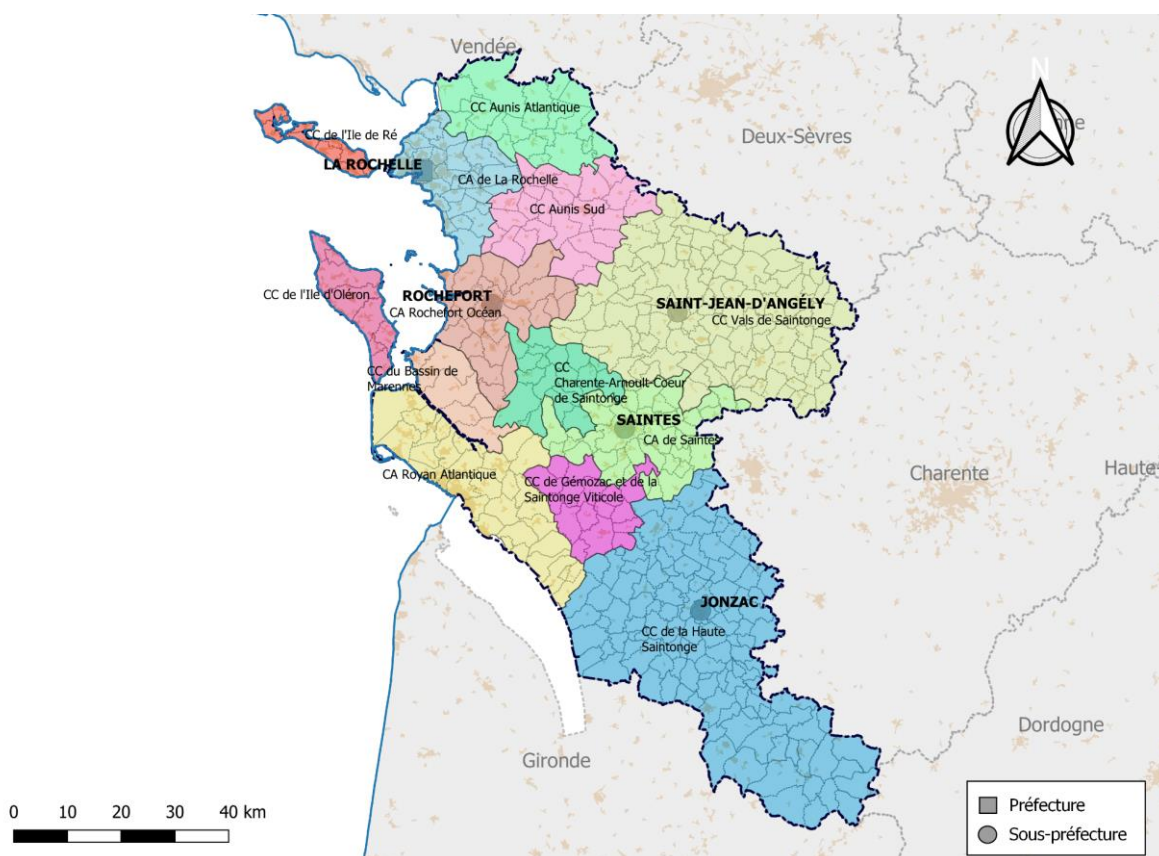
pourcentage important d'**ouvriers : 15,8 %**. On peut déduire qu'avec ces pourcentages, que l'emploi dans le département n'est pas hautement qualifié, avec la **faible part des cadres** et professions intellectuelles supérieures (**PCS 3**).

Tableau 5 : : Les PCS les plus représentatifs dans la population du département (17)

Professions intermédiaires	11,7 %
Employés	15,8 %
Ouvriers	11,3 %
Retraités	36,5 %

Source : Insee 2019

Figure 4 : Carte représentant les EPCI en Charente Maritime



Source : Géoportail, composition en 2019.

Le **département (17)** est constitué d'un ensemble d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui représentent **70 % du territoire** : 13 au total. La proportion de

communes appartenant à de **petites et moyennes aires urbaines** est de **28,9 %**, supérieure à la moyenne nationale : 26,3 %. Parmi les **EPCI** dans le département, on peut citer au **nord**, la communauté de communes d'Aunis Atlantique, la communauté d'agglomération de La Rochelle, la communauté de communes de l'île de Ré, la communauté de communes d'Aunis Sud, etc. Au **sud**, dans l'arrondissement de Jonzac, se trouve la communauté de communes de Haute Saintonge qui marque les limites du département. En **Charente-Maritime**, on dénombre **7** quartiers prioritaires de la politique de la ville (**QPV**) qui sont couverts par des structures d'animation de la vie sociale : 3 centres sociaux sur les **3 QPV à la Rochelle**, 2 centres sociaux sur les **2 QPV à Rochefort**, un centre social sur le **QPV de Saintes**, et un sur le **QPV de Royan**.

Figure 5 : Le territoire de la CDA de La Rochelle



La **communauté d'agglomération de La Rochelle** compte tenu de sa localisation avantageuse connaît une **restructuration** de son **économie** qui est maintenant orientée sur le **tourisme et la pêche**.

La **croissance démographique et économique** du territoire suit cette même logique et se dessine suivant une **dynamique ouest-est**.

La Rochelle-ville avec son port, porte cette dynamique.

Source : Observatoire de l'agglomération de La Rochelle, cahier n°5, février 2022.

C'est dans la Communauté d'agglomération de La Rochelle (**CdaLR**) que l'on retrouve **quatre des cinq structures** de la mesure d'impact social. La **CdaLR** s'étend sur un territoire de **327 km²** et se compose de **28 communes** depuis son extension en **2014**. Elle dispose de **70**

kilomètres de côtes, 9 communes littorales sur la façade atlantique ouest, qui porte sa **dynamique économique et touristique**. Le territoire est également **marqué** par la place de l'**activité agricole** avec **21 150 ha de terres** agricoles, soit 65 % du territoire. Les **espaces naturels** sont aussi très présents : **10 % de marais** et **6 000 ha** de terres reconnus pour leur **intérêt écologique**, soit près de 20 % du territoire (site officiel de la CdaLR).

Selon l'Insee, en 2020, on dénombrait sur l'agglomération, **6 852 établissements actifs employeurs**, 15 000 étudiants et **79 253 emplois** sur le **territoire**. L'agglomération est composée d'une **unité urbaine** qui compte **5 communes** : La Rochelle, Aytré, Périgny, Puilboreau et Lagord (figure 5). Ce pôle **concentre 62 %** de la **population** de l'agglomération et **85 %** de l'**emploi** total. Elles constituent les **5 pôles d'appuis** de l'agglomération, au-delà d'une **stricte continuité urbaine**, mais aussi de **dynamique économique**. Ces communes **bien desservies** en **commerce**, équipements et **infrastructures**, apportent des services importants aux communes environnantes. La **couronne périurbaine** compte **18 communes** et représente **18 % de la population** (observatoire du territoire, 2023).

1 / - Une économie dominée par le secteur tertiaire

L'agglomération est dotée d'un **secteur primaire** encore **important** grâce à une **agriculture diversifiée** et à la **conchyliculture**, première dans ce secteur en France. Le **secteur industriel** a du **mal à s'imposer** dans le **tissu économique**, malgré la présence d'entreprises reconnues en France et dans le monde comme **Alstom**. Le **secteur tertiaire** y est largement **dominant** avec près des **3/4 des emplois occupés** par les commerces et les services, les administrations, le tertiaire supérieur et le tourisme (tableau 6).

Tableau 6 : Structuration de l'emploi dans l'agglomération de La Rochelle

Nombre d'établissements actifs fin 2020	25 148
Part de l'agriculture, en %	11,3
Part de l'industrie, en %	6,5

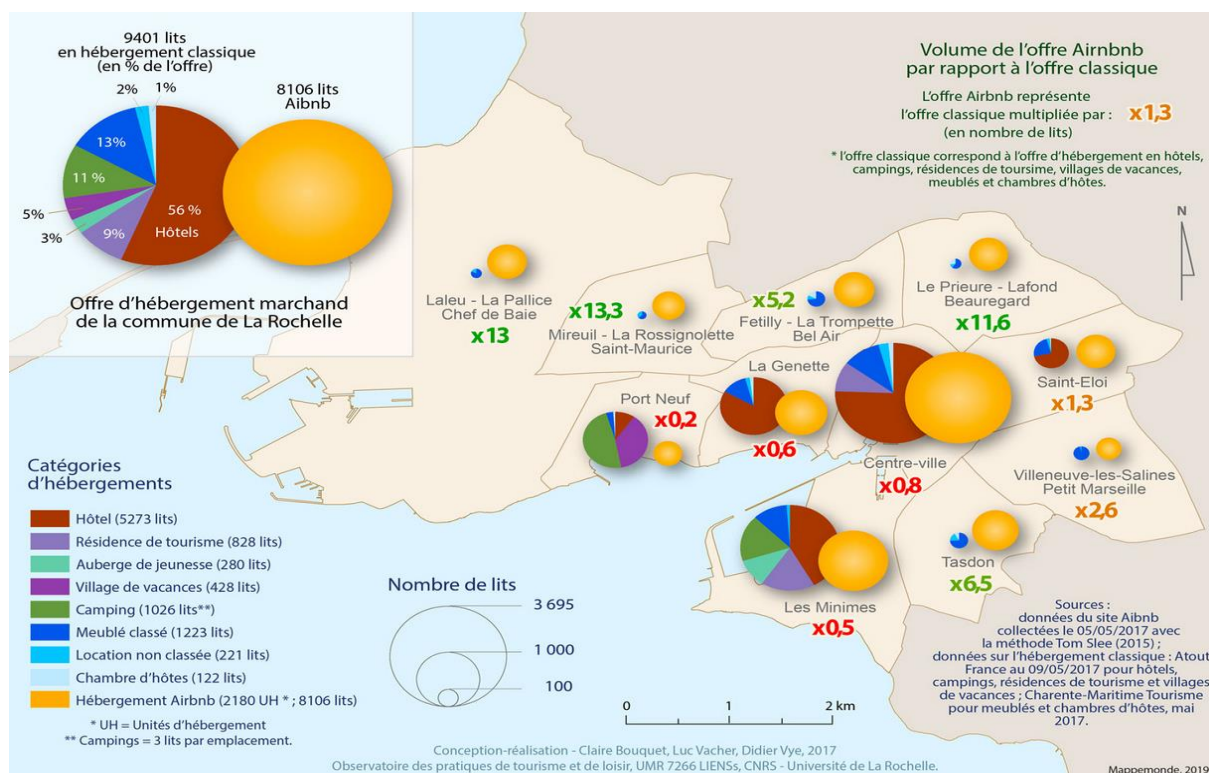
Part de la construction, en %	11,2
Part du commerce, transports et services divers, en %	59,0
Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale, en %	12,0
Part des établissements de 1 à 9 salariés, en %	73,4
Part des établissements de 10 salariés ou plus, en %	14,6

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) en géographie au 01/01/2022

Le secteur primaire avec l'**agriculture** est bien représenté avec **11,3 %** des **emplois effectifs** deux fois plus **élevés** que la moyenne nationale. Les activités maritimes avec la **pêche** et la **production d'huîtres** et de **moules** constituent aussi des éléments **importants** qui renforcent la **dynamique** de ce **secteur** dans le département. Elle est aussi le **secteur** qui **perd le plus d'effectifs** même si la **réduction** des **emplois** s'est nettement **ralentie** depuis une décennie (site officiel du département). Le **problème** de ce **secteur** est lié au **vieillissement** accéléré de la **population agricole** : ostréiculteurs et mytiliculteurs. Le **remplacement** par de nouvelle génération est assez **lent et insuffisant** malgré l'existence de **formations** pour ce **secteur** (lycées agricoles, lycées maritimes, centres de formation professionnelle) dans le département.

Le **secteur secondaire** n'occupe qu'**une personne sur cinq** en Charente-Maritime, il n'a jamais été très important dans le département avec seulement **6,5 %** des **emplois** (tableau 5). Le territoire n'a **jamais** eu la réputation d'être un **département industriel**. Il n'existe dans le département qu'**une seule entreprise industrielle** employant plus de **1 000 salariés** et **deux autres** ayant entre **500 et 999 emplois**, elles sont toutes situées dans le **bipôle La Rochelle-Rochefort**. Contrairement au **secteur** de la **construction** (BTP) qui a toujours été **important** en Charente-Maritime, du fait de la **poussée urbaine** et surtout de l'**essor** du **tourisme** (site officiel de la région Nouvelle-Aquitaine).

Figure 6 : Hébergement touristique marchand et offre Airbnb dans les quartiers de La Rochelle en mai 2017



Source : Bouquet, Vacher and Vye, 2019.

Pour saisir la **place du secteur tertiaire** dans l'agglomération, il suffit de regarder le **nombre de visiteurs** qui s'invitent dans le territoire par an. Le **tourisme** avec les **services** à la **personne**, sont les secteurs du tertiaire le plus **dynamique** avec près de **3/4 des emplois**. Une ville comme **La Rochelle** enregistre par an des **millions de touristes** qui affluent de partout du territoire **national** comme de **l'international**. Une **forte affluence** qui a eu comme conséquence un **fort développement** du **Airbnb** sur le territoire (figure 6) : **8 106 lits** au moment où l'hébergement dans les hôtels comptabilise 9 401 (Bouquet, Vacher and Vye, 2019).

Cette forte **tension** créée par le **tourisme**, est à l'origine de la **crise du logement** observée sur le territoire de La Rochelle avec des **prix du foncier** extrêmement **élevés**. Les **étudiants** sont les plus impactés par cette situation. Le **parc immobilier** est très **ancien**, surtout dans les **quartiers du centre-ville**. Les **ménages actifs** s'orientent de plus en plus vers les **communes périphériques** du centre urbain comme Aytré, Périgny, Lagord pour trouver un

logement accessible. Ce qui est un **facteur** qui peut **alimenter** le phénomène de **l'étalement urbain** : le centre urbain qui **grignote** les **espaces agricoles et naturels**.

2/- Une forte représentation du tissu associatif

Environ **11 000 associations** de toutes tailles **animent** le **territoire** et contribuent à la **cohésion** et à **l'équité territoriale**. Le **RNA** estime le **nombre d'associations actives** dans le département entre **12 500** et **13 000**. Ces milliers d'associations sont **animées** par des **bénévoles** dont le nombre est estimé à plus de **100 000**, dont 50 000 s'engagent au moins une fois par semaine. Plus de **700 nouvelles associations** sont déclarées **chaque année** dans le département. **1 564** associations **emploient** des **salariés**, soit **10,4 %** de l'emploi (moyenne nationale de 9,7 %), la majorité d'entre elles, soit **56 %**, emploient moins de **3 salariés** (R&S, 2022).

Figure 7 : Répartition par secteur des effectifs de création d'associations en Nouvelle-Aquitaine les trois dernières années

	Région (en %)	France (en %)
Culture	22,1	22,1
Sport	18,5	16,4
Loisirs	13,1	11,3
Social	7,7	8,6
Amicales - entraide	5,9	8,3
Education - formation	4,1	4,9
Economie	5,0	5,3
Santé	5,2	5,2
Environnement	7,1	6,0
Autres ⁽¹⁾	11,2	11,9
Total	100,0	100,0

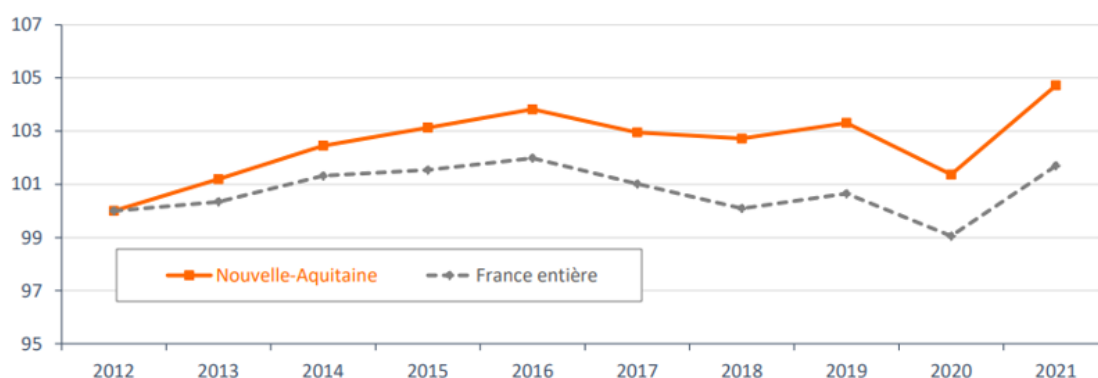
Source : Répertoire National des Associations Traitements R&S, 2023.

Le **secteur sportif** est très **présent** dans la région mais n'est classé que **deuxième** parmi les **plus dynamiques** avec seulement **18,5 %** dépassant la moyenne nationale qui est de 16,4 %. On compte **1 650 clubs** appartenant à des fédérations agréées ayant délivré 119 020

licences en 2021. Les associations orientées sur **la culture** sont plus nombreuses avec **22,1 % des effectifs**. En **troisième** position arrive le **secteur du loisir** avec **11,3 %**. Le **secteur social**, objet de la **mesure d'impact**, ne représente que **7,7 %**, un point de moins par rapport à la moyenne nationale qui est de 8,6 %. Plus d'un **emploi associatif** sur deux relève du **secteur social**, avec des **projets sociaux** qui sont le plus souvent orientés sur des **publics fragiles**. L'**hébergement social** et l'**accueil de personnes âgées** sont plus développés en Charente-Maritime.

Le **rythme des créations d'associations**, observé depuis l'année repère **2011-2012**, est un peu **plus soutenu** dans le département 17 que sur plan national. Le **repli** engendré par la survenue inattendue de la **crise sanitaire** et le premier **confinement**, au 1er semestre 2020 (2019-2020), est un peu **plus sévère en Nouvelle-Aquitaine**. Il se confirme l'année suivante, et la **reprise** est, en revanche, plus **nette en 2021-2022** (figure 8).

Figure 8 : Evolution des effectifs associatifs en région et au plan national (base 100 en 2012)



L'évolution régionale est un peu plus dynamique qu'au plan national. Au cours des deux dernières années, le repli de 2020 lié à la crise sanitaire est comparable, de même que le rebond observé en 2021.

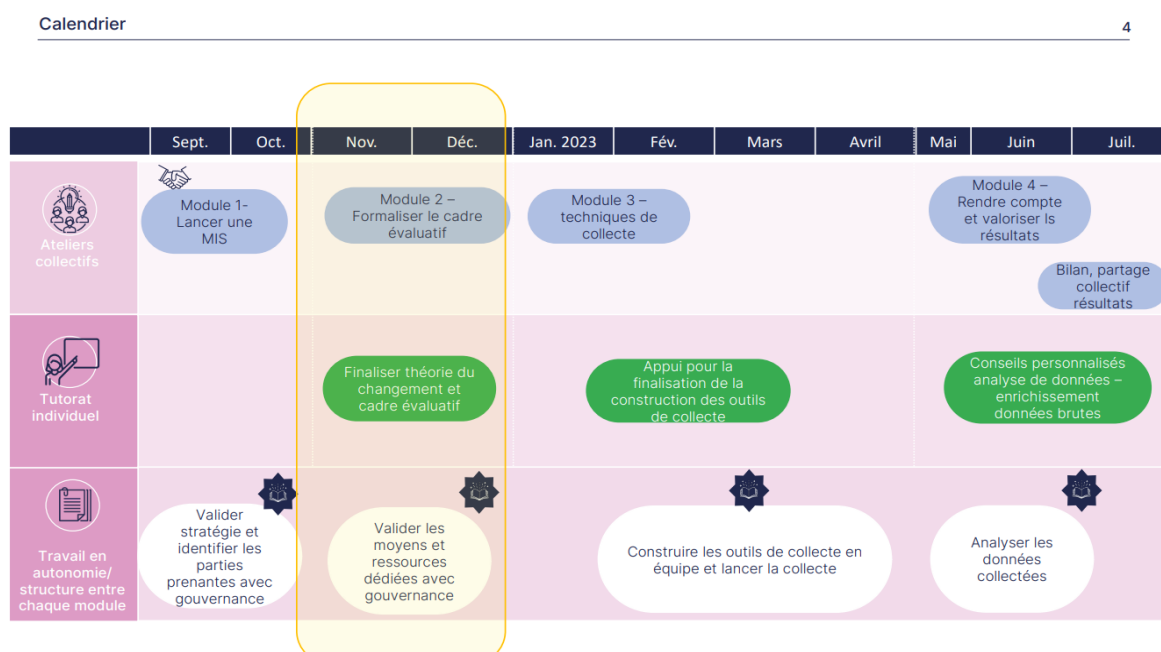
Les effectifs sont calculés en faisant la moyenne des 12 mois. Chaque emploi correspond à un salarié à temps complet ou à temps partiel. S'il est employé dans plusieurs associations, il est compté plusieurs fois.

Source : URSSAF caisse nationale et MSA. Données 2021. Traitement R&S.

3 / - Méthodologie de la mesure d'impact social sur les cinq structures volontaires

C'est en **septembre 2022** que le premier **module** de **lancement** de la mesure d'impact social a eu lieu sous la direction d'une **consultante** du cabinet **Ellyx**. Cette dernière est **spécialisée** en montage et coordination de projets, en **accompagnement à l'innovation sociale**, au **fonctionnement** des **collectifs** d'entrepreneurs, de leurs réseaux et **écosystèmes**.

Figure 9 : Calendrier de la MIS proposé par Ellyx



Pour rappel, c'est le réseau **Guid'Asso 17** sous le **pilotage** de la déléguée départementale à la vie associative (**DDVA**), accompagnée par le **CDIJ**, qui a impulsé la mesure d'impact social. Dans un **contexte économique, social et législatif** difficile, les associations du réseau ont émis le **besoin** de vouloir **relever** d'autres **défis**, monter en **compétences**, aller vers plus d'**innovation**. **Valoriser** leurs **actions** pour eux d'abord, mais aussi et surtout, **revendiquer** plus de **reconnaissance** des **partenaires** et **financeurs publics** et **privés**.

Tableau 7 : Les structures associatives participant à la mesure d'impact social

Arrondissements	Structures Associatives	Communes
La Rochelle	Collectif des Associations de Villeneuve-les Salines et Petit Marseille	Villeneuve (CdaLR)
	La Fondation Fier de nos quartiers	La Rochelle
	Angoul'Loisir	Angoulins (CdaLR)
	Collectif Actions Solidaires	La Rochelle
Jonzac	Le centre social, La Maison Pop'	Montendre

L'ensemble de la **démarche** s'est structuré autour d'**ateliers collectifs**, de **tutorats individuels** et des travaux en autonomie. Le premier atelier collectif de septembre a posé les bases et démarré officiellement la mesure d'impact social. Les **ateliers collectifs** réunissent **toutes les participantes** à l'étude autour de la **consultante** qui anime les séances. Elle revient sur les **définitions**, les **notions** et montre des **exemples** pour permettre aux structures de mieux comprendre. Les **associations**, étant la plupart de leur temps dans l'**animation de projets** et d'**activités**, connaissent certainement les processus pour un montage de projet. Toutefois, lorsqu'il s'agit de **prendre du recul** pour **évaluer** leur **travail**, soit elles n'ont **pas** assez de **moyens humains** et **financiers**, soit, elles n'arrivent pas à **faire** les **choix judicieux** qui s'imposent par rapport à tout ce qu'elles font au quotidien, car **tout** est **important** à **leurs yeux**. Raison pour laquelle, l'**accompagnement** a été pensé **dans ce sens** pour aborder cette **difficulté**, afin de les **guider pas à pas**, sur les **étapes du processus** : cadrage sur les objectifs, le management en interne (temps et compétences), l'objectivation des moyens (formes d'enquêtes) et la détermination des finalités.

Pour le **premier module**, une journée entière a été consacrée à plusieurs **points essentiels** :

- le **cadrage** de la mission et de son déroulé,
- la **notion d'impact social**,
- les **méthodes d'évaluation** d'impact social.

Le **point** le plus **important** pour ce module 1, reste la présentation et la familiarisation avec la **théorie du changement**, une **approche** pragmatique pour faire une **mesure d'impact social**. Les structures ont fait l'effort de se saisir de cet outil et l'ont utilisé tout au long de l'étude pour **construire** l'essentiel de leur **démarche**.

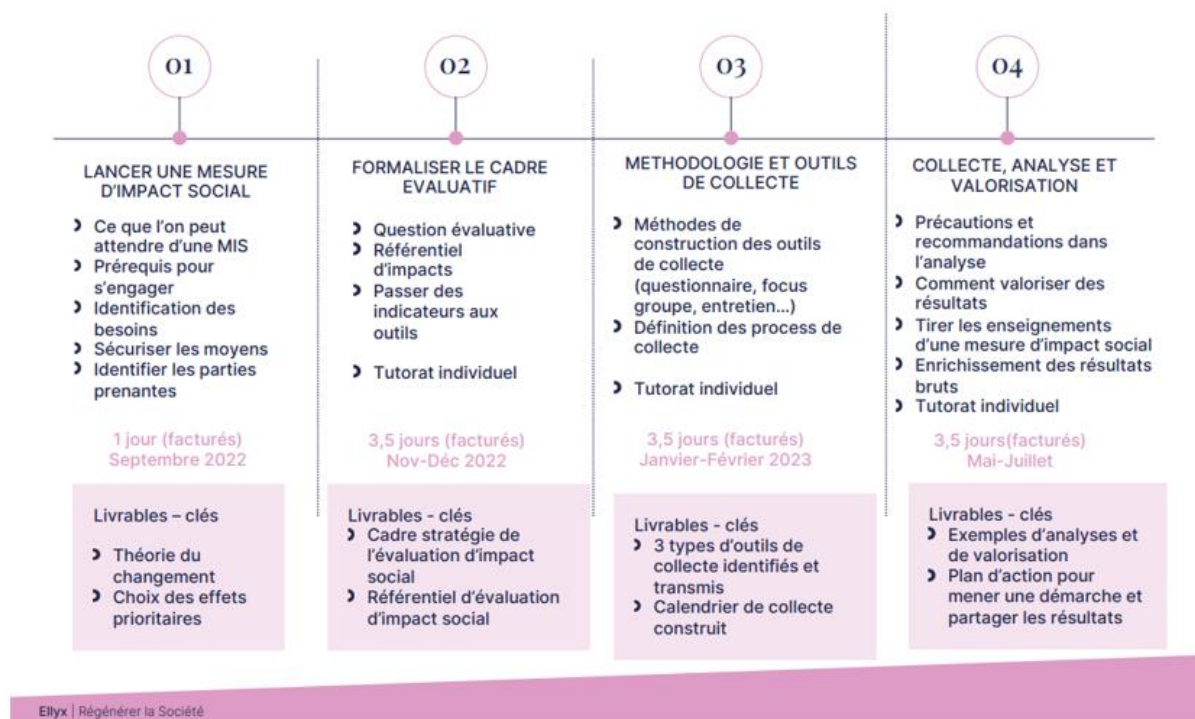
Figure 10 : La théorie du changement présentée par Ellyx lors du module 1



Du **besoin social** pour décrire le **contexte** et l'environnement, en passant par la **vision** qui évoque le **projet social** pour aller vers les **activités** qui concernent les **moyens** et les **actions** à mettre en place pour atteindre les **objectifs** en rapport avec le besoin. Les **résultats** évoquent ce que l'on **produit** et les **réalisations** ce que l'on fait pour arriver à ces résultats. Les **impacts** soulèvent l'idée de ceux à quoi **on contribue**, ce que ça **produit sur la société** de manière générale. Partie essentielle de la démarche (MIS), la **théorie du changement** permet aux **structures de réfléchir** sur leurs **modèles associatifs** et d'établir un **schéma cohérent** de leur **besoin**. Elle nécessite une **rétrospection globale** qui permet de prendre en compte tous les **paramètres** et informations essentiels pour **déterminer ces objectifs**. Elle inclut aussi, de déterminer la **forme de pilotage** (Copil, Cotech) et de **poser** clairement le **cadrage** (choix). Ce qui va permettre de bien **formuler la question évaluative**, définir des **hypothèses**, choisir l'**approche**, **collecter** les **données**, pour l'**analyse** à la suite et enfin pouvoir **valoriser les résultats**. Toute cette **préparation** va finalement **s'appliquer sur la définition** de l'**impact**

social : ensemble des conséquences positives et négatives des activités d'une organisation auprès de ces parties prenantes internes et externes.

Figure 11 : Synoptique de l'organisation général de l'accompagnement (Ellyx)



Le **module 2**, s'est déroulé entre le mois de novembre et décembre 2022. Il avait pour objectif de **formaliser le cadre évaluatif**, la **stratégie** d'impact et le **pilotage** de la démarche. Les **objectifs** de ce deuxième temps ont été de **permettre aux structures** de discerner et de **s'approprier** des aspects stratégiques et opérationnels.

- Les **aspects stratégiques** permettent de savoir **où on veut aller** et **par quels chemins** passer.
- Les **aspects opérationnels** consistent à savoir **comment s'organiser** pour y aller et se doter des **outils** requis pour suivre sa trajectoire.

Cette phase s'est reposée sur **plusieurs éléments** importants : **savoir projeter** les impacts souhaités, **initier et développer une stratégie** en réponse aux impacts visés. Arriver à **adapter** également son **organisation** pour créer les conditions et construire une **méthodologie adaptée** (temps, ressources humaines et financières). Ce **cadrage** a donc permis d'aller vers la **finalisation** des **questions évaluatives** correspondantes à la **problématique** à laquelle la

démarche répond **pour chacune d'elles**. Ensuite, le reste du travail s'est fait sur l'**ajustement des hypothèses** qui vont permettre de vérifier la **problématique** sur des **temporalités** et des **échelles différentes**.

C'est le **référentiel d'impact** (figure 12) qui prend la suite et **reprend** toute cette **partie** du **cadrage** qui s'est posée avec la *théorie du changement* : question évaluative, les **effets** et sous-effets (critères), les **sources** (méthodologies), les **indicateurs** (variables) et les **modalités**. C'est la deuxième **partie** la plus **importante** de la **démarche** après la *théorie du changement*, car **elle oriente les actions** des structures (aspects stratégiques). Ce deuxième module a aussi permis aux structures d'avoir découvert les **méthodes d'échantillonnage** pour construire une étude crédible avec un **échantillon représentatif**.

Figure 12 : Le référentiel d'impact proposé par Ellyx

Question évaluative :			
Impact 1 :			
Sous impact	Indicateurs	Sources de données	Modalités
Sous impact A	Indicateur A.1	Enquête familles	Questionnaire en ligne
	Indicateur A.2	Entretiens semi-directifs	Entretiens individuels
Sous impact B	Indicateur B.1	Données internes	Tableau de bord
Impact 2 :			
Sous impact	Indicateurs	Sources de données	Modalités
Sous impact A	Indicateur A.1	Données économiques	Comptes N-1
	Indicateur A.2	Enquête publics	Questionnaire en ligne
Sous impact B	Indicateur B.1	Données internes	Suivi fréquentation

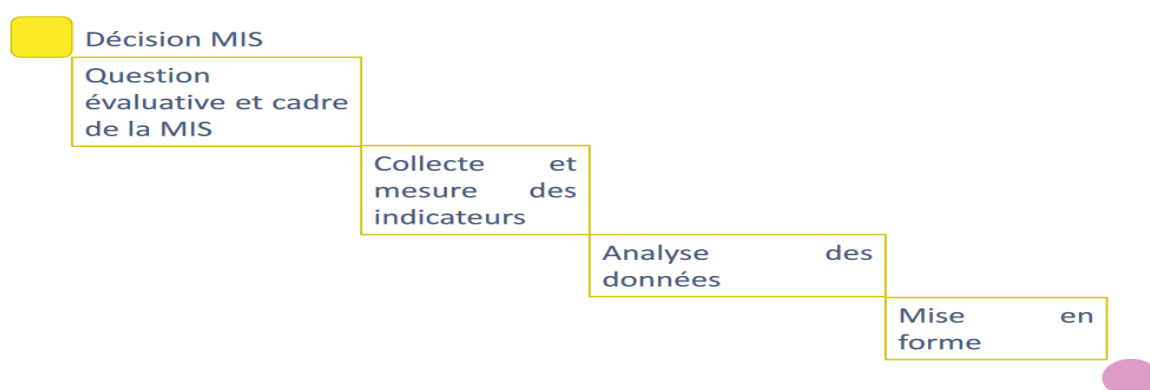
Ellyx | contact@ellyx.fr

Le **module 3**, s'est axé sur les **techniques de collectes** de données, les **méthodes de construction des outils** de collecte (questionnaires, focus group, entretiens). Il a aussi permis de définir les **processus et conditions** et la mise en place d'un **calendrier** de collecte. Le **module 4**, s'est orienté sur la collecte et plus encore sur l'**analyse de données**. Les **précautions** et **recommandations** à tenir en compte pour aller vers la **valorisation des résultats** : l'analyse et les enseignements des résultats bruts.

Les **tutorats individuels** ont permis de creuser d'avantages tous les points qui ont été évoqués lors des séances collectives. L'occasion d'**adapter l'accompagnement** aux structures en fonction de leurs **niveaux d'avancement** et d'appropriation des outils. Il y a eu en tout, **trois tutorats individuels** : un pour **finaliser la théorie du changement** et le **cadre évaluatif**, un pour fournir un **appui** à la finalisation de la **construction des outils de collecte**, un dernier, pour des **conseils personnalisés** pour l'enrichissement des données brutes et leurs **analyses**.

En complément, les structures font chacune un **travail en autonomie en interne** avec leurs commissions (Copil, Cotech) ou conseils administratifs pour se concerter et définir les points essentiels de la démarche, tout au long de l'étude. Pour la **validation de la stratégie** et **l'identification des parties prenantes**. Pour la validation des **moyens et ressources** dédiées. Pour la **construction des outils de collecte** et lancement de la période collecte. Enfin pour **l'analyse** des données collectées. J'ai eu l'opportunité d'assister et d'intervenir sur les deux derniers tutorats individuels et sur les phases de construction des outils de collecte, de lancement de la collecte et de l'analyse des données collectées.

Figure 13 : Synthèse des différentes phases de la MIS proposé par Ellyx



En somme, la **démarche** pour cette **MIS** s'articule essentiellement sur l'accompagnement du cabinet **Ellyx** avec l'utilisation de la **théorie du changement** et du **référentiel d'impact**. C'est avec ce dernier qu'elles ont **chacune élaboré un questionnaire** à destination de **leur public cible**. Plus précisément, **quatre questionnaires** ont été élaborés. La cinquième structure : Angoul'Loisirs avait finalement décidé d'utiliser **l'outil ou l'échelle de Rosenberg**. **Trois** parmi elles, ont décidé de faire chacune un **focus group** pour collecter plus de **données qualitatives**.

et approfondir davantage certains points qui leur semblent importants. La mesure d'impact social peut ainsi se diviser en **trois phases** :

- La première phase englobe tout ce qui a été **la préparation** avec les modules 1 et 2 qui se sont déroulés de septembre à décembre.
- La deuxième phase, de janvier à fin mars, concerne la **période d'affinage** et de **finalisation des outils** de collectes.
- Une troisième et dernière phase qui s'est déployée d'avril jusqu'à fin juin. Elle comprend la **collecte** et **l'analyse** des données et la **restitution des résultats**.

La **dernière journée collective** de la MIS, prévue le 29 juin, va clôturer cette étude. Les cinq structures vont **présenter leurs résultats** et **faire le bilan** de l'ensemble de la démarche devant plusieurs acteurs du réseau Guid'Asso, mais aussi d'acteurs publics. Ce sera également une occasion pour faire la **capitalisation** en rassemblant les **retours des participantes** : difficultés, facilités, points communs, etc.

La **Charente-Maritime** est un **territoire particulier**, son ouverture sur l'**océan Atlantique** lui confère un **avantage** qu'il arrive à exploiter grâce au tourisme et à la **pêche** (conchyliculture). La **vieillesse de sa population** est une des **sources** qui renforce la forte dynamique de son **secteur tertiaire**, mais pose le **problème du renouvellement des générations**. La présence d'un **tissu associatif diversifié** et **entreprenant** permet dans une certaine mesure d'apporter des **éléments de réponses** dans cette configuration remarquable. La **fabrique de citoyen** à travers les **jeunes**, la construction voire la **sensibilisation** sur les questions de **l'alimentation** dans un contexte de changement climatique. La **construction** des **politiques agricoles**, la **lutte** contre les **inégalités socio-économiques** ou encore la **prise de conscience des entreprises** sur les **inégalités** dans les **quartiers** surtout **prioritaires**. Un ensemble de **thématiques** importantes **prises en charge par les cinq structures** qui se sont lancées dans la **mesure d'impact social**. Chacune va essayer à son niveau d'**analyser** et **proposer des pistes de réflexions** pour **alerter** et **sensibiliser** sur ces thématiques qui font l'**actualité**.

Chapitre 5 : Des premiers résultats révélant des impacts positifs

C'est après le **module 3** sur les **techniques** de **collectes** de données et le **tutorat individuel** sur la **finalisation** de la **construction** des **outils** de collectes que les **cinq** ont définitivement **entamé** la **phase 2** de la MIS. En reprenant la **définition** de **l'impact social**, on peut **classer** les cinq en **deux groupes** :

- Celles qui sont portées vers les **parties prenantes externes (PPE)** : 2 structures,
- Celles qui sont tournées vers leurs **parties prenantes internes (PPI)** : 3 structures.

Dans le premier groupe, **PPE**, elles sont **deux** à avoir une démarche dans ce sens (tableau 8). La **fondation « Fier de nos quartiers »** a été créée en **2011** pour **soutenir** des **actions** et des **associations proches** des **entreprises** situées sur le territoire de **La Rochelle**. Elle soutient des projets portés par des associations, des porteurs de projets **œuvrant sur** et **pour** les quartiers, surtout ceux classés prioritaires (**QPV**).

Tableau 8 : L'impact social sur les parties prenantes externes

Structures	Questionnements	Effets	Indicateurs	Modalités	Publics cibles
Fondation Fier de nos quartiers 2011 7 fondateurs + 20 donateurs Actions pour les quartiers prioritaires Soutien aux porteurs de projets : Assos, écoles,...	Dans quelle mesure la fondation par son existence et son fonctionnement contribue au développement de l'engagement sur ses territoires (collaborateurs et porteurs de projet dans les quartiers)	% des collaborateurs ayant connaissance de l'adhésion de l'entreprise (cadre/ouvriers) Nombre d' immersion de jeunes des quartiers dans les entreprises membres Temps de participation bénévoles des collaborateurs dans les actions de quartiers proposées par la fondation	% au courant de l'adhésion. Nombre de jeunes bénéficiaires. Temps de participation bénévoles.	Questionnaire Enquête-service RH Tableau de bord (à créer)	Collaborateurs des entreprises adhérentes RH entreprises
Angoul'Loisir 1992 Coordination Festi'Prev 2015	Dans quelle mesure le processus de création collective et de diffusion publique de films contribue à considérer la parole des jeunes (11-25 ans)	Développer la fierté et l'estime de soi des jeunes	Capacité à prendre la parole (jeunes) Faciliter à exprimer son expérience Relations interpersonnelles	Echelle de Rosenberg Radio collège : entretiens + témoignages, observations Entretiens avec les parents Entretiens avec les profs	Collégiens Groupe test FP

La **fondation** tient son **succès** de la **contribution financière** des **entreprises adhérentes** qui soutiennent son **budget** : en **2022**, il était de **122 850 euros**. Après avoir **recupéré** les **dons** des entreprises, elle **distribue** à son tour aux **associations** et **porteurs de projets** en guise de **soutien**. Toutes les **structures** qui font partie de la **MIS** sauf **La Maison Pop'** située à Montendre, **bénéficient** d'un **soutien financier de la fondation** dans le cadre d'un **projet**. Depuis **2011**, le **nombre** de **projets** soutenus s'élève à **210** et le **montant total** des sommes **distribuées** s'élève à **752 300 €**. En 2022, 27 projets ont été soutenus (AG annuelle, 2023).

La **question évaluative** de la fondation exprime un **besoin** des **entreprises adhérentes** qui sont dans une **logique** de **complémentarité** avec la **RSE**. Une **nécessité** en cohérence avec les **efforts** pour aller vers le **décloisonnement** entre la **gouvernance** (recherche de profits) et les **actions sociales** qu'elles mettent **en œuvre**. Cette nécessité traduit l'objectif d'**évaluer en interne** la **diffusion** de l'**information** auprès des **collaborateurs** pour apprécier le **niveau de connaissance**. La **question évaluative** de la fondation est exprimée de la manière suivante : « *dans quelle mesure la fondation par son existence et son fonctionnement contribue au développement de l'engagement dans ces territoires* » ? À **court terme**, la fondation veut **évaluer** l'**engagement** des **collaborateurs**, des salariés des **entreprises** adhérentes à travers un **questionnaire** (mécénat engagé). C'est l'**effet n°1** qui reprend cette **temporalité** et va leur permettre cette **première exploration** : « *des entreprises plus investies dans leur territoire à travers leurs collaborateurs* ». **Deux** autres **effets** prévus sur d'autres **temps** (moyen et long terme) devront **permettre** d'aller jusqu'au bout de la démarche et **répondre** à leur **question**.

L'association **Angoul'Loisirs** est la deuxième structure sur les cinq qui a orienté son approche sur les parties prenantes externes. C'est une **association d'éducation populaire** créée en **1992** qui s'est spécialisée dans l'**accueil des enfants** (1000 par an), des **adolescents**, des **familles** et **habitants** de la **commune d'Angoulins**. Le centre est également un espace de vie sociale, de prévention et de citoyenneté. Angoul'Loisirs fonctionne avec **25 salariés permanents**, 30 à 50 **saisonniers** par an. Elle dispose d'un **conseil d'administration** qui est composé de **30 bénévoles parents**, près de 2 000 adhérents, 5 000 heures de bénévolat et **150 000 heures d'animations** (fiche association). Cette année, le **budget** de l'association est fixé à **1 400 000 €**. **Angoul'Loisirs coordonne** depuis **8 ans** le festival international de films de prévention plus connu sous le nom de **FestiPrev**. En **2007**, la communauté d'agglomération

de La Rochelle (**CdaLR**) avait porté un **projet** de **prévention** en l'endroit des **collégiens**, dénommé « *12/13 Questions de justice* ». Sous forme de **bandes dessinées**, le projet avait mobilisé **1500 élèves**, **15 structures socio-éducatives** et **10 collèges** du territoire. À la suite de l'**extension** du **projet initial**, Angoul'Loisirs fut **choisi** par l'**agglomération** pour coordonner le festival de films de prévention. Un **nouveau concept** qui tourne désormais sur le **tournage** de **courts-métrages** par les **collégiens** sur plusieurs **thématiques** en rapport avec la prévention, la citoyenneté et la jeunesse.

Le **choix** de l'**association** pour la **MIS** s'est fait sur ce **festival** : « Pour nous, ce n'est pas un festival, c'est un outil de prévention et d'éducation, c'est comme les autres outils qu'on a inventés (...). Tout ça fait partie de notre métier, on aime bien faire les choses en groupes, on aime bien partager des choses et faire en sorte que les gens apprennent, comprennent en s'amusant, en dialoguant. On n'a pas été formé pour faire un festival, on a été formé pour être animateur, faire des jeux, faire des regroupements, faire des manifestations » (Jean François, président de l'association). Ainsi, le principal **objectif** est de montrer l'**impact du festival** sur les **collégiens** dans leur **construction personnelle** : la confiance en soi, la capacité à s'exprimer, le relationnel. La **question évaluative** est formulée ainsi : « *dans quelle mesure le processus de création collective et diffusion publique de films contribue à considérer la parole des jeunes* » ? En effet, l'association part du principe selon lequel les élèves, les **jeunes adolescents** ne sont **pas assez écoutés, responsabilisés** et que l'**éducation à l'école** et celle des **parents n'arrivent pas à combler** à ce **besoin** des jeunes élèves. Ainsi, sur le **court terme**, leur **effet n°1** est : « *développer la fierté et l'estime de soi des jeunes* », qu'elle compte explorer via l'**outil de Rosenberg**. Deux autres **effets** sur le **moyen** et le **long terme** visent à sensibiliser et à attirer l'attention de la **communauté éducative** du territoire sur la situation : comment mieux *intégrer la parole des jeunes dans la société* ?

Le **second groupe** (tableau 9), avec les **trois autres structures**, aborde l'impact social sous l'angle des **parties prenantes internes** : salariés et bénévoles.

Tableau 9 : L'impact social sur les parties prenantes internes

Structures	Questionnements	Effets	Indicateurs	Modalités	Publics cibles
<u>Collectif Actions Solidaires</u> 2010 41 assos membres Animation sur des thématiques comme les ODD	Dans quelle mesure le festival Alimenterre participe à l'émergence d'une vision commune entre les acteurs publics et privés sur les questions de l'alimentation durable	Création de liens : Structures organisant des projections , participants festival AlimenTerre	Co-construire de projections Connaître les activités des autres Envie de collaborer Actions suite aux projections Relation de confiance Travail en équipe, avec d'autres assos Autonomie	Questionnaire Focus group	Associations, collectivités, entreprises, établissements scolaires
<u>Maison 'Pop</u> 1991 Actions en faveur Enfance Jeunesse Adulte Partenaires CAF Collectivités	Dans quelle mesure l'accueil de La Maison Pop contribue à faire prendre conscience de l'importance de l'action collective pour transformer la société.	Capacité à s'engager	Nombre d'animation sur le thème des inégalités La MP, un outil de transformation sociale Adhésion au projet social Freins à l'accompagnement de projets habitants versus pouvoirs publics Animation socioculturelle suffit-elle ?	Questionnaire Focus group	Salariés Administrateurs
<u>Collectif d'Association de Villeneuve-Les-Salines</u> 1983 Organisation fête de quartier : la Saint-Jean	Dans quelle mesure le collectif permet l'engagement sur le territoire.	Interconnaissance + Coopération	Création de liens Envie de renouveler l'expérience, de travailler avec de nouveaux acteurs Actions-projets suite à engagement dans la St- Jean : Eléments facilitants / Eléments bloquants	Questionnaire Entretiens	Bénévoles Adhérents

Le **collectif Actions Solidaires** (CAS) est un **regroupement** de plusieurs **associations** qui s'est mis en place en **2010**. L'**objet social** de la structure est tourné sur la **solidarité internationale** (droit humain), l'égalité des genres, l'**alimentation** et l'**environnement** (ODD). Avec seulement **deux salariés**, c'est la structure la **moins dotée** en **moyens financier et humain** du groupe des cinq. Le collectif anime un **réseau** de **41 associations locales** et un réseau de **6 collectifs** qui sont situés en **dehors** du **territoire** et qui organisent le festival des

Solidarités. Il coordonne également **3 festivals** fédérateurs : *Des Elles à la Rochelle*, *Festival AlimenTerre*, *Festival des Solidarités*. Il est très impliqué dans des **actions** de **sensibilisation** sur les **objectifs** du **développement durable** (ODD). Le collectif **intervient** auprès des enfants dans les **écoles**, des jeunes dans les **lycées** et **universités**, dans des **entreprises**, des **collectivités**, des **associations**. Il **anime** des **expositions**, des **émissions radio**, et tient un **magazine** : *SolidaRochelle*.

Pour la **mesure d'impact social**, le **CAS** a décidé d'**orienter sa démarche** sur le **festival AlimenTerre** qu'il organise à **La Rochelle** tous les ans du 15 octobre au 30 novembre. Sa **question évaluative** est déclinée ainsi : « *dans quelle mesure le Festival AlimenTerre participe à l'émergence d'actions communes entre les acteurs privés/publics sur les questions de l'alimentation durable* » ? L'**effet n°1** sur le **court terme** s'intéresse à « *la création de liens entre tous les acteurs confondus* » et est **testé** sur les **collaborateurs** (associations, collectivités, établissements scolaires) qui **participent au festival** et aux **activités de projections de films** dans le cadre des **ODD**. Les **autres effets** sur le moyen et long terme sont axés sur la *création de partenariats avec les acteurs économiques* et la **montée en compétences** du collectif pour avoir sa **place** dans le **cercle des acteurs** qui déclinent la politique agricole territoriale (**PAT**).

La deuxième structure dans ce groupe est **La Maison Pop** qui est le **seul centre social** du groupe. Elle a été créée en **1991 à Montendre**, une ville située dans l'**arrondissement de Jonzac**. Le **projet social** du centre est structuré autour de : « *promouvoir et développer les activités culturelles, sportives et de loisirs et d'assurer les liaisons nécessaires à la vie associative de la commune de Montendre* ». La **Maison Pop** a l'**agrément** de la **Caf**, elle emploie **17 salariés** et fonctionne avec un **budget de 700 000 €** cette année. Elle propose plusieurs **services** sur son **territoire** qui est plus **rural** qu'urbain : enfance, jeunesse et famille. Elle est aussi attentive au développement de l'**offre socio-éducative** et **culturelle**, la **valorisation** du **territoire** et l'**attention** aux **plus fragiles**.

Après plusieurs années dans l'**animation** et la mise en place d'actions **socio-éducatives**, le centre social, pour la **MIS**, s'est fixé un **objectif** large que l'on pourrait même qualifier d'utopique. Sa **question évaluative** est : « *dans quelle mesure l'accueil de La Maison Pop contribue à faire prendre conscience de l'importance de l'action collective pour*

transformer la société ». Un **questionnaire** a été élaboré dans ce sens et un **focus group** a aussi été prévu. Contrairement aux autres, la Maison Pop' s'est fixée que **deux effets** à explorer : « *la capacité à s'engager et l'augmentation de l'estime de soi* ».

La troisième et dernière structure dans ce groupe est le **collectif d'associations de Villeneuve- Les-Salines et Petit Marseille**. Il a été créé en mars **1983** par des habitants et des associations des deux quartiers, suite à la **création** du **journal** de **quartier** et de l'**organisation** de la **fête** de quartier. Le collectif participe à l'**animation** de la **vie** du **quartier** en développant des **actions** sur le territoire **en partenariat** avec les **associations**, des **groupes d'initiatives**, des **commissions d'habitants**. Régulièrement, le collectif **collabore** avec des **institutions** et des **élus** mandatés par la ville.

Pour la **MIS**, le collectif s'est donné comme objectif d'exploiter la **fête** de la **Saint-Jean** qui est l'un des **piliers**, avec le journal, de son existence dans le quartier. La **question évaluative** qu'elle s'est posée est la suivante : « dans quelle mesure le collectif permet l'engagement sur le territoire » ? L'**objectif** étant d'**évaluer** le **niveau** de **rayonnement** de la fête sur le **quartier**, mais aussi sur les **territoires** situés en **dehors** du quartier. **Identifier** les **personnes** et les **associations** qui **participent** à la fête et trouver les **raisons** de leur **présence** pour voir ce que l'**organisation** et la **participation** leur **apporte** en **retour**. Ainsi l'**effet n°1** recherché est « *la coopération des associations* », celles qui font **partie** du **collectif** pour mesurer le **niveau d'interconnaissance** (liens), les **formes** de **contributions** et la **plus-value** de leur **participation** (compétences, savoir-faire, collaborations). Le collectif de Villeneuve a réussi son approche **méthodologique** qu'il a articulé autour de **4 effets** :

- Effet n°2 : « favoriser la culture des partenariats de toutes formes » (conventionnés, en nature de confiance, informels) ;
- Effet n°3 : « valorisation de l'image du quartier » (désenclavement, rayonnement, sécurisation événement) ;
- Effet n°4 : « développement de la cohésion sociale du quartier des habitants-citoyens ».

Pour des **contraintes de temps**, je ne pourrais pas pouvoir aborder dans ce document les **résultats** des cinq structures. Quelques **éléments** vont être mobilisés pour **illustrer** la définition de l'**impact social**. Sur les **parties prenantes externes**, je vais utiliser les résultats de l'association **Angoul'Loisirs** avec qui je me suis le plus **impliqué** dans la **collecte** et l'**analyse** des **résultats**. Lorsque j'avais rejoint l'étude en février, elle avait déjà choisi l'**échelle de Rosenberg** comme outil d'enquête, ne nécessitant pas trop de travail en interne, elle était plus **facile** à **utiliser** pour eux. Une fois que la **base de données** a été **disponible**, je me suis rendu compte que plusieurs **informations** importantes **manquent** pour l'analyse et l'interprétation : sexes, âges, classes. Avec l'autorisation de l'association, j'ai **programmé** un autre **temps de collecte** de données **pendant le festival** : observations, entretiens individuels et groupés, pour compléter cette première phase. Sur les **parties prenantes internes**, je vais mobiliser les données du **collectif** des **associations de Villeneuve-les-Salines** et celles de la **Maison Pop'**. Ces données sont très intéressantes en termes d'**indicateurs** et de **variables** qu'elles arrivent à **mobiliser** en plus d'un public **cible varié**.

1 / - Sur les parties prenantes externes

Pour évoquer un cas d'**impact social** sur des **parties prenantes externes directes**, j'ai fait le choix de m'intéresser à celui proposé par l'association **Angoul'Loisirs**. Ayant décidé d'orienter sa démarche sur le **festival** qu'elle coordonne depuis **2015**, l'association a souhaité observer **chez les collégiens** les **effets** de la **participation** aux **tournages des courts-métrages**, au projet. Pour cela, elle a utilisé comme outil l'**échelle de Rosenberg**, pour **évaluer l'estime de soi** des **élèves**. En effet, la **partie la plus visible** avec ce **projet** est le **festival** qui se déroule tous les ans au **mois de mai**. **Trois jours**, durant lesquels les **films choisis** par le **jury** sont **diffusés**, le **public** et les **collèges invités**. Un **village citoyen** est aussi mis en place et animé par différents acteurs comme la gendarmerie, la fédération d'éducation populaire « les Francas », le CDIJ, radio collège, etc. Tous les ans, le **projet FestiPrev** est entamé en **début d'année scolaire** sous la coordination de l'association et le soutien de la Communauté d'agglomération de La Rochelle (CdaLR). Les **animateurs accompagnent** les **groupes** de collégiens et des **spécialistes de l'audiovisuel** sont engagés pour faciliter les **tournages**. Avec l'implication du **SDJES**

(Guid'Asso 17), l'association a pu bénéficier de l'**appui** de la direction académique des services de l'éducation nationale (**Dasen**) pour **diffuser** son **questionnaire** dans les **collèges** de l'agglomération. Sur le territoire, ils sont **11 collèges publics** (28 au total, publics et privés sur le territoire) à avoir reçu le **questionnaire** (l'échelle de Rosenberg) pour l'**administrer** aux **élèves** dans les classes.

L'échelle de Rosenberg (figure 14) est une des plus connues et les plus utilisées dans le domaine de l'**évaluation** de l'**estime de soi**. Cette échelle représente une **validation transculturelle** du *Rosenberg Self-Esteem Scale* publié en **1965**, une **évaluation** globale de l'estime de soi qu'une **personne** peut **ressentir d'elle-même**. L'échelle comprend **10 énoncés** (positifs et négatifs) notés chacun sur une **échelle** de **1 à 4**. Cette échelle reprend pour les **énoncés positifs** (E1, E2, E4, E6, E7) les réponses suivantes : *tout à fait en désaccord* (1), *plutôt en désaccord* (2), *plutôt en accord* (3), *tout à fait en accord* (4). Lorsque les **énoncés** sont **négatifs** (E3, E5, E8, E9, E10), la notation est inversée : 4-3-2-1. La **moyenne** de l'ensemble des **scores** permet de **déterminer** le niveau **d'estime de soi** d'un individu.

Figure 14 : L'échelle de Rosenberg et ces 10 énoncés

1. Je pense que je suis une personne de valeur, au moins égale à n'importe qui d'autre	1-2-3-4
2. Je pense que je possède un certain nombre de belles qualités.	1-2-3-4
3. Tout bien considéré, je suis porté à me considérer comme un raté	1-2-3-4
4. Je suis capable de faire les choses aussi bien que la majorité des gens	1-2-3-4
5. Je sens peu de raisons d'être fier de moi.	1-2-3-4
6. J'ai une attitude positive vis-à-vis moi-même.	1-2-3-4
7. Dans l'ensemble, je suis satisfait de moi.	1-2-3-4
8. J'aimerais avoir plus de respect pour moi-même	1-2-3-4
9. Parfois je me sens vraiment inutile.	1-2-3-4
10. Il m'arrive de penser que je suis un bon à rien.	1-2-3-4

Source : André Lecigne and Raphaël Tolve, Normativité et mesure de l'estime de soi, Journal Open édition, 2010.

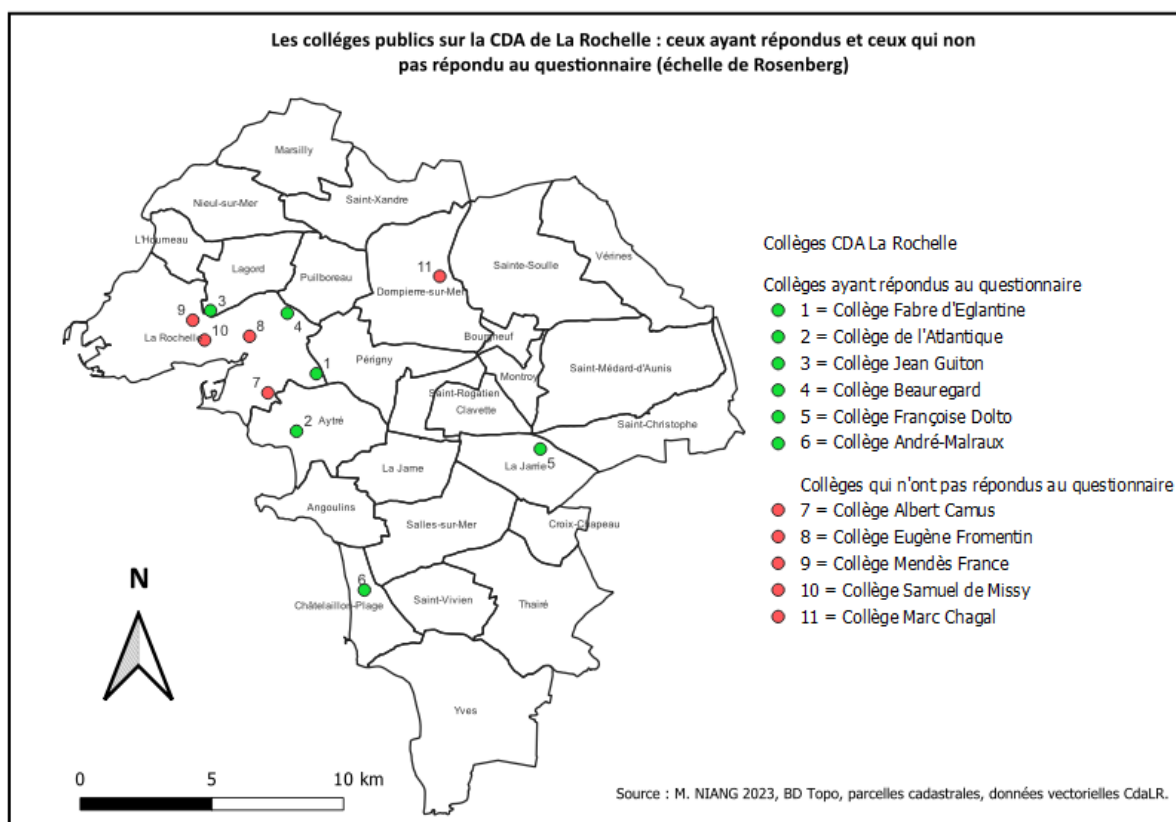
Figure 15 : Grille d'analyse et d'interprétation des résultats.

Inférieur à 25	Estime de soi est très faible. Un travail dans ce domaine semble souhaitable.			
Entre 25 et 31	Estime de soi est faible. Un travail dans ce domaine serait bénéfique			
Entre 31 et 34	Estime de soi est dans la moyenne			
Entre 34 et 39	Estime de soi est forte			
40	Estime de soi est très forte et vous avez tendance à être fortement affirmé			

La **difficulté** avec cet outil, c'est que lorsqu'on est **extérieur** au **processus** d'administration du questionnaire, on n'arrive **pas** à **connaître** les sexes, l'âge et la classe des **individus** qui ont **répondu**. Pour compenser ce manque, lors du **festival**, par des **observations** et des **entretiens**, j'ai recueilli ces **données** pour **compléter l'outil**. D'une position dégagée, au **fond** de la **salle** et à l'extérieur à côté du **plateau d'interview** de la **radio**, j'ai observé les **groupes** des **collèges** un par un. En effet, dans la **salle**, qui a accueilli environ **700 personnes** le **premier jour** et plus de **1000** le **second**, j'ai surveillé le **passage** des groupes sur **scène** pour présenter leur film sélectionné (36 au total). À l'extérieur dans le **hall**, le **village citoyen**, avec la **complicité** de Stéphane de « **Radio collège** », une radio associative qui n'émet que dans le territoire rochelais, des **questions** ont été **prévues** pour les **interviews**. Après le passage des groupes, je m'approchais des **encadrants** et **enseignants** qui accompagnent les groupes, pour discuter avec eux.

Sur les **11 collèges**, **6** ont participé dans la première phase de collecte et ont **administré** le **questionnaire**. Chaque **établissement** a choisi lui-même la **classe teste** et les enseignants ont consacré un temps pour l'exercice. Dans la classe teste, une **indication** est donnée pour **différencier** les **réponses** des **élèves participants** aux tournages de films pour le **festival** et **ceux** qui **ne participent pas**. La **figure 16** représente les **11 collèges** sur le territoire de la communauté d'agglomération de La Rochelle (CdaLR) : en **vert** les collèges **qui ont répondu au questionnaire** et en **rouge** ceux qui n'ont **pas** encore **répondu**.

Figure 16 : Les collèges de la CdaLA de La Rochelle et le questionnaire (échelle de Rosenberg).



Sur les 6 qui ont **répondu** (en vert), les 4 sont **situés** dans le **centre urbain** de l'**agglomération** : **C1** : collège Fabre d'Eglantine, à la périphérie sud-ouest de La Rochelle ; **C2** : collège de l'Atlantique, dans la commune d'Aytré au sud de La Rochelle ; **C3** : collège Jean-Guiton, à la périphérie sud de la commune de Lagord au nord-est de La Rochelle ; **C4** : collège Beauregard, à la périphérie est de la Rochelle près de la commune de Puilboreau. Les deux autres sont plus éloignés du centre urbain ; **C5** : collège Françoise Dolto, dans la commune de La Jarrie à 13 km au sud-est de LR ; **C6** : collège André-Malraux, dans la commune littorale de Châtelaillon-Plage.

Les collèges les **plus** situés au **centre** de La Rochelle, dans le **centre urbain** de l'agglomération, n'ont **pas répondu** au questionnaire (Albert Camus, **C7** ; Eugène Fromentin, **C8** ; Mendès-France, **C9** ; et Samuel de Missy, **C10**). La **raison** de cette **absence** est pour l'instant **inconnue**, pourtant pendant le **festival**, ils avaient des **groupes** d'élèves qui étaient **présents**. Sur les collèges qui n'ont pas répondu, un seul est situé en dehors de La Rochelle : Le collège Marc Chagal (**C11**), dans la commune de Dompiere-sur-Mer à l'est de La Rochelle, que je n'ai pas vu lors du festival.

En 2021, la France comptait **6 950 collèges** sur son territoire national et la **moyenne nationale de l'effectif par classe** dans les collèges est de **25,6** (ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports). Pour l'**analyse** des résultats, je vais m'appuyer sur ces **données** publiées par le **ministère** de l'Éducation comme **référence**. En reprenant les **résultats** obtenus par les collèges, les **6** ayant **répondu** au questionnaire, on observe que les **moyennes varient** entre **25,8 et 32,8** (tableau 10). En se référant à l'interprétation des scores proposée pour cet exercice (figure 15), **5 collèges** sur les 6 présentent une **estime de soi faible** (entre 25 et 31). On généralise en parlant de collège, mais c'est plutôt une **classe** du collège qui présente les **résultats** d'une faible estime de soi et cette classe **représente** le **collège**.

Tableau 10 : Récapitulatif des résultats des 6 collèges ayant répondu

Collèges	Moyennes	Interprétations	Collèges	Moyennes	Interprétations
C1	30,0	Faible	C4	27,3	Faible
C2	30,1	Faible	C5	25,8	Faible
C3	30,2	Faible	C6	32,8	Moyenne

Le Collège Fabre d'Eglantine (C1) avait 608 élèves en 2021, un effectif en hausse de 12 élèves sur un an. La répartition des effectifs en fonction des niveaux se présente ainsi : classe de **sixième** : 160 élèves dont 83 filles et 77 garçons. Classe de **cinquième** : 162 élèves dont 82 filles et 80 garçons. Classe de **quatrième** : 140 élèves, dont 75 filles et 65 garçons. Classe de **troisième** : 146 élèves, dont 80 filles et 66 garçons (ministère). Le **tableau 11** reprend les **résultats** du **C1**, **21 individus** (élèves) ont **répondu** au questionnaire et ils **participent tous** à un **tournage de film** pour le festival (**In FP**). Par rapport à la **moyenne nationale** sur l'effectif par classe dans les collèges en France (**25,6**), **21 réponses** pour une classe, peut être considérée comme **représentative** pour le collège (moins 4). **3 réponses** sont considérées **très faibles**, **6 réponses** sont classées **faibles**, **7 réponses** sont classées **moyennes**, **4 réponses** sont classées **fortes** et **une** seule est classée **très forte**. L'**ensemble** de la classe a obtenu une **moyenne** de **30,3** : une **estime de soi moyenne**.

Tableau 11 : Les résultats du collège Fabre d'Eglantine (C1)

C1 - Collège Fabre d'Eglantine	Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations
1	In FP	3	3	3	2	1	1	3	2	2	1	21	Très faible
2	In FP	3	3	4	3	3	3	3	3	3	2	30	Faible
3	In FP	3	3	4	3	2	3	3	2	4	4	31	Moyen
4	In FP	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	40	Très forte
5	In FP	3	3	4	3	2	3	3	3	3	4	31	Moyen
6	In FP	4	3	3	2	2	3	3	1	3	3	27	Faible
7	In FP	3	3	4	2	3	3	4	3	3	4	32	Moyen
8	In FP	3	3	3	3	3	3	2	1	1	2	24	Très faible
9	In FP	3	2	2	4	2	2	2	3	2	2	24	Très faible
10	In FP	3	3	4	3	4	4	4	3	4	4	36	Forte
11	In FP	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	38	Forte
12	In FP	4	3	4	3	3	3	3	2	3	3	31	Moyen
13	In FP	3	2	4	3	2	4	3	2	1	3	27	Faible
14	In FP	3	3	3	3	3	3	3	3	2	3	29	Faible
15	In FP	3	3	4	3	4	3	3	4	4	4	35	Forte
16	In FP	3	3	3	3	2	2	1	2	3	3	25	Faible
17	In FP	3	2	3	4	2	3	4	1	2	1	25	Faible
18	In FP	3	3	4	3	4	3	3	2	4	2	31	Moyen
19	In FP	3	3	3	2	3	3	4	3	4	4	32	Moyen
20	In FP	4	3	4	4	3	4	4	2	3	3	34	Forte
21	In FP	3	4	4	4	3	2	2	3	4	4	33	Moyen
		3,2	3,0	3,6	3,1	2,8	3	3,1	2,5	3	3,0	30,3	Moyen

Pendant le festival, ils étaient **23** sur scène pour présenter leur film : **13 garçons** et **10 filles**. Ils sont tous en classe de **4ème** et la **classe d'âge** du groupe est située entre **11** et **14 ans**. Dans la thématique de leur film intitulé « Mukbang », le groupe du **C1** a exploré l'**obésité** chez les **jeunes collégiens** et les **dérives des réseaux sociaux**. À travers l'**acteur principal** qui est dans la même situation : **obèse**. On constate que, malgré l'**obésité**, **facteur de risque** majeur pour d'autres **pathologies** comme le diabète, l'insuffisance cardiaque, les problèmes articulaires, une certaine **prise de conscience** dans le sens où, ce jeune adolescent **assume** sa **prise de poids**. Hormis le rôle joué et assumé, le message caché derrière que le groupe a voulu passer était d'**alerter** et de **sensibiliser** contre la **grossophobie** (interview radio collège).

Le Collège de l'Atlantique (C2) en 2022 comptait 383 élèves et le nombre d'élèves est en baisse de 19 élèves sur un an. La **répartition des effectifs** dans le collège se présente ainsi : classe de **sixième** : 102 élèves dont, 45 filles et 57 garçons, classe de **cinquième** : 98 élèves, dont 51 filles et 47 garçons, classe de **quatrième** : 87 élèves, dont 47 filles et 40 garçons, classe de **troisième** : 96 élèves, dont 48 filles et 48 garçons (ministère). La **particularité** de ce collège de l'Atlantique (**C2**) est que parmi toutes les **réponses** qui ont été obtenues, **une seule** (un

individu) participe à un tournage de film pour le festival (**In FP**). La **moyenne** obtenue pour évaluer l'**estime de soi** est **faible**.

Tableau 12 : Les résultats du collège de l'Atlantique (C2)

C2 - Collège de l'Atlantique	Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations
1	Not in FP	3	2	4	3	3	3	3	2	3	3	29	Faible
2	Not in FP	4	3	4	4	4	3	3	3	3	3	34	Forte
3	Not in FP	3	3	4	4	4	3	4	3	3	4	35	Forte
4	Not in FP	3	3	4	4	4	3	4	4	3	4	36	Forte
5	Not in FP	3	3	3	2	4	3	3	4	2	3	30	Faible
6	Not in FP	3	2	3	3	2	3	3	3	2	3	27	Faible
7	Not in FP	3	3	3	3	2	4	3	2	2	2	27	Faible
8	Not in FP	2	3	2	4	1	2	2	1	1	4	22	Très faible
9	Not in FP	3	2	4	3	1	4	4	1	4	4	30	Faible
10	Not in FP	4	3	4	4	4	3	3	3	4	4	36	Forte
11	Not in FP	4	3	3	3	3	4	4	2	3	3	32	Moyen
12	Not in FP	3	2	4	3	3	3	2	3	3	3	29	Faible
13	Not in FP	3	3	4	3	2	3	2	3	2	2	27	Faible
14	Not in FP	3	3	4	3	3	3	3	3	2	1	28	Faible
15	Not in FP	3	2	4	3	3	3	2	2	4	3	29	Faible
16	In FP	4	3	4	1	1	4	2	1	3	4	27	Faible
		3,1	2,7	3,6	3,3	2,9	3,1	3	2,6	2,7	3,1	30,1	Faible

L'**effectif** des **répondants** est de **16**, inférieur à la **moyenne nationale** qui est de **25** (moins 9) donc la **représentativité** est moyennement satisfaisante. Sur les réponses : **une seule** est classée **très faible**, **10** classées **faibles** (62 %), une **seule** réponse est considérée comme **moyenne**, **4** considérées **fortes**.

Pendant le **festival**, le **groupe** qui était **présent** n'était **pas celui** qui a **répondu** au questionnaire. Le groupe était la **classe** auquel le **projet** du festival avait été **imposé**. Il est constitué de **24 élèves**, avec **10 garçons** et **14 filles**, plus que la classe ayant répondu au questionnaire. Ils sont tous (groupe présent) de la même classe, **4ème** et ont un **âge** situé entre **12 et 14 ans**. Le groupe **témoigne** de la **réussite** du **projet** malgré quelques **difficultés** qu'ils ont rencontré en cours : « On a tous participé, c'était cool ». Ils n'ont pas répondu au questionnaire, mais de leur **façon** de **s'exprimer**, leurs comportements envers les uns et les autres (**relationnel**) et à **prendre** des **responsabilités** ; l'impression est que cette expérience a eu des effets (changement de comportements, complicité, engagement) sur eux et leur enseignante l'a bien confirmé.

Le Collège Jean Guiton (C3) compte 873 élèves, et le nombre d'élèves est en hausse de 1 élève sur un an (2022). Dans le collège, les effectifs sont répartis entre les niveaux de la manière suivante : classe de **sixième** : 223 élèves dont 119 filles et 104 garçons, classe de **cinquième** : 216 élèves dont 102 filles et 114 garçons, classe de **quatrième** : 224 élèves, dont 103 filles et 121 garçons, classe de **troisième** : 210 élèves, dont 93 filles et 117 garçons.

Tableau 13 : Les résultats du collège Jean Guiton (C3)

C3 - Collège Jean Guiton	Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations
1	Not in FP	2	3	3	4	3	4	4	1	1	1	26	Faible
2	Not in FP	3	4	4	4	4	4	4	4	4	4	39	Forte
		2,5	3,5	3,5	4	3,5	4	4	2,5	2,5	2,5	32,5	Moyen
1	In FP	3	3	4	4	2	3	3	2	3	2	29	Faible
2	In FP	4	3	3	3	3	2	3	1	3	4	29	Faible
3	In FP	3	4	4	4	4	3	3	1	2	3	31	Moyen
4	In FP	4	3	3	3	3	3	3	1	2	2	27	Faible
5	In FP	2	3	3	3	3	3	3	3	3	2	28	Faible
6	In FP	3	3	3	3	1	3	3	1	1	2	23	Très faible
7	In FP	4	4	4	3	3	4	4	2	4	4	36	Forte
8	In FP	2	2	2	1	2	1	1	4	3	2	20	Très faible
9	In FP	4	4	2	3	3	3	3	2	4	4	32	Moyen
10	In FP	3	3	4	3	3	2	2	4	3	4	31	Moyen
11	In FP	4	3	4	4	4	3	3	2	4	4	35	Forte
12	In FP	4	3	4	3	2	2	2	3	3	4	30	Moyen
13	In FP	3	3	4	3	4	3	4	2	4	4	34	Forte
14	In FP	4	3	4	4	4	4	4	4	4	4	39	Forte
15	In FP	3	2	4	3	4	3	3	2	2	4	30	Faible
16	In FP	3	3	4	3	3	4	3	4	2	2	31	Moyen
17	In FP	1	1	4	1	2	3	3	2	2	2	21	Très faible
18	In FP	4	3	3	4	4	3	3	2	3	4	33	Moyen
19	In FP	3	3	3	3	4	4	4	4	4	4	36	Forte
20	In FP	4	3	4	4	3	3	3	2	2	2	30	Faible
21	In FP	3	3	4	3	4	3	3	4	4	4	35	Forte
22	In FP	3	3	4	3	3	4	4	2	4	4	34	Forte
23	In FP	1	1	4	1	4	1	1	4	4	4	25	Très faible
24	In FP	3	2	4	3	2	3	3	2	3	4	29	Faible
25	In FP	3	3	4	3	3	4	4	2	4	4	34	Forte
26	In FP	1	1	4	1	4	1	1	4	4	4	25	Faible
27	In FP	3	2	4	3	2	3	3	2	3	4	29	Faible
		3,0	2,7	3,6	2,9	3,1	2,9	2,9	2,5	3,1	3,4	30,2	Moyen

2 réponses d'élèves qui ne participent pas à un tournage de film pour le festival (**Not in FP**) et **27 répondants** qui participent au festival (**In FP**). L'échantillon est **plus** que **représentatif** car supérieur à la moyenne nationale qui de 25 par classe. **4** réponses sont classées **estime de soi très faibles**, **9** classées **faibles** (33 % échantillon), **5** réponses classées estime de soi **moyenne** et **8** réponses classées **forte** (30 % de l'échantillon). L'ensemble du **C3** est classé dans **estime de soi moyenne**, mais avec une forte **particularité** dans l'effectif des **répondants** : **30 %** des ont une **estime de soi forte**. Pendant le festival, **28 élèves** de **4ème** étaient présents avec un effectif dominé par les **garçons**.

Le Collège Beauregard (C4) compte 850 élèves et le nombre d'élèves est en hausse de 78 élèves sur un an (2022). Entre les niveaux, les effectifs sont répartis ainsi : classe de **sixième** : 228 élèves dont 111 filles et 117 garçons, classe de **cinquième** : 195 élèves dont 97 filles et 98 garçons, classe de **quatrième** : 227 élèves dont 104 filles et 123 garçons, classe de **troisième** : 200 élèves dont 94 filles et 106 garçons

Tableau 14 : Les résultats du collège Beauregard (C4)

C4 - Collège Beauregard	Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations	
2/22/2023 17:01:54	1	In FP	4	3	4	4	3	3	3	2	2	2	30	Faible
2/22/2023 17:17:31	2	In FP	3	2	3	3	1	2	2	1	2	2	21	Très faible
2/22/2023 17:54:57	3	In FP	3	2	4	4	3	3	4	3	3	3	32	Moyen
2/22/2023 18:23:26	4	In FP	3	3	4	3	4	3	3	2	4	4	33	Moyen
2/22/2023 18:24:12	5	In FP	3	3	4	3	4	3	2	2	2	3	29	Faible
2/22/2023 18:40:37	6	In FP	4	3	4	4	4	3	3	2	4	4	35	Forte
2/22/2023 18:44:48	7	In FP	2	1	2	2	2	3	2	2	1	1	18	Très faible
2/22/2023 19:04:16	8	In FP	3	3	3	3	2	3	3	3	3	4	30	Faible
2/22/2023 19:05:07	9	In FP	3	3	3	3	3	3	3	3	2	3	29	Faible
2/22/2023 20:30:48	10	In FP	4	3	4	4	4	4	4	2	4	4	37	Forte
2/22/2023 21:54:19	11	In FP	4	4	4	3	4	4	3	3	1	3	33	Moyen
2/22/2023 22:34:07	12	In FP	4	4	4	4	3	3	3	4	3	4	36	Forte
2/23/2023 15:44:48	13	In FP	4	3	3	3	3	3	3	2	2	2	28	Faible
2/23/2023 17:16:34	14	In FP	3	3	1	3	2	2	3	1	1	1	20	Très faible
2/23/2023 17:30:48	15	In FP	4	3	2	2	2	3	2	4	3	3	28	Faible
2/23/2023 17:33:02	16	In FP	4	3	4	2	4	4	3	2	3	4	33	Moyen
2/23/2023 17:45:36	17	In FP	3	2	4	3	3	3	2	4	3	4	31	Moyen
2/23/2023 17:55:21	18	In FP	4	3	4	4	3	3	3	2	3	4	33	Moyen
2/23/2023 18:04:58	19	In FP	3	2	4	4	2	2	2	3	3	2	27	Faible
2/23/2023 18:36:37	20	In FP	3	3	3	2	2	3	2	2	2	2	24	Faible
2/24/2023 7:57:27	21	In FP	3	3	3	3	3	3	3	2	3	3	29	Faible
2/24/2023 22:33:52	22	In FP	3	3	3	3	3	3	3	2	3	3	29	Faible
2/25/2023 10:46:14	23	In FP	3	4	4	2	4	3	4	3	3	4	34	Forte
2/25/2023 13:12:35	24	In FP	3	3	4	3	4	3	3	3	4	4	34	Forte
2/26/2023 12:49:55	25	In FP	4	3	4	2	4	4	4	3	4	4	36	Forte
			3,4	2,9	3,4	3,0	3,0	3,0	2,9	2,5	2,7	3,1	30,0	Faible
2/21/2023 13:50:09	1	Not in FP	4	2	2	4	2	4	4	1	1	1	25	Faible
2/21/2023 13:51:05	2	Not in FP	4	4	3	4	4	2	3	2	2	4	32	Moyen
2/21/2023 13:54:28	3	Not in FP	4	3	3	3	2	3	3	2	4	4	31	Moyen
2/24/2023 9:35:14	4	Not in FP	1	1	3	1	3	2	1	3	3	3	21	Très faible
			3,3	2,5	2,8	3	2,8	2,8	2,8	2	2,5	3	27,3	Faible

Là encore, **4 réponses** d'élèves qui ne participent pas à un tournage de film pour le festival (**Not in FP**) sont observées. Ils sont **25 répondants** qui participent à un tournage pour le festival (**In FP**), un **échantillon représentatif**. Les résultats montrent qu'ils sont **3** individus avec une estime de soi **très faible**, **10** avec une estime de soi **faible** (40 %), **6** avec une estime de soi **moyenne** et **6** autres avec une estime de soi **forte**. L'ensemble du **collège** présente une **estime de soi faible** grâce aux **10 répondants** qui ont une estime de soi située entre **25 et 31** : **40 %** de l'échantillon.

Pendant le **festival**, le groupe du **C4** était constitué de **21 élèves** : 8 garçons et 21 filles. Ils sont en classe de **4ème** et ont un âge situé entre **11 et 15 ans**. Chez eux, le **projet** du **festival** est plutôt considéré comme un **outil**, un **moyen** qui leur a permis de **faire connaissance**, de **se découvrir** et de **mieux se connaître**. C'est également une **expérience** qui leur a permis de

découvrir le monde de l'audiovisuel. Certains envisagent même de passer leur **stage** de 3ème dans ce milieu professionnel et d'autres ont été plus marqués par les **techniques** : « Maintenant lorsque je regarde un film, je reste attentif aux détails ».

Collège Françoise Dolto (C5), compte 590 élèves et le nombre d'élèves est en hausse de 2 élèves sur un an (2022). Les effectifs dans le collège sont répartis ainsi : classe de **sixième** : 150 élèves, dont 71 filles et 79 garçons, classe de **cinquième** : 147 élèves, dont 63 filles et 84 garçons, classe de **quatrième** : 168 élèves, dont 72 filles et 96 garçons, classe de **troisième** : 125 élèves, dont 73 filles et 52 garçons.

Tableau 15 : Les résultats du collège Françoise Dolto (C5)

C5 – Collège Françoise Dolto		Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations
2/24/2023 16:05:58	1	In FP	4	3	3	3	2	2	2	1	2	2	24	Très faible
2/24/2023 16:09:22	2	In FP	4	2	4	2	3	2	3	1	1	1	23	Très faible
2/24/2023 16:10:00	3	In FP	4	2	2	2	2	1	1	2	2	2	20	Très faible
2/24/2023 16:10:18	4	In FP	2	3	4	4	4	2	3	4	3	2	31	Moyen
2/24/2023 16:11:35	5	In FP	2	2	4	2	3	1	2	1	1	2	20	Très faible
2/24/2023 16:12:39	6	In FP	3	3	3	3	2	3	2	2	3	4	28	Faible
2/24/2023 17:44:24	7	In FP	3	2	4	3	3	2	2	2	3	3	27	Faible
3/5/2023 19:37:20	8	In FP	4	3	4	3	3	3	4	2	3	4	33	Moyen
			3,3	2,5	3,5	2,8	2,8	2	2,4	1,9	2,3	2,5	25,8	Faible

Le collège Françoise Dolto est le deuxième des 6 collèges a présenté un **échantillon peu représentatif** avec **8 réponses** seulement. Toutes les 8 réponses sont d'élèves qui participent à un tournage de film pour le festival (**In FP**). **4** parmi elles présentent une **estime de soi très faible** : **50 %** de l'échantillon, **2** sont classées estime de soi **faibles**, 2 autres ont une estime de soi **moyenne**. L'ensemble du **C4** avec une moyenne de **25,8** révèle une **estime de soi faible** avec des moyennes qui se situent entre 20 et 33 et une **absence** de résultats que l'on pourrait qualifier de forte ou **très forte**.

Pendant le **festival**, le groupe présent était constitué de **6 garçons** et de **5 filles** en classe de **3ème**. Le projet du festival a suscité chez eux un **sentiment d'épanouissement** qui se manifeste à travers la **création de liens** entre eux : « ça nous a permis de nous rapprocher » (une fille) « je me suis fait de nouveaux amis » (un garçon).

Collège André-Malraux (C6), compte 705 élèves, le nombre d'élèves est en hausse de 42 élèves sur un an. La répartition des effectifs par niveau est constituée ainsi : classe de **sixième** : 190 élèves, dont 88 filles et 102 garçons, classe de **cinquième** : 178 élèves, dont 84

filles et 94 garçons, classe de **quatrième** : 172 élèves, dont 89 filles et 83 garçons, classe de **troisième** : 165 élèves, dont 83 filles et 82 garçons

Tableau 16 : Les résultats du collège André-Malraux (C6)

C6 - Collège André Malraux	Situations	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	Moyennes	Interprétations
4/27/2023 17:41:42	1	Not in FP	4	4	4	4	4	4	4	4	4	40	Très forte
4/27/2023 15:50:09	1	In FP	3	4	4	4	4	4	4	4	2	37	Forte
4/27/2023 15:50:21	2	In FP	3	4	4	4	4	4	4	4	4	39	Forte
4/27/2023 16:14:08	3	In FP	4	4	4	3	3	2	2	3	4	31	Moyen
4/27/2023 21:16:09	5	In FP	4	3	3	4	2	2	3	2	2	27	Faible
	6	In FP	4	3	2	4	4	3	3	2	3	30	Faible
			3,6	3,6	3,4	3,8	3,4	3	3,2	3	2,8	32,8	Moyen

C'est le collège qui a proposé le **plus faible nombre de réponses : 6**, un échantillon très faible pour être représentatif. En plus, on relève **une réponse** d'un élève qui ne participe pas au projet du festival (**Not in FP**) et qui présente un **score rare** dans les autres collèges : **40**. Concernant les **5 répondants In FP**, il n'existe **pas** de résultats que l'on pourrait qualifier de très **faibles** : **2** sont **faibles**, **un** seul avec une estime de soi **moyenne** et **2** classées **fortes**. Pendant le **festival**, le groupe présent était composé de **8 filles** et de **3 garçons**. L'**expérience** du **projet** de tournage a suscité chez eux « **plus de sociabilité** ».

Tableau 17 : Les scores moyens par énoncés et par collèges

		Collège Fabre d'ÉGLANTINE		Collège de l'Atlantique		Collège Jen Guiton	
		In FP (21)	Not in FP	In FP (1)	Not in FP (15)	In FP (27)	Not in FP (2)
+++	E1	3,2	0	4	3,1	3	2,5
+++	E2	3	0	3	2,7	2,7	3,5
---	E3	3,6	0	3	3,6	3,6	3,5
+++	E4	3,1	0	3,3	1	2,9	4
---	E5	2,8	0	1	2,9	3,1	3,5
+++	E6	3	0	4	3,1	2,9	4
+++	E7	3,1	0	2	3	2,9	4
---	E8	2,5	0	1	2,6	2,5	2,5
---	E9	3	0	3	2,7	3,1	2,5
---	E10	3	0	4	3,1	3,4	2,5
		Moyenne collège 30,3 = estime de soi moyen Tf : 3x, Fa : 6x, Mo : 7, Fo : 4, Tf : 1		Moyenne collège 30,1 / 16 = estime de soi faible Tf : 1, Fa : 10 (+1 in FP), Mo : 1, Fo : 4		Moyenne collège 30,3 / 32,5 = estime de soi faible Tf : 4, Fa : 9 (+1 not in FP), Mo : 6, Fo : 8 (+1 in not F 3,2 Not in FP = 26 + 39	
		Collège Beauregard		Collège Françoise Dolto		Collège André Malraux	
		In FP (25)	Not in FP (4)	In FP (8)	Not in FP	In FP (5)	Not in FP (1)
+++	E1	3,4	3,25	3,3	0	3,6	4
+++	E2	2,9	2,5	2,5	0	3,6	4
---	E3	3,4	2,8	3,5	0	3,4	4
+++	E4	3	3	2,8	0	3,8	4
---	E5	3	2,8	2,8	0	3,4	4
+++	E6	3	2,8	2	0	3	4
+++	E7	2,9	2,8	2,4	0	3,2	4
---	E8	2,5	2	1,9	0	3	4
---	E9	2,7	2,5	2,3	0	2,8	4
---	E10	3,1	3	2,5	0	3	4
		Moyenne collège 30 / 27,3 = estime de soi faible Tf : 3 (1), Fa : 10 (+1), Mo : 6 (+2), Fo : 6		Moyenne collège 25,8 = estime de soi faible Tf : 4, Fa : 2, Mo : 2, Fo : 1		Moyenne collège 32,8 estime de soi moyen Tf : 0, Fa : 2, Mo : 1, Fo : 2 (+1 not in FP)	

D'un autre côté, en regardant les résultats sous l'angle des énoncés, **analyse verticale** (tableau 17), on constate que l'**énoncé négatif E3** enregistre de **fortes moyennes** dans tous les **collèges** (In FP) : **C1** et **C2** 3,6 ; **C3** 5,5 ; **C4** et **C6** 3,4 ; **C5** 3,5 (en orange clair). « *Tout bien considéré, je suis porté à me considérer comme un raté* » (figure 14), cet énoncé est le seul parmi les **5 négatifs** à se présenter de façon **évidente**. Sur les **énoncés positifs**, le **E1** est le **plus marquant** dans 5 collèges avec de **fortes moyennes** : C1 3,2 ; C2 4 ; C3 3 et C4 3,4 et C5 3,3. « *Je pense que je suis une personne de valeur, au moins égale à n'importe qui d'autre* » (figure 14). Pour l'**interprétation** de ces **résultats**, la **contribution** d'autres **disciplines** sera **requis** pour avoir plus de matières.

Le **festival** de prévention coordonné par Angoul'Loisirs est sur bien des aspects un projet qui **participe** dans la **construction et l'éducation** des **jeunes collégiens**. Sur un **territoire** dont la **majorité** de la **population** est **âgée** : **54,9 %** des effectifs ont plus de **45 ans** avec **22,1 %** pour les **60 à 74 ans** (chapitre 4), veiller à la **formation** et à la **préparation** des **jeunes** devient une **priorité**. Avec 6 collèges, j'estime qu'ils ont été 4 009 élèves mobilisés, **103 réponses** au questionnaire, **30 garçons** et **58 filles interviewés**, des **entretiens** avec les **enseignants**, **encadrants** et **parents d'élèves**. La **mesure d'impact social** de l'association peut être considérée comme **satisfaisante** dans la logique de son cadrage de départ : *capacité à prendre la parole, facilitée à exprimer son expérience, développement des relations interpersonnelles*. Sur le fond, l'**absence** de **critères d'évaluation** pour ces **variables** qui constituent l'indicateur a **manqué** pour porter et orienter davantage l'**analyse** et l'évaluation dans son ensemble.

Les jeunes **collégiens**, à travers le **projet** de tournage de films, trouvent l'**occasion** de **coopérer**, de **travailler** en **groupes** en **s'amusant** (l'utile à l'agréable). Le projet est également une occasion pour eux de **lutter** contre leur **angoisse**, de **se découvrir**, mais aussi découvrir d'autres **personnalités** : « Y a des personnes que je ne connais pas, qui n'étaient pas trop gentils, mais après les tournages, je les ai trouvés sympas », « avec cette personne, on ne s'entendait pas bien avant (..), ça nous a rapproché ». À la **question** de **savoir si** le **projet** les a **changés**, les jeunes adolescents **répondent souvent** par des **façons négative** « une bonne expérience, mais ça ne m'a pas forcément changé », « ça me plaît la vidéo ». Ils ne **s'en rendent pas compte maintenant**, d'où ce genre de réponse que j'ai entendu plusieurs fois,

mais **avec** le **temps**, ils verront que cette **expérience**, **vécue** en **groupe**, leur sera **utile** dans la plupart des projets dans lesquels ils vont s'embarquer.

Les **enseignants** et les encadrants confirment que le **projet** apporte une **dynamique particulière** que les cours n'arrivent pas à insuffler. Le fait que les élèves **apprennent** en **s'amusant** change le cadre, la **perception** et le **niveau d'attention** des **élèves**. Chez les **parents**, le constat est que le projet **développe** chez leurs enfants des **sentiments** qu'ils ne montrent pas à la maison : la **compassion**, l'**humanité**, la **simplicité**, l'**indulgence**, etc. « Le fait qu'il ait entendu un de ses camarades témoigner de son mal-être à cause des harcèlements dont il a fait l'objet, il est plus indulgent envers son petit-frère à la maison » (un parent).

Le projet du **festival** est un **outil** pour la **l'expression** des enfants certes, en revanche les **groupes** qui ont été **sélectionné** ont, dans une mesure, l'**esprit de compétition**. Comme dans tous les **concours** qui existent, cet **esprit** prend parfois le dessus et on le considère comme **normal** venant de la part d'élèves âgés de 11 à 15 ans : « On y croyait plus à un moment » (à gagner un prix du jury).

2 / - Sur les parties prenantes internes

L'**annuaire** du **collectif d'associations** de **Villeneuve-les-Salines** est constitué de **71 associations** qui portent leurs **actions** sur plusieurs **thématiques** : la culture, l'environnement, l'insertion-médiation-transition, la santé, le sport, la vie sociale et locale. La thématique **vie sociale** et **locale** est en rapport avec la **question évaluative** de la structure (la fête de la Saint-Jean). On compte **24 associations**, dans l'annuaire du collectif qui sont sur cette **thématique**. Pour l'organisation de l'événement : la fête de la Saint-Jean, il existe des **commissions** qui sont chargées de l'**organisation** et la **coordination** entre le **bureau** (collectif) et les **associations** membres du **collectif**. Deux **autres questionnaires** pour les **habitants** et les **personnes** venues de l'**extérieur** du **quartier** seront également administrés le jour-j. La **première enquête** qui a été **réalisée** dans le cadre de leur mesure d'impact social s'est déroulée **lors** d'une **commission** de la **Saint-Jean**, où le collectif avait administré un **questionnaire** aux représentants des

associations. Elles étaient **29** présentes et à **avoir répondu** au questionnaire et elles **participent** toutes à la **fête**. Plus que les 24 répertoriées (+ 5) dans l'annuaire du collectif qui est disponible en ligne sur leur site : peut-être un **problème** de **mise à jour** de l'**annuaire**, d'**absence** ou **certaines associations** qui étaient présentes à la commission ne sont **pas actives** dans la **vie sociale et locale**.

Pour les **associations** dont la **participation** à la **fête** date de **moins de 5 ans**, elles sont 7/29, soit 24 % de l'échantillon. Sur les **modalités** de leur **investissement** à la **fête** (réponses multiples, tableau 18) on remarque que **par le biais d'une connaissance** est revenue **4 fois**, **suite à une connaissance 3 fois** et **orienté par une autre association**, une seule fois.

Tableau 18 : Les modalités d'investissement des associations participant à la Saint-Jean depuis moins de 5 ans

Par le biais d'une connaissance	4/7
Suite à une communication	3/7
Orienté par une autre association	1/7

Parmi ces 7 associations, elles sont **5/7** à être **impliquées** dans les **commissions** de **préparation** et **deux** seulement qui ne sont **pas impliquées** pour des **raisons** de **manque** de **temps**. Concernant les **motifs** (raisons) de leur **participation** à la Saint-Jean (réponses multiples) les réponses se dessinent comme suit : *parce que ça contribue à la valorisation du quartier* **5 fois** sur les 7 répondants dont l'un n'a pas donné de réponse. *Parce que je rencontre d'autres associations d'autres personnes* et *parce que mon association aime participer à la fête* sont revenues chacune **5 fois**. Les **formes d'échanges** que le collectif a pu provoquer **entre** les **associations** se déclinent en trois points : *durant les commissions*, **5/7** ; *pendant la fête* **5/7** et *après la fête* **4/7**. Ce dernier point est le plus important pour le collectif, car il témoigne d'une **relation** qui se **crée** entre les **associations** grâce à la **fête**. Cette relation se traduit par un *échange de coordonnées* **4/7**, un *partage de connaissance* **4/7** et un *échange de compétences* **3/7**.

Pour les **associations** dont la **participation** à la Saint-Jean est située entre **5 et 10 ans**, elles sont **5/29**, soit **17 %** de l'**échantillon**. Sur les **modalités** de leur **investissement** dans la fête (tableau 19), on constate que *par le biais d'une connaissance* est plus présente avec **4 réponses** sur **5**, **une seule** réponse pour la modalité *orientée par une autre association*, et suite à une communication n'a obtenu **aucune réponse**.

Tableau 19 : Les modalités d'investissement des associations participant à la Saint-Jean depuis 5 à 10 ans

Par le biais d'une connaissance	4/5
Suite à une communication	0/5
Orienté par une autre association	1/5

Parmi ces cinq associations, **quatre** sont **impliquées** dans les **commissions** de **préparation** de la fête. Concernant les **motifs** (raisons) de leur **participation** (réponses multiples) ils se définissent ainsi : *parce que ça contribue à la valorisation du quartier* **5/5**, *parce que je rencontre d'autres associations/personnes* **5/5** et *parce que mon association aime participer à la fête* **une seule fois** parmi cinq réponses. Sur les **formes d'échanges** existants, on remarque que sur les cinq répondants, **4 soutiennent** qu'elles ont eu lieu *pendant la fête*, **2 durant les commissions** et **un seul après la fête**. La **suite** de ces **échanges** est moyennement intéressante avec ce groupe, car **trois** seulement ont **débouché** sur un **partage de connaissance**. Les **autres** modalités d'échanges : *un échange de coordonnées*, *un échange de compétences* et n'ont **pas débouché** sur quelque chose : chacune a eu **une seule réponse**. Ainsi, ce **groupe des 5 à 10 ans** est non seulement le **moins** important en **effectif**, mais aussi est le seul qui **justifie** pourquoi les **échanges n'ont pas été productifs** : « parce que les compagnons changent de communauté régulièrement » (Les compagnons du devoir) : une information qui intéressante sur la **responsabilité** du **collectif**. Comme le groupe des moins de 5 ans, les associations dans ce groupe **souhaitent** toutes **revenir** aux **prochaines éditions**.

En dernier, on distingue le **groupe des associations** qui **participent** à la **fête depuis plus de 10 ans**. Elles sont **17** sur les 29 répondants, soit **57 %** de l'**échantillon**. Ces associations

sont **investies** à la **fête** de la Saint-Jean : *par le biais d'une connaissance, 10/17 ; suite à une communication, 3/17 ; orienté par une autre association, 5/17*. **15** des associations sont **impliquées** dans les **commissions** de **préparation** contre deux seulement. Concernant les **motifs** (raisons) de leur participation à la fête, ils se déclinent ainsi (tableau 20) :

Tableau 20 : Les motifs avancés par les associations participant à la Saint-Jean depuis plus de 10 ans

Parce que ça contribue à la valorisation du quartier	16/17
Parce que je rencontre d'autres associations/personnes	13/17
Parce que mon association aime participer à la fête	10/17
Pas de réponse	1/17

Les **formes d'échanges** observées dans ce groupe se sont le plus passées : *pendant la fête, 12/17* des réponses, *durant les commissions* avec **10/17** des réponses et en dernier après la fête avec **7/17** des réponses. Grâce à ces **échanges**, ces associations ont **partagé** leurs **coordonnées, connaissances** et **compétences** : **8 réponses** chacune. Les échanges n'ont débouché sur **aucune forme** de **coopération**, en revanche, elles sont toutes prêtes à revenir les prochaines éditions.

À travers ces résultats, le collectif a réussi à obtenir les **informations** qui prouvent que la fête de la **Saint-Jean** est un **événement** qui **rassemble** toutes les **associations** du **collectif** et leur donne l'**occasion** de **créer** des **liens** entre-elles. La fête est un moment qui permet à ces **acteurs** qui évoluent sur le même territoire, un **quartier prioritaire** de **faire connaissance**, mais aussi d'apprendre des autres et aussi sur l'**organisation** de l'événement. Le **point** qui reste **encore à travailler** est les **formes de coopérations** entre les **associations** du collectif **après la fête** et le **suivi** dans les **relations** déjà établies. Un point complexe à cerner pour avancer des propositions, car la **présence** des **membres** dans les **associations** est **irrégulière** et variable. Concernant les **participants** qui viennent de l'**extérieur** du **quartier** voire du

territoire (communes, département), je n'ai pas pu mobiliser ces **données**, car ne seront **disponibles** que, le **jour** de la **fête**.

Le centre social, La **Maison Pop'** situé à Montendre, dans son **exploration** consistant à *développer la capacité à s'engager*, a élaboré et administré un **questionnaire** à ses **salariés** et **bénévoles** (parties internes directes). Dans le centre social, ce sont 19 professionnels de coordination qui assurent le fonctionnement de la structure et **29 individus ont répondu** au questionnaire. En premier lieu, le questionnaire s'est intéressé à recueillir la **perception** des **répondants** de la **situation** du **monde** actuelle, de la **société** dans laquelle elles évoluent. À la **question** de savoir si on vit dans une société inégalitaire ? Les **points de vue** recueillis révèlent : *plutôt d'accord 13/29*, soit **45 %** de l'échantillon et *tout à fait d'accord 16/29*, soit **55 %** de l'échantillon. Après ce **constat** sur la **société**, le centre social s'est interrogé sur le niveau de connaissance de ses membres sur une **action collective** qui a **permis** une **avancée sociale** : *Oui 26/29* des réponses, soit **89 %** et le *Non* est revenu **3 fois** seulement. Même si le **constat** sur la **société** est plutôt **triste**, des **actions collectives** existent pour faire face et **proposer** des **solutions**.

Tableau 21 : Réponses des répondants sur la contribution de « La Maison Pop' » à la transformation de la société ?

Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt pas d'accord
20/29 : 69 %	8/29 : 29 %	1/29 : 3 %

La place ou le **rôle** du **centre social** est ainsi examiné pour **déterminer** son **impact** sur cette **société** (tableau 21). Les répondants sont à **69 % plutôt d'accord** sur le fait que le **centre social** contribue à **transformer** la **société**, **29 %** seulement sont *tout à fait d'accord* et un seul répondant n'est *plutôt pas d'accord*. Le centre social est **très actif** avec les **services** qu'il fournit à la **population** (France services), car la *communauté de commune Haute Saintonge* qui est le seul **EPCI** présent sur ce vaste **territoire** n'a **pas** pris la **compétence action sociale** et **jeunesse** (Véronique, directrice du centre). Ainsi, sur la question à savoir si La Maison Pop'

s'autorise à accompagner des **projets d'habitants s'opposant au pouvoir établi**, les réponses sont : **Oui à 69 %**. Ceci montre une fois de plus que la **cohabitation** entre les **acteurs publics** et ceux du **monde associatif** n'est pas toujours facile et parfois des **désaccords** peuvent exister.

Après le constat, le besoin s'est tourné sur les **répondants en personne** pour évaluer leur **implication** et les **moyens** que « **La Maison Pop'** » met à leur **disposition**. Sur les 29 répondants, **22 sont d'accord** sur le fait que le centre les **autorise à accompagner des habitants**, y compris si leur démarche va à l'encontre du pouvoir établi : **76 % des réponses**. L'impression des **salariés** et des **administrateurs** (bénévoles) donne à croire que la majorité : **97 % sont d'avis** que dans le **centre social**, **ils comptent**. En effet, ce **sentiment** repose sur le fait que **leur parole**, lors des temps clé de l'association, est **prise en compte** : *tout à fait d'accord* à **62 %** et *plutôt d'accord* **35 %**. Cela se traduit par un **sentiment** d'être un **acteur important** dans la structure, cette perception est partagée par **96 % des répondants**.

Tableau 22 : Niveau de perception des responsabilités dans la structure

Responsabilité dans le cadre des actions (notation de 1 à 9)					
4	5	6	7	8	9
1/29 : 3 %	3/29 : 10 %	1/29 : 3 %	8/29 : 28 %	8/29 : 28 %	8/29 : 28 %
Responsabilités au sein de l'équipe (notation de 1 à 9)					
4	5	6	7	8	9
1/29 : 3 %	2/29 : 7 %	3/29 : 10 %	10/29 : 35 %	8/29 : 28 %	5/29 : 17 %
Responsabilité dans le cadre du projet social (notation de 1 à 9)					
4	5	6	7	8	9
1/29 : 3 %	4 /29: 13 %	6/29 : 21 %	3/29 : 31 %	4 /29 : 13 %	4/29 : 13 %

Responsabilité au sein de la société (notation de 1 à 9)					
4	5	6	7	8	9
1/29 : 3 %	5/29 : 17 %	7/29 : 24 %	8/29 : 28 %	4/29 : 13 %	3/29 : 10 %

La description de l'état dans lequel les **salariés** et **administrateurs** se sentent **engagés** et responsables dans le **centre social** reprend en quelque sorte les **formes** de leurs **contributions** dans la structure (tableau 22). Elles se déclinent en **plusieurs formes** car **86 %** des répondants soutiennent que depuis qu'ils sont dans le centre social, ils **participent à tous les temps collectifs**, pour le projet social. Ces temps de travail collectifs produit chez **97 %** des répondants de l'**enthousiasme**. Ainsi, cet état permet d'avoir une idée de l'effectif de **salariés** et **administrateurs** qui a **déjà coanimé un temps collectif : 69 %** de l'échantillon. Concernant les **9** qui ont répondu par la négative (**Non**), **plusieurs raisons** ont été avancées (tableau 23).

Tableau 23 : Les raisons avancées par celles qui n'ont pas encore coanimé un temps collectif pour la structure

Je n'ai pas le temps	Je ne me sens pas à l'aise	Je ne sais pas faire
4/9	3/9	2/9

Le **manque de temps** est la principale **raison** suivie par le **sentiment** de ne **pas** être à l'aise pour animer un temps collectif. Toutefois, tous les **29 répondants** ont avancé **différentes actions** dans lesquelles ils ont chacun **contribué** ou **créé** dans les objectifs du **projet social** : « mobilisation pour faire évoluer le marché nocturne, participation à la semaine de la Petite Enfance (ALSH), organisation d'ateliers et de rencontres avec les parents, etc ». La même chose est également observée sur le **changement** de leur **façon de travailler** avec les **autres** pour être **en cohérence** avec le **projet social** (organisation, posture) : « J'ai fait évoluer la manière dont je gérais les relations partenariales, au niveau local, vers plus de coopération, Laisser ma place, en prendre une autre, plus d'anticipations et de communications avec les autres ».

Le **centre social** de Montendre, avec son agrément de la Caf, propose différents services aux populations de ce territoire. Les **animations socio-culturelles** qu'il propose sur connaissent du succès certes, mais la structure veut plus aller vers l'**innovation sociale** d'où la remise en cause et les **réflexions** autour. Les **salariés et administrateurs** de La Maison Pop' montrent une réelle **envie** de **s'engager davantage** pour **défendre d'autres causes**. Proposer d'**autres** formes d'**animations** et de **projets** pour **répondre** aux enjeux des **inégalités** et décliner des **solutions** concrètes au-delà de l'animation socio-culturelle.

3 / - Bilan de la mesure d'impact social

Dans l'ensemble, cette **mesure d'impact social** qu'a réalisée **en collectif** cinq structures appartenant au **réseau Guid'Asso** de la Charente-Maritime présente un **bilan satisfaisant**. **Trois points** constituent les **éléments** majeurs qui ont permis la **réussite** de l'étude. Le premier est l'**apport** du **cabinet Ellyx**. En accompagnant dans le cadre d'un **DLA** les cinq structures, le cabinet a **facilité** la **compréhension**, l'**appropriation** et leur **implication** dans la démarche de la mesure. L'organisation de l'**accompagnement** en **deux formats** avec les **tutorats collectifs** et les **tutorats individuels** a été **déterminante** dans le processus. En effet, la **méthodologie** qui s'est reposée sur la **théorie du changement** complétée par le **référentiel d'impact** n'est pas familière aux **structures** qui ont éprouvé des **difficultés** pour l'utiliser. « C'est aussi de se dire, faut rentrer dans ces cases-là pour réussir à mesure son impact, ce n'est pas un exercice qui est simple, peut-être le fait d'être en collectif ça permet d'échanger de se dire, tiens cette case-là, je ne l'ai pas compris comme ça (...). Je vois même en discutant avec les collègues, c'est tellement très normé, extrêmement cadré, ce que je ne pensais pas. C'est quelque chose de nouveau pour toutes les assos même si on l'a toujours eu dans la tête, mais on ne savait pas comment le formuler et comment y mettre les mots » (Gabriel). Les **tutorats** ont permis aux structures de **comprendre** la méthodologie **en collectif** d'abord à travers les **échanges** et les **discussions** qu'elles ont eu **entre elles**. Ensuite, les **tutorats individuels** ont permis davantage à ces dernières de **fixer** leur **compréhension** (lever les doutes) et de **construire** leur **approche** : « On n'était pas en capacité de la nommer, réfléchir à une problématique » (Laure).

Finalement, les **structures** se sont bien **adaptées** à la démarche et ont réussi à se **familiariser** avec les **termes** utilisés sur la théorie du changement et le référentiel d'impact : finalités, objectifs stratégiques, opérationnels, etc. Cette **familiarisation** s'est traduite par l'**utilisation** de ce vocabulaire dans leurs **instances** de gouvernance en interne : conseil d'administration. J'ai aussi remarqué que les **termes utilisés** par le **cabinet** sur la théorie du changement ne sont **pas** les **mêmes** que l'on **utilise** pour une grille d'analyse dans le **champ académique** : les effets = indicateurs et les indicateurs = variables.

Le second élément qui a fait la réussite de la MIS est l'**implication des structures** elles-mêmes. Lors des **temps collectifs**, elles étaient à chaque fois **présentes** avec au minimum **deux représentants** salariés ou bénévoles chacune. Plus encore, malgré les contraintes, elles ont réservé durant toute l'étude des **temps** en **autonomie** en interne pour **travailler** leur **méthodologie**. Elles ont chacune essayé de mettre en place un **comité de pilotage** de deux personnes minimum (5 pour La Maison Pop'), qui **décline** les **objectifs**, **trace** la **conduite** et **porte** les **actions**. Dans les cinq structures, chaque Copil **se concerte** avec le **conseil d'administration** de l'association qui **approuve**, **modifie** et **propose** des **pistes** de réflexions.

Le dernier élément à qui on pourrait attribuer la réussite de la mesure d'impact social est le **SDJES**. Le service départemental jeunesse, engagements et sports qui pilote le réseau Guid'Asso a mis à la **disposition** des **structures** tous les **moyens nécessaires** pour leur faciliter la tâche. D'abord, il y a le **stage** à travers lequel je me mets au service des structures et leur apporte mes **compétences** et mes **savoirs**. En illustration, j'ai participé à l'**élaboration** des **outils d'enquêtes** de chacune des structures, **réalisé** pour le compte de l'association **Angoul'Loisirs** une **enquête** (entretiens, observations) lors du festival de prévention pour compléter leur grille. En-dehors de cet accompagnement pour la MIS, j'ai réalisé des **entretiens** avec chacune des **cinq structures**, assisté à plusieurs **rencontres** avec d'**autres associations**, des **partenaires institutionnels** comme la DDTM ou encore la Caf, **voyagé** sur une bonne partie du **département** pour découvrir les **territoires** dans lesquels **évoluent les associations** de La Charente-Maritime et pour comprendre le secteur. C'est également grâce au SDJES que l'association **Angoul'Loisirs** a obtenu le **soutien** de la direction académique de services de l'éducation nationale (**Dasen**) pour **diffuser** son **questionnaire** (échelle de Rosenberg) **aux collègues** de la Cda de La Rochelle. À côté de cet appui que j'apporte aux structures, je me suis consacré, tout long de l'étude, à des **temps** de **recherches** et des

réflexions pour les **besoins du SDJES**. En effet, en dehors de dynamiser et outiller davantage les membres du réseau Guid'Asso, le service départemental souhaiterait **renforcer** la **capacité** des **structures associatives**. **Faire** une mesure d'impact social, **en collectif**, permet à ces dernières d'aller vers **l'innovation** et de **monter en compétences** face au contexte social, législatif et financier complexe. Ainsi, pour tous ces besoins, j'ai fait « **une mesure de l'impact sur l'impact social** » comme le disait souvent ma responsable dans le service. Au travers d'une **vision globale** sur l'ensemble de la **démarche** (MIS), j'ai accordé une grande importance à **relever** les **difficultés** éprouvées par les structures, les **points communs** et les **points noirs**, qui se dégagent. L'**objectif** est qu'à l'issue de l'étude, qu'on arrive à **élaborer** un **guide** ou livret de **bonnes pratiques** qui reprend toutes ces parties et **propose un parcours commenté** pour **guider** toutes structures qui veulent s'engager.

Cette **mesure d'impact social** révèle un **fort engagement** des **associations** du département, du réseau **Guid'Asso 17**. Elle montre leur implication et leur **envie** de **changer le monde** (innovation), de **monter en compétences**, d'avoir **plus** de **considération**, et enfin, **l'importance** de **l'éducation populaire**. Les **animations socio-culturelles** et **pédagogiques** qu'elles mettent en œuvre pour les **populations** de **toutes catégories** socioprofessionnelles et de **tous âges** participent à la **cohésion** des **territoires**, à la **lutte** contre les **inégalités** de tous genres. Cependant, leur **non-familiarisation** avec une **démarche** comme la mesure d'impact social s'est fait **ressentir** plusieurs fois tout au long de **l'étude**. En illustration, la **fondation** « fier de nos quartier » qui m'avait semblé être la structure qui s'est le **mieux appropriée** la **méthodologie** (théorie du changement et référentiel d'impacts) avait par la suite **élaboré** un **deuxième questionnaire ciblé** sur 5 entreprises uniquement. La **procédure** de **départ** pour **administrer** le premier **questionnaire** à toutes les entreprises adhérentes à la fondation a **évolué** en cours de route et elle s'est retrouvée finalement avec des **données sans savoir** qui a **répondu**. L'**absence** de **questions filtres** a été évoquée et elle a préféré ainsi élaborer un autre questionnaire. Les questions filtres, bien que très **importantes** dans un questionnaire, leur présence ou leur absence peut n'avoir **aucun effet** sur les **résultats** si on **maîtrise le cadrage** de **départ** et la **procédure d'administration**. Dans le cas où les **résultats** obtenus ne semblent **pas satisfaisants**, on peut encore les **enrichir** via une **petite enquête** ou un **sondage** pour **éviter** de demander sur un **temps court** aux mêmes personnes de **répondre** encore aux questions.

Le choix de l'association Angoul'Loisirs sur le **questionnaire** de **Rosenberg** m'a semblé être un **choix** par défaut face aux **contraintes**. L'outil est déjà **disponible** et **facile à utiliser**, ne **nécessitant** ni du **temps** et ni des **moyens** à mettre à disposition. Cependant, **par rapport** à la **question évaluative** de la structure et les **indicateurs visés**, je pense qu'une **autre approche** sous forme de **questionnaire** et d'**enquêtes** auprès des **personnes** (jeunes) qui ont **déjà participé** au festival les **cinq dernières années** pourrait être encore plus **intéressante**. Le fait que la plupart des **jeunes collégiens soutiennent** que le fait d'avoir **participé** à ce **projet** de tournage de film n'a pas changé quelque chose en eux : estime et confiance en soi par exemple, peut s'expliquer parce qu'ils n'ont **pas** pris **assez de recul** avec cette **expérience** pour voir et constaté l'impact. Les **variables** n'ont **pas** été au préalable défini clairement pour pouvoir accompagner l'échelle de Rosenberg. Les **données** obtenues pendant le **festival** proviennent de films qui ont été sélectionnés : 36 sur 295 reçus. La **frustration** de **ceux** dont leurs **films** n'ont **pas** été **sélectionné** peut **remettre en cause** les **résultats** sur l'estime de soi et les variables aussi. En complément, je peux ajouter un point important avec **FestiPrev** et le projet de **tournage** de courts-métrages, c'est que les jeunes le font **en groupe**. Une **expérience sociale** qui correspond avec les objectifs de l'**éducation populaire** : le vivre-ensemble.

En dernier dans cette partie de bilan, l'**implication** de **cabinets spécialisés** comme Ellyx dans le **cadre des DLA** soulève quelques **interrogations**. En effet, proposer aux structures la théorie du changement avec le référentiel d'impact et les guidées à remplir les cases suffit-il à les aider à se **remettre en cause** et apporter de nouveaux **changements** dans leur **modèle** et aller vers l'**innovation sociale** ?

Conclusion

Le secteur de **l'économie sociale et solidaire** en France est constitué par les associations, les fondations, les mutuelles et les coopératives. C'est un secteur **très dynamique** qui **emploie** de nombreux salariés : **9,6 %** du PIB (Insee, 2018). Les **associations** et les **fondations** qui font l'**objet** de cette **mesure d'impact social** constituent respectivement **75 %** et **4 % de l'emploi** dans le secteur de l'**ESS** en **France**. L'existence des **associations** depuis le moyen-âge exprime la **prise en compte** prématuré des **inégalités** et **injustices** dans la **société** et témoigne du **besoin** de **l'homme** à agir pour **apporter** des **solutions**. Les **fondations** aussi sont **nées** dans cette **même logique** de manœuvre et d'**actions** pour soulager et **réduire** les **maux** de la **société**. Aujourd'hui, les **associations** sont largement **présentes** sur tous les **territoires français**, **urbains** comme **ruraux**, sous des **formes** et des **appellations différentes**.

Aborder l'**environnement général** de l'économie sociale et solidaire (**ESS**) a été un **prétexte** pour partir du **général** au **particulier**. Le **financement public** et le **bénévolat** sont des **facteurs** qui soutiennent l'existence et la **pérennité** de ce **secteur de l'ESS** même si toutes les structures n'éprouvent pas les mêmes difficultés. Le **contexte économique** d'aujourd'hui fait que les **associations** sont **tenues** de montrer voire **prouver** leur **utilité sociale** pour continuer d'exister, pour pouvoir bénéficier d'une aide. D'un côté, il y a l'aspect du **financement** pour le **fonctionnement** : animation de projets ; de l'autre côté, le **besoin de reconnaissance** et de valorisation semble plus **important** pour certaines **structures** qui veulent **passer le cap** de **l'interventionnisme**. Une **envie d'innover** et de **monter en compétences** pour assumer son **modèle de fonctionnement**, de gouvernance, d'action et d'animation.

Le territoire de la **Charente-Maritime** fait partie de ceux qui ont un **tissu associatif très dynamique** et **diversifié** en France. La **configuration géographique** (ouverture sur l'Atlantique) et **socioéconomique du territoire** (vieillesse de la population et suprématie du secteur tertiaire), dans un sens, **justifie** la **pertinence** de **l'action** des **cinq structures** de la MIS. Les **acteurs publics** ont besoin des **acteurs du milieu associatif** pour porter les **projets de développement** et **agir auprès** des **populations**. La participation habitante appelle les habitants à donner leurs avis sur des projets en rapport avec leur territoire. L'implication de bureaux d'études et d'experts spécialisés pour les projets de développement comme les projets alimentaires territoriaux (PAT) doit aussi mobiliser les **acteurs associatifs** qui ont **l'expérience du terrain**.

La **théorie du changement** et le **référentiel d'impact** sont deux **outils complémentaires** qui permettent une mesure d'impact social ciblée, **pragmatique** et **efficace**. Les **cinq structures** ont réussi à trouver dans un premier temps des **éléments encourageants** qui vont leur permettre de **poursuivre** leurs **explorations**. Développer la fierté et **l'estime de soi** des **jeunes** à travers le festival de films de prévention a été satisfaisant sur le fait que l'on observe chez les collégiens un **renforcement** de la **capacité à prendre la parole**, à **exprimer** son **expérience** et à **développer** ses **relations interpersonnelles**. Toutefois, des **ajustements** devront permettre d'**adapter** dans le futur le **besoin** et **l'approche méthodologique** : étudier par exemple, le **parcours** des **participants** des **dernières éditions** plutôt que **l'estime de soi** avec l'échelle de Rosenberg qui est moins pertinente. La **coopération** et **l'interconnaissance** entre les **associations** pour le collectif de **Villeneuve** est satisfaisante bien qu'il démontre des **mesures type « question-réponse »**, pour avoir un **diagnostic** de **base** et **moins** sur des **liens de cause à effet**, pour une analyse factorielle par exemple. Le développement de la **capacité à s'engager**, étudié par le **centre social** de Montendre a également révélé des points de satisfaction sur **l'adhésion** au **projet social**, le nombre, les **formes** et les **types d'animations** sans pour autant amener de **réponses concrètes** sur le fait que **l'animation socioculturelle** ne suffit **pas pour changer le monde**.

La **logique d'estimation de l'aspect social** permise par la théorie du changement et le référentiel d'impact semble être sur une **pertinence** avec ces **outils** qui répondent à des **besoins** bien **distincts**. Elle va sûrement être **perfectionner** au fur et à mesure que des études vont être mener pour un jour arriver à proposer une **méthodologie** plus **efficace** et moins coûteuse. Les **associations**, bien que marquées par une **autonomie limitée** pour le **pilotage** et la **gestion** de la mesure d'impact social (ressources humaines, financières), sont **déterminées** à **aller** vers **l'innovation** et la **valorisation** de leurs **actions**. La **volonté du SDJES 17** de **mettre à leur disposition** les **outils nécessaires** pour que d'autres puissent y parvenir plus facilement est également accompagner d'une **prise de précautions** afin d'**éviter** le **piège** des **rapports d'activités**. Je me suis toujours demandé depuis mon premier jour de stage, **combien** de structures associatives seront **capables** de faire une mesure d'impact social sans l'aide de personnes extérieures.

Bibliographie

A

Alix N., 2015. Mesure de l'impact social, mesure du « consentement à investir », Revue internationale de l'économie sociale, Numéro 335, p. 111–116.

Alice N, Baudet A., 2013. La mesure de l'impact social : facteur de transformation du secteur social en Europe, CIRIEC 4TH ICOSE, pages 1 à 23.

https://base.socioeco.org/docs/impact_social_ciriec_4eme_conference_vpost.pdf

Angeon V. et Callois J-M., 2005. Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? Openedition, p. 19-50.

<https://journals.openedition.org/ei/890>

Arnstein S R., Bacqué M-H., Gauthier M., 2011. Participation, urbanisme et études urbaines, Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » Dans Participations /1 n° 1, pages 36 à 66.

Associations mode d'emploi, 2012, n°5, page 4 à 6. 2023, n° 246, pages 4 à 5.

B

Baromètre de l'entrepreneuriat social, 2019, 7e édition, p 1 à 20.

Baker W., 1990. « Market Networks and Corporate Behaviour », American Journal of Sociology, vol. 96, p 589-625.

Besançon E., Chochoy N., 2019. Mesurer l'impact de l'innovation sociale : quelles perspectives en dehors de la théorie du changement ? Dans RECMA 2 n° 352, pages 42 à 57.

Blanc Y., 2018. De l'impact social à la chaîne de valeur élargie, La Fonda – Avise – Labo de l'ESS, Étude « ESS et création de valeur », Annexe au rapport intermédiaire n°2.

Bresson M., 2014. La participation : un concept constamment réinventé. Analyse sociologique de son usage et de ses variations », Openedition 9 varia, p 1 à 18.

Bonvalot H., 2015. Les associations, Dans Économie sociale et solidaire, pages 69 à 105.

Bouquet C., Vacher L., Vye, D., 2019, Que nous dit l'offre Airbnb sur l'évolution des territoires touristiques ? Le cas de La Rochelle/Île de Ré, Openedition 125 varia, p 1 à 20.

C

Chevallier, T., 2022. Engagement associatif. In G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau,

Cottin-Marx M., 2019. Histoire du monde associatif français, Cairn dans Sociologie du monde associatif, pages 7 à 27.

Clavagnier B, Bucolo E., 2013. Service social d'intérêt général : des contours à préciser. Dans Juris associations 488, pages 21 à 31.

D

Defalvard H, Introduction générale. Quand la culture et l'économie sociale et solidaire ont rendez-vous, Dans Culture et économie sociale et solidaire (2019), pages 5 à 15.

Diaye M-A., Benhamou S., 2016. Responsabilité sociale des entreprises et compétitivité, Évaluation et approche stratégique, France Stratégie, page 5 à 150.

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/responsabilite-sociale-entreprises-competitivite>

Duverger T., 2023. L'économie sociale et solidaire, Collection : Repères, Éditeur : La Découverte De l'œuvre sociale à la maison sociale, Pages 128.

E

Eynaud P., Mourey M., 2015. Une étude de cas autour de la mesure de l'impact social, Dans Revue française de gestion n° 247, pages 85 à 100.

Eynaud P., 2019. Solidarité et organisation : penser une autre gestion, Openedition édition Érès, p 248.

F

Fayet-Scribe S., 1990. Genèse de la résidence sociale de Levallois-Perret : De l'œuvre sociale à la maison sociale, Cairn, pages 19 à 43.

<https://www.cairn.info/la-residence-sociale-de-levallois-perret-1896-1936--9782865861422.htm>

Frimousse S, Peretti J-M., 2020. Impact social positif et création de valeur, Dans Questions(s) de management n° 27, pages 91 à 130.

Fernández-Martínez JL, Garcia-Espin P, Jimenez-Sanchez MN, 2020. Participatory Frustration : the Unintended Cultural Effect of Local Democratic Innovations, Administration & Society, vol 52 (5).

G

Garcia S., Roucoules A., Catalano C., Boulanger S., 2020. Introduction, Centres sociaux et culturels, Création de lien social, tensions et enjeux, Dans Empan n° 120, pages 22 à 25.

Gourgues G., S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (Éds.), Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition). GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/engagement-associatif-2022>.

Guide pratique des associations, 2021. Centre des ressources départementales de la vie associative, 14e édition, pages 21 à 107.

H

Hexopée, 2022. L'éducation populaire, Raconte-moi ton métier, page 10 à 38.

I

Institut national de l'éducation populaire (Injep), 2023. Les chiffres clés de la vie associative.

L

Lecigne A., and Tolve R., 2010. Normativité et mesure de l'estime de soi, *Journals Open* 39/2, p. 219-240.

Luleck M., 2012. Associations mode d'emploi, n°136, page 4 à 6.

M

Mazeaud A., Nonjon M., 2010. Les enseignements d'une comparaison manquée. Les professionnels de la participation en France et au Québec, *Dans Politix* 2017, n° 120, pages 61 à 86.

Mazeaud A., 2012. Administrer la participation : l'invention d'un métier entre valorisation du militantisme et professionnalisation de la démocratie locale, *Openedition*, 79 | Automne 2012 *Produire la démocratie*, p. 45-58.

Michel Lulek., Février 2023, Associations mode d'emploi, n°246, page 4.

Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative., 2021. Cahier des clauses techniques particulières, formation des acteurs de l'accompagnement associatif.

O

O'Miel J., Gourgues G., Mazeaud A., Nonjon M., Parizet R., 2017. Une sociologie critique de la démocratie participative est-elle utile ? *Dans Participations* n° 19, pages 221 à 242.

Observatoire de l'agglomération de La Rochelle, Les cahiers, n° 5 février, 2022.

Philippe Eynaud, Nathalie Lallemand-Stempak "Vers une autre gestion", *Liens qui libèrent*, 2022).

P

Panorama statistique Jeunesse, sport, cohésion sociale, 2020. Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Nouvelle-Aquitaine

Prouteau L., 2022. Le bénévolat dans le compte satellite de l'économie sociale, Dans RECMA n° 366, pages 68 à 83.

R

Rapport public du conseil d'État., 2002. Les associations et la loi de 1901, cent ans après.

<https://www.conseil-etat.fr/CE/etudeannuelle/EA2000.pdf>

Renault-Tinacci M., 2022. Qu'échange-t-on vraiment avec le mécénat de compétences ? Dans Éducation Permanente n° 233, pages 103 à 115.

Recherche & Solidarités, 2010. Le bénévolat selon les générations, Baromètre d'opinion des bénévoles, cahier n°9, juillet, pages 2 à 7.

<https://www.recherches-solidarites.org/media/uploads/benevolatselonlesgenerations.pdf>

Recherches et Solidarités., 2022. Associations en région, Repères et Chiffres clés, pages 2 à 9.

<https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/10/FichesRegionalesVA2022.pdf>

S

Synthèse de l'étude réalisée par l'Avise, La Fonda et le Labo de l'ESS., 2019. ESS création de valeur, une approche prospective de la mesure d'impact social.

T

Tchernonog V., 2012. Le secteur associatif et son financement Viviane Tchernonog, Dans Informations sociales n° 172, pages 11 à 18.

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2012-4-page-11.htm>

Tchernonog V., Prouteau L., Tabariés M., Flahault É., 2014. L'état des associations après la crise, Dans RECMA, n° 332, pages 112 à 123.

Tchernonog V., 2017. Évolutions et transformations des financements publics des associations, Lionel Prouteau, Dans Revue française d'administration publique n° 163), pages 531 à 542.

<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2017-3-page-531.htm>

Tran S., Arreola F., 2019. Soutien des incubateurs à l'innovation sociale sur les territoires : le cas d'I-Engage, Dans Entreprendre & Innover n° 41, pages 19 à 31.

V

Vovard A., 2011. Aides d'Etat : le nouveau paquet Almunia adopté par la Commission européenne, gazette des communes, Dans Europe.

<https://www.lagazettedescommunes.com/91984/aides-detat-le-nouveau-paquet-almunia-adopte-par-la-commission-europeenne/>

Sitographie

LegiFrane : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000046861095

Guide des dons et donations :

<https://www.dons-legs.com/v2/liste-des-associations-membres-don-en-confiance/>

Fondation de France :

<https://www.fondationdefrance.org/fr/cat-creeer-une-fondation/fondation-fonds-de-dotation-association-quelles-differences>

Avisé : <https://www.avise.org/>

Ifop : <https://www.ifop.com/>

Injep : <https://injep.fr/>

Recherches et Solidarités : <https://recherches-solidarites.org/>

Associations.gouv.fr : <https://www.associations.gouv.fr/>

Préfecture de la Charente-Maritime

<https://www.charente-maritime.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Relations-avec-les-collectivites-locales/Politiques-territoriales/Carte-de-l-Intercommunalite-en-Charente-Maritime-au-1er-janvier-2020>

Tables des matières

Remerciements	2
Plan	3
Introduction.....	4
Chapitre 1 : Quelques éléments constitutifs de l'économies sociale et solidaire.....	12
1 / - Définition et historique des associations.....	12
2 / - Les fondations en France	13
3 / - Les centres sociaux en France.....	15
Chapitre 2 : La mesure d'impact social : un besoin actuel de rationalisation.....	18
1 / - L'économie sociale et solidaire : un secteur bien particulier	23
2 / - Le financement publique et la gestion des associations : une source de tensions	26
3 / - Le bénévolat, un secteur en crise ?	31
Chapitre 3 : Les relations entre structures de l'ESS et les partenaires institutionnels	36
1 / - Des associations face aux contraintes administratives	36
2 / - Une nouvelle forme de coopération nécessaire entre les acteurs publics et le monde associatif	37
3 / - L'Etat dans son rôle de facilitateur	41
Chapitre 4 : La Charente-Maritime un territoire contrasté mais dynamique	44
1 / - Une économie dominée par le secteur tertiaire.....	49
2/- Une forte représentation du tissu associatif	52
3 / - Méthodologie de la mesure d'impact social sur les cinq structures volontaires	54
Chapitre 5 : Des premiers résultats révélant des impacts positifs.....	61
1 / - Sur les parties prenantes externes	67
2 / - Sur les parties prenantes internes	79
3 / - Bilan de la mesure d'impact social.....	86
Conclusion	90
Bibliographie.....	92
Tables des matières.....	97
Tableaux des figures.....	98
Table des tableaux.....	99
Glossaire	100
Annexes	102

Tableaux des figures

FIGURE 1 : EVOLUTION REGIONALE DE L'EMPLOI DANS LES ASSOCIATIONS ET DANS LE SECTEUR PRIVE	19
FIGURE 2 : LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME ET CES ARRONDISSEMENTS EN 2019	44
FIGURE 3 : REPARTITION DE LA POPULATION DE LA CHARENTE-MARITIME EN % EN 2019	46
FIGURE 4 : CARTE REPRESENTANT LES EPCI EN CHARENTE MARITIME.....	47
FIGURE 5 : LE TERRITOIRE DE LA CDA DE LA ROCHELLE	48
FIGURE 6 : HEBERGEMENT TOURISTIQUE MARCHAND ET OFFRE AIRBNB DANS LES QUARTIERS DE LA ROCHELLE EN MAI 2017	51
FIGURE 7 : REPARTITION PAR SECTEUR DES EFFECTIFS DE CREATION D'ASSOCIATIONS EN NOUVELLE-AQUITAINE LES TROIS DERNIERES ANNEES.....	52
FIGURE 8 : EVOLUTION DES EFFECTIFS ASSOCIATIFS EN REGION ET AU PLAN NATIONAL (BASE 100 EN 2012)....	53
FIGURE 9 : CALENDRIER DE LA MIS PROPOSE PAR ELLYX.....	54
FIGURE 10 : LA THEORIE DU CHANGEMENT PRESENTEE PAR ELLYX LORS DU MODULE 1	56
FIGURE 11 : SYNOPTIQUE DE L'ORGANISATION GENERAL DE L'ACCOMPAGNEMENT (ELLYX)	57
FIGURE 12 : LE REFERENTIEL D'IMPACT PROPOSE PAR ELLYX	58
FIGURE 13 : SYNTHESE DES DIFFERENTES PHASES DE LA MIS PROPOSE PAR ELLYX.....	59
FIGURE 14 : L'ECHELLE DE ROSENBERG ET CES 10 ENONCES.....	68
FIGURE 15 : GRILLE D'ANALYSE ET D'INTERPRETATION DES RESULTATS.....	69
FIGURE 16 : LES COLLEGES DE LA CDALA DE LA ROCHELLE ET LE QUESTIONNAIRE (ECHELLE DE ROSENBERG)....	70

Table des tableaux

TABEAU 1 : PART DE L'EMPLOI DES ASSOCIATIONS DANS L'ESS	27
TABEAU 2 : LES DIFFERENTES COMPETENCES DES COMMUNES ET EPCI	38
TABEAU 3 : LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME ET CES ARRONDISSEMENTS	45
TABEAU 4 : EVOLUTION DES EFFECTIFS DE PERSONNES AGEES DE 60 ANS ET PLUS DE 2008 A 2019	46
TABEAU 5 : : LES PCS LES PLUS REPRESENTATIFS DANS LA POPULATION DU DEPARTEMENT (17).....	47
TABEAU 6 : STRUCTURATION DE L'EMPLOI DANS L'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE	49
TABEAU 7 : LES STRUCTURES ASSOCIATIVES PARTICIPANT A LA MESURE D'IMPACT SOCIAL.....	55
TABEAU 8 : L'IMPACT SOCIAL SUR LES PARTIES PRENANTES EXTERNES.....	61
TABEAU 9 : L'IMPACT SOCIAL SUR LES PARTIES PRENANTES INTERNES	64
TABEAU 10 : RECAPITULATIF DES RESULTATS DES 6 COLLEGES AYANT REPONDU.....	71
TABEAU 11 : LES RESULTATS DU COLLEGE FABRE D'EGLANTINE (C1)	72
TABEAU 12 : LES RESULTATS DU COLLEGE DE L'ATLANTIQUE (C2)	73
TABEAU 13 : LES RESULTATS DU COLLEGE JEAN GUITON (C3)	74
TABEAU 14 : LES RESULTATS DU COLLEGE BEAUREGARD (C4)	75
TABEAU 15 : LES RESULTATS DU COLLEGE FRANÇOISE DOLTO (C5)	76
TABEAU 16 : LES RESULTATS DU COLLEGE ANDRE-MALRAUX (C6)	77
TABEAU 17 : LES SCORES MOYENS PAR ENONCES ET PAR COLLEGES	77
TABEAU 18 : LES MODALITES D'INVESTISSEMENT DES ASSOCIATIONS PARTICIPANT A LA SAINT-JEAN DEPUIS MOINS DE 5 ANS	80
TABEAU 19 : LES MODALITES D'INVESTISSEMENT DES ASSOCIATIONS PARTICIPANT A LA SAINT-JEAN DEPUIS 5 A 10 ANS	81
TABEAU 20 : LES MOTIFS AVANCES PAR LES ASSOCIATIONS PARTICIPANT A LA SAINT-JEAN DEPUIS PLUS DE 10 ANS	82
TABEAU 21 : REPONSES DES REPONDANTS SUR LA CONTRIBUTION DE « LA MAISON POP' » A LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE ?	83
TABEAU 22 : NIVEAU DE PERCEPTION DES RESPONSABILITES DANS LA STRUCTURE	84
TABEAU 23 : LES RAISONS AVANCEES PAR CELLES QUI N'ONT PAS ENCORE COANIME UN TEMPS COLLECTIF POUR LA STRUCTURE	85

Glossaire

ADDES : association pour le développement des données sur l'économie sociale

AES : association d'économie sociale

ANS : Agence du numérique en santé

AVAL : accompagnement à la vie associative

AG : assemblée générale

CAF : caisse d'allocations familiales

CCAS : centre communal d'action social

CAS : collectif actions solidaires

CDIJ : centre départemental information jeunesse

CdaLR : communauté d'agglomération de La Rochelle

CSP : catégories socioprofessionnelles

Ciriec : centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative

CIS : contrat d'impact social

CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale

CSESS : conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire

Copil : comité de pilotage

Cotech : comité technique

DASEN : direction académiques des services de l'éducation nationale

DDCS : directions départementales de la cohésion sociale

DDVA : déléguée départementale à la Vie associative

DDTM : direction départementale des territoires et de la mer

DLA : dispositif local d'appui

DRAC : direction régionale des Affaires culturelles

DRAJES : délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

ENAD : école nationale pour adultes

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

ESS : économie sociale et solidaire

ESUS : entreprise solidaire d'utilité sociale

FDVA : Fonds de Développement de la Vie Associative

FONJEP : fond de coopération de jeunesse et d'éducation populaire

IFI : impôt sur la fortune immobilière

IFOP : Institut français d'opinion publique

INJEP : Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Geces : groupe d'expert de la Commission européenne sur l'économie sociale

LIENSs : littoral environnement et sociétés

MAIA : mission d'accueil et d'information des associations

MIS : mesure d'impact social

NOTRe : nouvelle organisation territoriale de la République

ODD : objectif du développement durable

OSBL : organisme sans but lucratif

PAVA : point d'appui à la vie associative

PLU : plan local d'urbanisme

PPE : partie prenante externe

PPI : partie prenante interne

QPV : quartier prioritaire de la ville

RIUESS : réseau interuniversitaire de l'ESS

RSE : responsabilité sociétale et environnementale

R&S : recherches et solidarité

SAS : société par actions simplifiée

SARL : société à responsabilité limitée

SCIC : société coopérative d'intérêt collectif

SDJES : service départemental jeunesse, engagements et sports

Scop : société coopérative et participative

URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales

Annexes

Annexe 1 : Les parties prenantes autour de ce stage

La Chaire Participations, médiation et transition citoyenne est née récemment dans le cadre du projet La Rochelle territoire zéro carbone (LRTZC). Cette dernière est le programme qui vise à inscrire le territoire de La Rochelle sur une trajectoire de neutralité carbone. C'est le résultat d'une volonté commune de la communauté de communes de La Rochelle, l'université, la ville de La Rochelle et le port de commerce, Port Atlantique. Elle vise à poser les bases d'une démarche inclusive réunissant tous les acteurs permettant ainsi l'ouverture du monde universitaire. La chaire a pour objectif de favoriser le dialogue avec les autres acteurs : les citoyens, les associations, les institutions, les élus, le secteur privé et de garantir par la même occasion une démarche pragmatique, claire et réfléchie. En d'autres termes : construire et animer un écosystème scientifique et territorial rassemblant à la fois les acteurs et chercheurs intéressés par les thématiques de la chaire. Nourrir la réflexion sur les enjeux de gouvernance, concertation et citoyenneté dans les villes et territoires en transition. Favoriser les circulations et échanges de savoir entre chercheurs de différentes disciplines mais aussi entre les chercheurs et les acteurs du territoire. Rendre visibles les recherches conduites par les chercheurs de l'Université et leurs partenaires sur les thématiques de la Chaire (site officiel).

Le Service départemental Jeunesse Education Sports (SDJES) anciennement connu sous le nom de DDCS est implanté au sein de la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN). C'est un des services de l'État qui agit dans les champs de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement, de la vie associative et des sports. Le SDJES de la Charente-Maritime est dirigé par un chef de service inspecteur, de conseillers jeunesse, éducation populaire (CEPJ) et de conseillers d'animation sportive (CAS) : quatre chacun et de quatre autres agents administratifs. Le SDJES 17 est implanté au cœur de l'arrondissement de La Rochelle, en plein centre de la ville dans la cité administrative Duperré, qui abrite plusieurs autres services de l'État. C'est un service déconcentré de l'État qui est organisé autour de trois pôles qui regroupent chacun des sous-services dirigés par des conseillers-ères suppléés un-e assistant-e.

Le pôle jeunesse gère tout ce qui est en rapport avec la qualité des accueils, la protection des mineurs (ACM), les politiques éducatives territoriales et de continuité éducative. Ce pôle assure la formation des acteurs de l'animation et de la jeunesse : le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) en plus du programme partenarial de stages. Le pôle jeunesse est également impliqué dans l'accompagnement des projets de jeunesse et d'éducation populaire : projet en quartier politique de la ville, projets sur le numérique et l'audiovisuel, les politiques partenariales en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Le pôle engagement et vie associative comprend la délégation départementale à la vie associative qui s'occupe de l'information, l'accompagnement et le développement de la vie associative. C'est la délégation qui assure le fonds de développement de la vie associative (FDVA) et qui s'occupe aussi du réseau Guid'Asso (confer partie), ajouté la mission des médailles de la jeunesse et de l'éducation populaire. Le pôle se charge également de l'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire (JEP) et du fonds de coopération de jeunesse et d'éducation populaire (FONJEP) (confère partie). C'est dans ce pôle engagement que la gestion du service civique et du service national universel est assurée.

Le pôle sports : pour la réglementation des activités physiques et sportives et la protection des usagers est garantie : entre autres la déclaration des éducateurs sportifs, les incapacités, les manifestations sportives, la police administrative, les visites et les contrôles des infrastructures. Les conseillers de ce pôle s'occupent aussi de la réglementation, de l'homologation et du recensement des équipements sportifs. En collaboration avec l'agence nationale du sport et la conférence régionale du sport, le pôle sport travaille sur le projet sportif territorial notamment sur les appels à projet, le soutien à l'emploi et à l'apprentissage dans le sport. Il y'a aussi le volet sport avec la santé et le bien-être qui est couvert par le pôle. Des questions d'actualité comme le développement du sport pour tous et les inégalités d'accès à la pratique sportive sont prises en charge à travers plusieurs dispositifs pilotés par le pôle sport : sport dans les territoires carencés, aisance aquatique et savoir nager, savoir rouler à vélo, sport femmes, sport handicap, sport pour tous, sport scolaire, sport olympique. Un volet accompagnement à la professionnalisation de l'emploi est aussi assuré avec les certifications, le Sesame, ou encore l'accompagnement pour la validation des acquis de l'expérience (VAE). En dernier dans ce pôle, des questions comme la lutte contre les incivilités et les violences dans le sport sont traitées. Un volet promotion de l'éthique, des valeurs du sport, de la lutte contre les violences sexuelles est aussi présent.

Le centre départemental information jeunesse (CDIJ) : une association représentant le Mouvement Associatif au niveau départemental. Pour rappel, ce dernier est le regroupement le plus important de réseaux représentant plus de la moitié des associations en France. Il a été créé en 1992 afin de promouvoir la liberté d'association et la vie associative. Il est très bien organisé à l'échelle nationale et dans chaque région. Il s'est donné pour objectif de représenter le secteur associatif auprès des différents interlocuteurs publics et privés. Le mouvement associatif est aussi signataire de la charte d'engagement réciproques entre l'Etat, les collectivités et les associations le 14 février 2014. Charte qui reconnaît le rôle joué par les associations dans la société civile (Guide pratique de l'association des Deux Sèvres, 2021). Le Mouvement Associatif a toujours été le principal demandeur et co-constructeur des dispositifs que l'Etat français met en place dont le plus récent est Guid'Asso (confer partie 3). Le CDIJ de La Charente-Maritime est une association d'éducation et de jeunesse (agrément). Il est engagé dans l'accompagnement et le conseil aux jeunes sur divers sujets : études, orientation, emploi, alternance, job, stage, accès aux droits, santé, mobilité internationale, entrepreneuriat et citoyenneté. Le SDJES 17 a choisi le CDIJ 17 pour co-piloter le réseau Guid'Asso 17, pour des raisons de neutralité dans un environnement où les plupart structures associatives lorsqu'elles

s'engagent veillent activement à défendre leurs propres intérêts. Dans ce cadre, il anime avec la déléguée départementale à la vie associative des ateliers sur la formation et l'accompagnement des membres du réseau Guid'Asso, tant sur leurs besoins en tant que structures associatives (fonctionnement, règlements) mais aussi pour leurs missions en lien avec le réseau. Le centre est aussi impliqué dans la construction de la politique de communication et de développement du réseau sur tout le territoire du département.

Annexe 2 : Les services d'intérêt généraux : le paquet Monti-Kroes en 2005 et sa révision par la commission européenne en 2011.

« En 2003, la Cour européenne de justice a statué sur les compensations de service public dans le cadre de l'affaire Altmark Trans, du nom d'une entreprise de service de bus à laquelle, 1990, un canton allemand avait accordé une licence d'exploitation, contrat renouvelé sans appel d'offres en 1994 et 1996. Y étaient stipulées certaines obligations fixées par la collectivité en matière de tarifs et d'horaires. En échange, le canton s'engageait à compenser le déficit d'exploitation par des aides financières. Une entreprise concurrente a attaqué en justice et la juridiction lui a donné raison en annulant les licences octroyées. L'affaire a été renvoyée à la Cour européenne de justice qui a décidé de maintenir le principe des versements compensatoires en les encadrant cependant par quatre conditions pour que les compensations puissent échapper à la qualification d'aides d'État, ces dernières devant être déclarées auprès des autorités européennes. Aides publiques : les 4 conditions de l'arrêt Altmark Trans :

- 1 - L'entreprise ou l'association bénéficiaire doit réellement avoir la charge d'obligations de service public et ces obligations doivent être clairement définies.
- 2 - Les paramètres sur la base desquels est calculée la compensation doivent être préalablement établis, de façon objective et transparente.
- 3 - La compensation ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes qui y sont relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable.
- 4 - Lorsque le choix de l'entreprise chargée de l'exécution d'obligations de service public n'est pas effectué dans le cadre d'une procédure de marché public permettant de sélectionner le candidat capable de fournir ces services au moindre coût pour la collectivité, le niveau de la compensation nécessaire doit être déterminé sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et adéquatement équipée des moyens nécessaires, aurait encourus.

C'est en se basant sur la jurisprudence que la commission de l'européenne a adopté en 2005 un premier ensemble de règles concernant les services économiques d'intérêts généraux (SIEG), appelé le paquet « Monti-Kroes » du nom de deux anciens commissaires européens à la concurrence. Ce paquet précisait les conditions auxquelles une aide d'État sous la forme d'une compensation de service public était compatible avec le traité sur le fonctionnement de l'Union. En mars 2011, la Commission a donc lancé un vaste débat sur la révision de ce paquet Monti-Kroes qui expirait fin 2011. En septembre, elle a consulté les parties prenantes sur les nouvelles règles proposées et a obtenu des contributions de chaque Etat membre, des institutions et des parties prenantes. Dans sa réponse, la France indiquait avoir « toujours plaidé, au sein de l'Union européenne, en faveur de la reconnaissance de la spécificité des

services publics (services d'intérêt économiques général -SIEG). Symboles de l'économie sociale de marché, ils font partie des valeurs communes de l'UE et jouent un rôle majeur dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union européenne ». La France estimait en particulier « qu'un financement public accordé dans le cadre d'une relation in house avec l'opérateur de SIEG n'est pas une aide d'État. En effet, cette relation, par son caractère interne, est réputée ne pas affecter la concurrence, conformément aux critères définis par la Cour de justice. Le critère de l'affectation de la concurrence faisant défaut, les financements publics octroyés dans ce cadre ne devraient pas être qualifiés d'aides d'État ». Un souhait en grande partie retenu dans le nouveau paquet sorti de ces délibérations et adopté par la Commission européenne le 2 décembre dernier » (Lulek, 2012).

Annexe 3 : Quelques outils constituant l'environnement du SDJES

Le fond de développement à la vie associative (FDVA) apporte un soutien aux associations autres que sportives, par le financement d'actions de formation organisées par des associations pour leurs bénévoles impliqués dans le projet associatif. Il permet aux bénévoles associatifs d'acquérir ou d'approfondir des compétences par des actions de formation et de contribuer au développement de la vie associative, voire d'actions nouvelles de développement. En Charente-Maritime le FDVA a été mis en place en juin 2018 par arrêté préfectoral. Un collège départemental est constitué pour ce besoin, il est chargé d'établir les critères de sélection des projets associatifs qui demandent subventions. La délégation régionale académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports du rectorat est chargée d'animer la mise en œuvre du fonds avec le concours du SDJES et des directions de services départementales de l'enseignement nationale (DSDEN). En s'appuyant sur une commission régionale consultative et des collèges départementaux (consultatifs), en y associant des collectivités et des personnalités qualifiées du monde associatif (agence régionale de santé, ministère de la culture, ou encore la direction départementale des territoires et de la mer).

En 2021, le département a été doté d'une enveloppe de 412 340 € qui a permis de subventionner 154 actions. La part des associations d'au plus de 2 ETP (salariés en équivalent de temps de plein) représente 85% des associations qui ont bénéficié d'une subvention.

- Le FDVA 1 (2021), a été axé autour de la « formation des bénévoles » : 27 000 € ont été attribués à 17 associations. Une spécificité en Charente-Maritime, la mise en place du certificat de gestion à la vie associative (CFGVA) est mise en place par l'association profession sport et loisirs (PSL) du département à destination des salariés et bénévoles.

- Le FDVA 2 (2023), est articulé autour de 2 axes : le « fonctionnement global » et la « mise en œuvre de nouveaux projets ou activités innovantes ». Il est destiné prioritairement aux associations non-employeuses ou faiblement employeuses (2 salariés ETP au plus).

L'attribution du FDVA soulève des questionnements sur la rationalisation des montants accordées et sur la mécanisation des critères d'attributions. Le collège départemental fixe la méthode d'attribution sur des critères établis par ses soins. Une rigueur notoire est observée sur l'élaboration de la grille d'évaluation des dossiers de subvention (formulaire Cerfa). Alors que les projets soumis n'ont pas tenu cette logique, lors de la constitution du dossier. Ajouté au fait que le concept d'intérêt général présente des ambiguïtés qui nécessitent de faire des arbitrages d'une structure à l'autre. Son caractère subjectif fait que les frontières sont assez poreuses même avec les critères établis par les services de l'Etat pour le cerner.

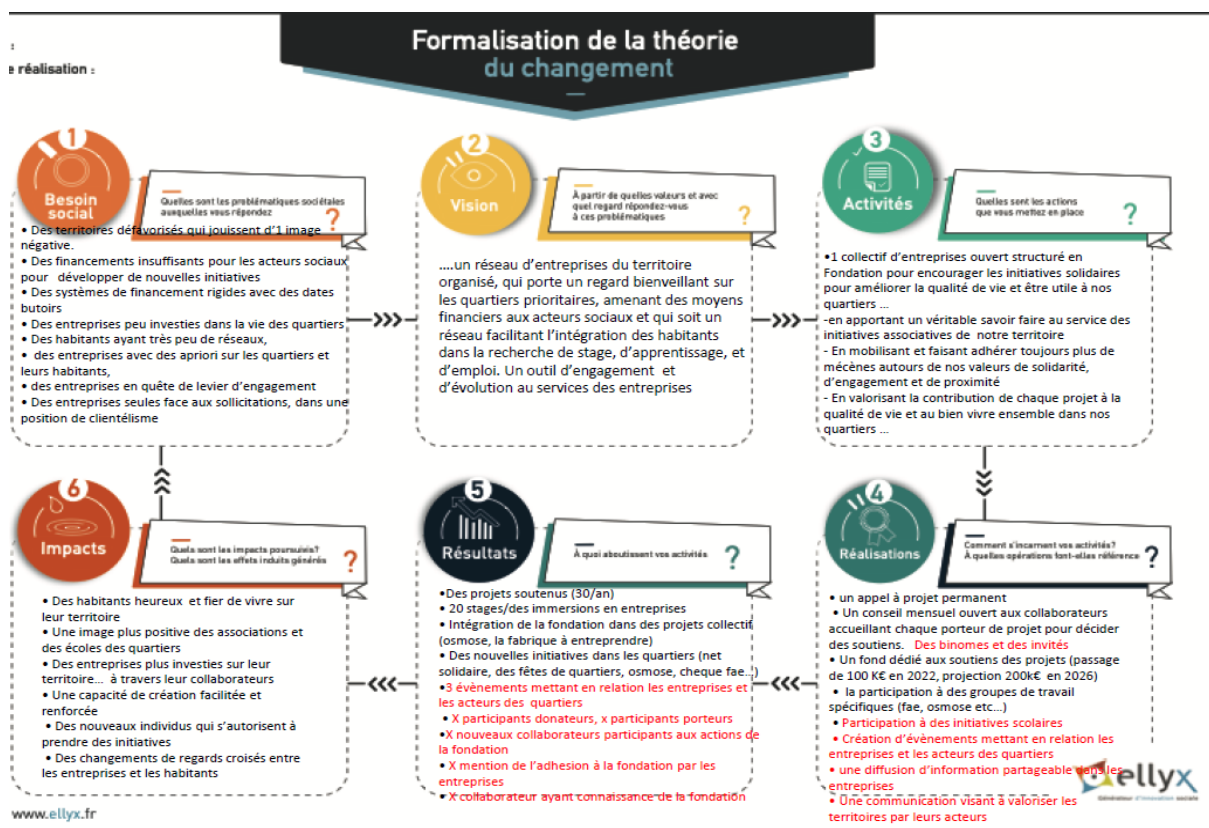
- La qualité démocratique de l'association, tant dans son fonctionnement que dans l'élaboration et l'évaluation de son projet,
- Les références à l'éducation populaire, à l'économie sociale et solidaire ou encore à la transformation sociale,
- La participation bénévole des bénéficiaires à la production des services et des biens dont ils expriment le besoin,
- La prise en compte de la parole des habitants.

Le **Fonds de coopération de jeunesse et d'éducation populaire** (FONJEP) a été créé en 1964, le Fonjep est un organisme cogéré par l'État, les collectivités et les associations. Il a pour mission de renforcer et de soutenir le développement des projets associatifs de jeunesse et d'éducation populaire, en facilitant la rétribution de personnels permanents qualifiés dans les associations. Les « postes FONJEP » sont des subventions versées par l'Etat par l'intermédiaire du FONJEP. Les subventions sont attribuées pour une durée de 3 ans. En 2022, le Fonjep comptabilise 1 699 postes Jeunes répartis dans 1 460 associations à travers la France (site officiel Fonjep). Le SDJES de la Charente-Maritime gère 48 postes FONJEP.

Dans le cadre du Plan de relance, le gouvernement a mis en place une nouvelle aide : le dispositif « Fonjep Jeunes » destiné aux associations d'utilité sociale dans les champs de l'éducation, de l'animation, de l'engagement ou de la cohésion sociale. Ce dispositif permet de soutenir la pérennisation des projets associatifs en attribuant une aide de 7 164 € par an. Sur une durée de 3 ans, pour les associations qui recrutent un jeune de 18 à 30 ans, sans condition de diplôme, de qualification ou d'expérience (site officiel, Fonjep).

La charte d'engagement réciproque multipartites : l'Etat, mouvement associatif, le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. Elle lie une association, une collectivité, un service de l'Etat sur des engagements réciproques avec une répartition des tâches et des responsabilités. C'est un acte multilatéral qui formalise un accord après négociation entre les parties. La charte d'engagement réciproque Nouvelle-Aquitaine a été signée le 5 décembre 2018. Il rappelle que les associations apportent en toute indépendance leur contribution à l'intérêt reconnu d'utilité civique et sociale. Elles fondent leur légitimité sur la participation libre, active et bénévole des citoyens à un projet commun, sur leur capacité à défendre des droits, à révéler les aspirations et les besoins de ceux qui vivent sur le territoire national et à y apporter des solutions (Note d'orientation, 2023). Reconnaisant envers le rôle des associations dans le développement économique et social. Les services déconcentrés de l'Etat en région et le conseil régional décidèrent d'accorder plus de valeurs et d'attention aux structures associatives (mouvement associatif). Cela passe, entre autres, par un soutien financier à travers par exemple aux emplois associatifs. Mais aussi par des subventions dans le cadre des politiques culturelles, sportives, environnementales et de jeunesse qui entrent dans l'intérêt général. Les engagements communs dans le cadre de ce partenariat, reposent essentiellement sur des principes des bases partagées. L'État et la collectivité régionale sont garants de l'intérêt général chacun à son niveau. Les associations quant à elles assurent la mission de contribuer à l'intérêt général. Promouvoir et faciliter l'engagement bénévole civique et social de tous, sans distinction d'âge, de sexe ou d'origine sociale. Favoriser dans la durée les soutiens publics aux associations concourant à l'intérêt général afin de leur permettre de conduire au mieux leur projet associatif, privilégier, la subvention et simplifier les procédures. Dans le respect des compétences de chaque niveau de collectivités, favoriser une politique globale de l'emploi associatif structurée et de qualité, permettant le développement des projets d'intérêt général portés par ce secteur, etc.

Annexe 4 : La théorie du changement et le référentiel d'impact de la fondation

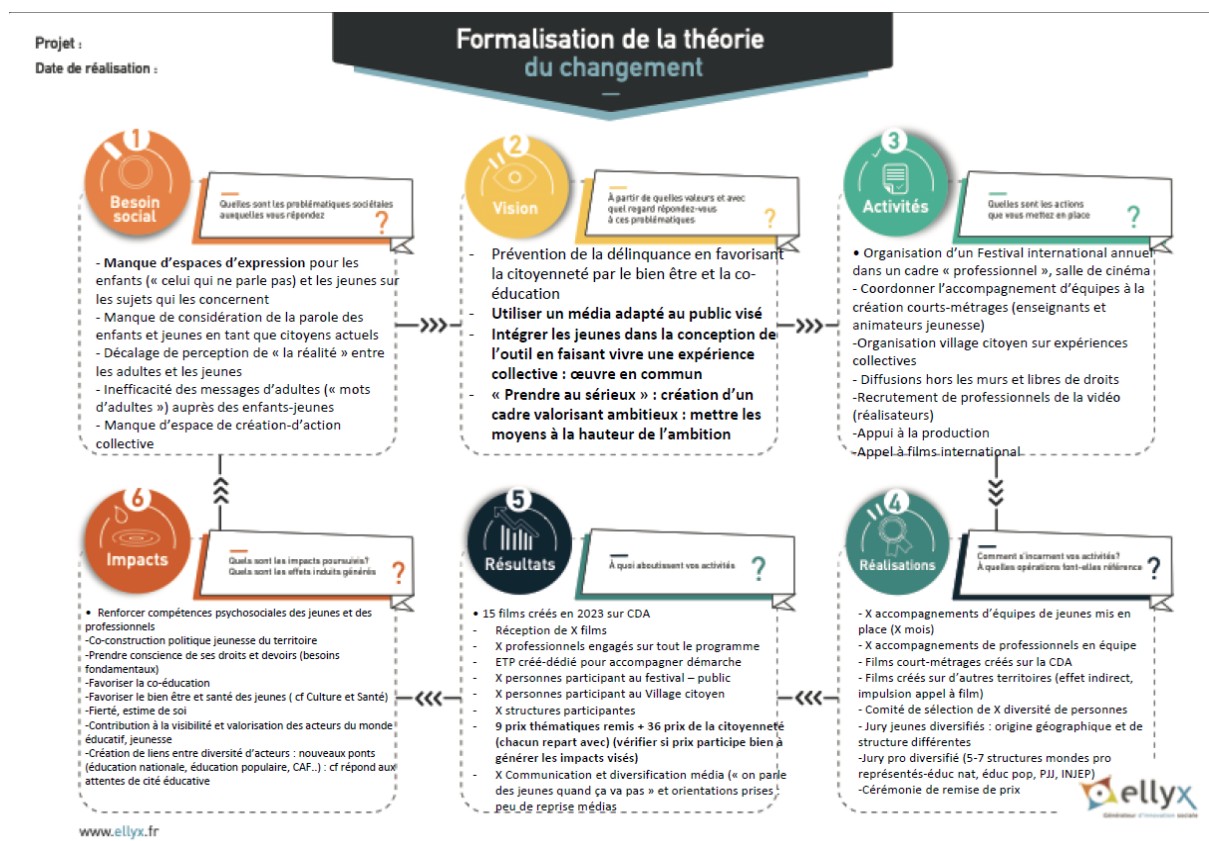


Définir les effets recherchés **prioritaires** pour chaque partie prenante
Ne pas viser la quantité mais la **pertinence** de l'effet



Effet n°1 Des entreprises plus investies dans leur territoire... à travers leurs collaborateurs						
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif	Responsable
Les collaborateurs ont connaissance de l'adhésion de l'entreprise	nombre d'entreprises affichant leur adhésion à la fondation dans leurs outils de communication	enquête		bi annuelle		
	% des collaborateurs ayant connaissance de l'adhésion de l'entreprise (cadre/ouvriers)	enquête		bi annuelle		
les entreprises lieu de stage et d'immersion	nombre de stages de découverte 3ème/4ème	tableau de bord (à créer)		annuelle		délégué
	nombre de stage post bac	tableau de bord (à créer)		annuelle		délégué
	nombre d'immersion de jeunes des quartiers dans les entreprises membres	tableau de bord/ enquête services rh		annuelle		délégué
les entreprises proposent des missions de mécénat de compétence	nombre de mission de compétence auprès des associations de quartiers	tableau de bord (à créer)				délégué
	tps de participation bénévoles des collaborateurs dans les actions de quartiers proposées par la	tableau de bord (à créer/enquête rh				délégué
	utilisation de la trame de mentor (à créer) de la fondation	tableau de bord (à créer)				
Effet n°3 Des nouveaux individus qui s'autorisent à prendre des initiatives						
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif	Responsable
Une connaissance de l'existence de la fondation par les habitants	niveau de notoriété dans les quartiers	enquête de notoriété	comission			commission com
	x nombre de parution dans les medias /an			annuelle		délégué
	X nombre de projet à l'initiative d'habitants	internet		annuelle		délégué
	% de porteurs de projet communiquant sur le soutien	tableau de bord		annuelle		
Une diversité plus importante de la nature des projets	la diversité des porteurs de projet/ sur 2 années/3 années/	tableau de bord		annuelle		délégué
	la diversité des catégories de porteurs de projets	tableau de bord		annuelle		délégué
	le nombre de premières demandes/an	tableau de bord				
Effet n°2 une capacité de création facilitée et renforcée						
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif	Responsable
une connaissance étendue de l'existence de la fondation	nombre de projets proposés par année	planning/tableau de bord		annuelle		délégué
	nombre de vue dans les réseaux sociaux	stat initidin		annuelle		délégué
une prise en compte et un respect des règles de fonctionnement de la fondation	nombre de rdu qualifié pour une aide à l'écriture du projet	agenda/tableau de bord		annuelle		délégué
	% de dossier non recevable au premier envoi	tableau de bord		annuelle		délégué
	nombre de rdu qualifiés pour la presentation de la fondation					
l'implication de la fondation dans l'étude de nouveaux projets	nombre de sollicitation des porteurs de projet à l'état d'étude	partenariat/charte engagement		annuelle		délégué
Interet de l'action pour les bénéficiaires	les besoins couverts par les projets (types de besoins, nombre de beneficiaires/besoins)					
	nombre de bénéficiaire					

Annexe 5 : La théorie du changement et le référentiel d'impact d'Angoul'Loisirs



Définir les effets recherchés **prioritaires** pour chaque partie prenante

Ne pas viser la quantité mais la **pertinence** de l'effet

À LONG TERME (Sur la société)	Renforcer les Compétences Psychosociales des jeunes	Renforcer les Compétences Psychosociales des encadrants	Intégrer la parole des jeunes dans la société	
	Contribuer à l'œuvre sociale	Valorisation et reconnaissance des acteurs du monde éducatif		
À MOYEN TERME (Sur un territoire)	Favoriser le bien être des jeunes (culture & santé)	Dynamiser la communauté éducative du territoire		
	Etre pris en compte	Favoriser la co-éducation	Modifier les représentations liées à la jeunesse	
À COURT TERME (Sur un individu)	Développer la fierté, et l'estime de soi.	Expérimenter de nouvelle approche éducatives		
	Etre écouté	Faire du lien entre les encadrants	Déclencher une prise de conscience sur les préoccupations de la jeunesse	
	Jeunes	Encadrants	Public	

Dans quelle mesure le processus de création collective et diffusion publique de films contribue à considérer la parole des jeunes ?

Effet n°1 Développer la fierté et l'estime de soi des jeunes *court terme*

Sous effet	Partie prenante	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Responsable
	Jeunes	Fierté Changement du regard des autres sur soi	Questionnaire FestiPREV	Intégrer une nouvelle question dans l'enquête filles-garçons-autres		Angoulinois
Version expérimentale (temps zéro manquant)	Jeunes	Estime de soi	Echelle Rosenberg	Groupe test/groupe FestiPREV intégrer la dimension filles-garçons-autres	avant et après (fév-juin)	Angoulinois
Version idéale	Jeunes	Estime de soi	Echelle Rosenberg	Groupe test/groupe FestiPREV	avant et après (sept-juin)	Angoulinois
Version idéale	Jeunes	Estime de soi	Outils 360	Deux phases	avant-après (sept-mai)	qui ? Qq d'autre de la communauté éducative ?
	Jeunes	Capacité à prendre la parole Facilité à exprimer son expérience Relation inter-personnelles	Questions et témoignages entretiens	Emission Radio (jeudi et vendredi) Espace d'entretiens dédiés (observation participante)	Mai (FP)	Stephane radio college et Mamadou
	Parents	Capacité à prendre la parole (jeunes) Facilité à exprimer son expérience (jeunes) Relation inter-personnelles	Trame d'entretien, questions	entretien de 3-4 parents (le samedi)	Mai (FP)	Mamadou ?
	Professionnels	Capacité à prendre la parole Facilité à exprimer son expérience Relation inter-personnelles	Trame d'entretien, questions		Temps de bilan FP (juin)	qui ?

Effet n°2 Dynamiser la communauté éducative du territoire *moyen terme*

Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Responsable
	L'envie des partenaires de contribuer à la démarche collective		Restitution, présentation de résultats, ouvrir au débat	Temps de bilan partenaires FP (juin)	
	Participation effective à la démarche collective	reporting ? Questionnaire / Résultat de la collecte + suivi des accompagnements mis en reporting ? Questionnaire ? Résultat de la collecte + suivi des accompagnements mis en place	ex : mise en place de la démarche 360 sur son groupe	(septembre)	
	Participation effective à la démarche collective		Mise en place de l'échelle Rosenberg		
	La communauté éducative élargi son champ de recherche et d'action				
	Nouveaux liens et ponts entre les acteurs de la communauté éducative				
	Partage de pratiques				

Effet n°3 Intégrer la parole des jeunes dans la société *Long terme (à construire en reflexion avec les autres partenaires éducatifs)*

Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Responsable
------------	------------	--------	-----------	-------------	-------------

Annexe 6 : Le courrier du Dasen aux collèges de la CdaLR



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de Charente-Maritime

Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

La Rochelle, le 20 janvier 2023

Affaire suivie par : Patricia BRESSANGE
Tél : 05 17 84 03 80
Mél : patricia.bressange@ac-poitiers.fr

Le directeur académique des services
de l'Éducation nationale

Cité administrative Duperré
Place des cordeliers
CS 60508
17021 La Rochelle Cedex 1

à

Mesdames les Principales,
Messieurs les Principaux,

Objet : Mesure de l'impact de FestiPREV sur les élèves de votre établissement

La direction des services départementaux de l'éducation nationale (service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports – SDJES) mène actuellement une expérimentation visant à mesurer l'impact social des projets associatifs. Cinq projets ont été retenus dans le cadre de cette démarche, en particulier le festival FestiPREV dans lequel votre établissement et certains de vos élèves sont pleinement engagés.

L'ensemble des acteurs de FestiPREV s'interroge depuis l'origine sur l'impact d'un tel projet sur les jeunes. Cette année, grâce au soutien du SDJES, un travail de recherche a été initié en lien avec des experts et l'université de La Rochelle.

A ce stade, la mesure d'impact porte sur la question de l'estime de soi chez les jeunes participant à FestiPREV. Elle utilise un outil existant et reconnu : l'échelle de Rosenberg, comprenant dix questions.

Je sollicite votre soutien pour mener à bien cette démarche. Elle nécessite de faire passer ce questionnaire, respectant l'anonymat total des élèves, à au moins deux classes de même niveau de votre établissement : une classe qui réalise un film pour FestiPREV et une classe qui n'y participe pas.

Plus concrètement, il s'agit de faire remplir, à l'ensemble des groupes-classes, le questionnaire (5 minutes maximum). Le questionnaire est accessible avec le lien suivant : <https://forms.gle/RfpXLrKgTYhikJZ8>. Les réponses sont souhaitées avant le 4 février.

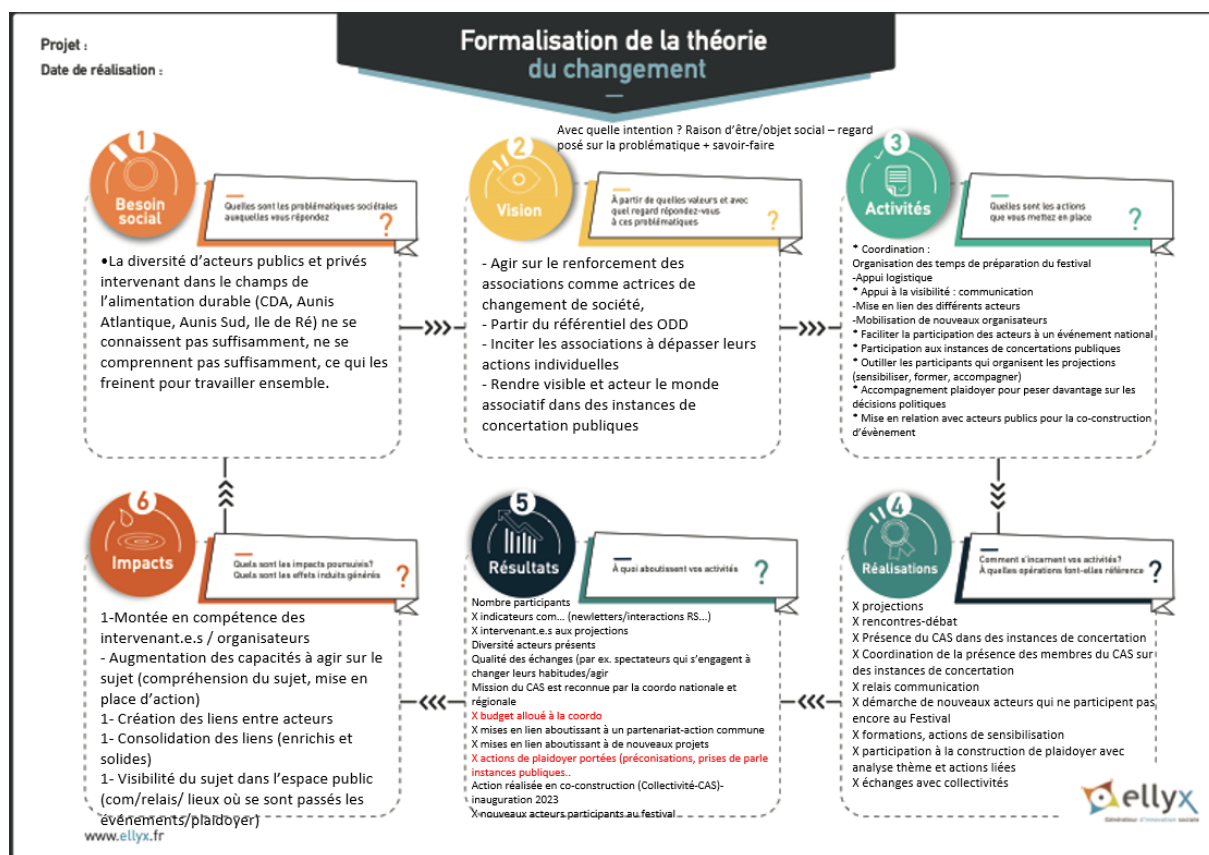
Vous trouverez ci-joint un document explicatif complémentaire provenant de l'association porteuse du projet FestiPREV.

Je vous adresse mes remerciements pour votre engagement et pour votre appui dans le cadre de cette démarche.

Le directeur académique des services
de l'Éducation nationale

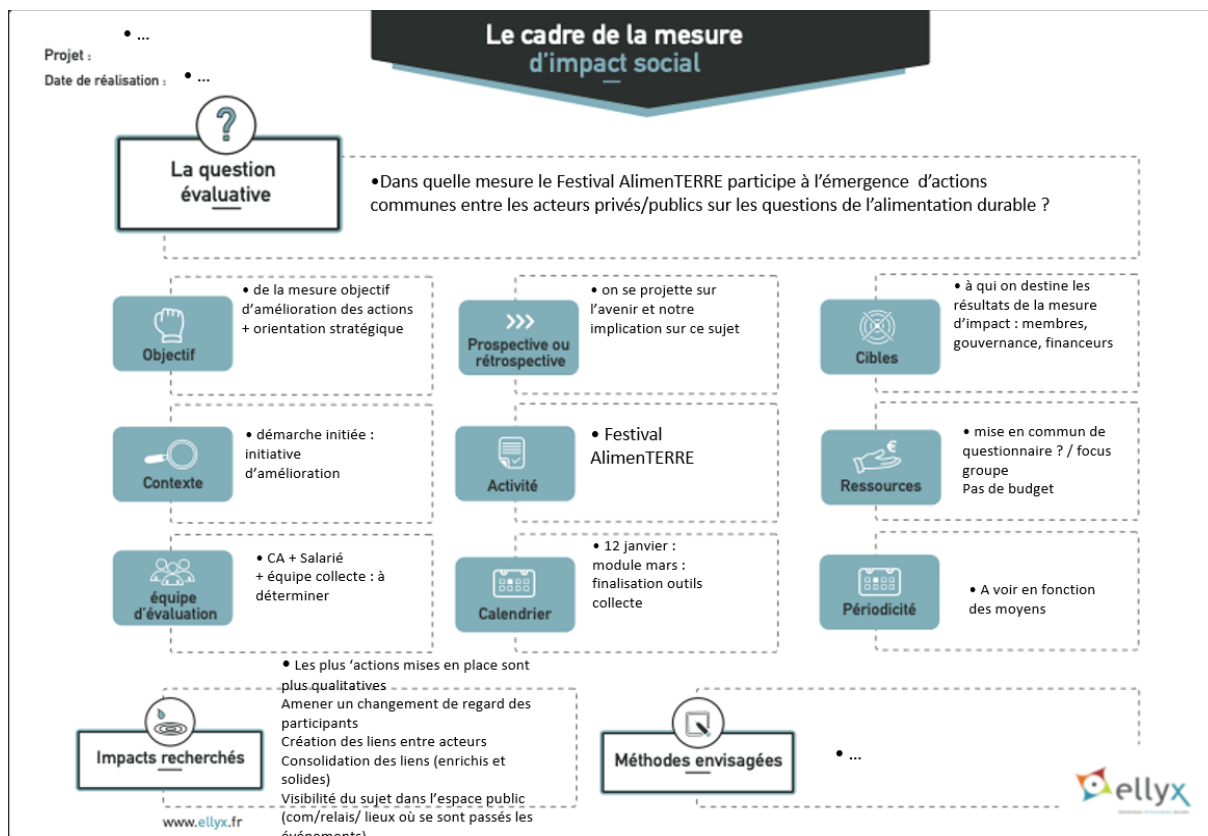

Mahdi TAMENE

Annexe 7 : La théorie du changement et le référentiel d'impact du CAS



Définir les effets/ recherchés prioritaires pour chaque partie prenante Ne pas viser la quantité mais la pertinence de l'effet A REVOIR EN FONCTION DE LA QUESTION EVALUATIVE				
À LONG TERME	- Mener des actions autonomes hors du festival alimentaire - Mener des actions fédératrices	- Questionnement sur les habitudes de conso - Prise de conscience de l'impact de ce qui est servi à la cantine aux élèves	Intégrer les assos dans des espaces de décision (vote sur des orientations politiques)	Isolement agriculteurs / Sens à l'action
1 an et + À MOYEN TERME	- Capacité à Laisser une place à la diversité de points de vue - Capacité à dialoguer avec d'autres acteurs	Etre en capacité de convaincre que ce sujet soit traité dans d'autres projets d'établissement	Prise de conscience que les assos sont les acteurs ressources pour mettre des actions communes	Nouveaux débouchés Meilleure image
6 mois À COURT TERME	- Capacité à considérer d'autres acteurs comme complémentaires - Capacité à travailler avec d'autres - Envie de collaborer avec d'autres	- Information sur la réalité des enjeux autour de l'alimentation - Découverte des acteurs - Information sur la réalité des enjeux autour de l'alimentation - Découverte des acteurs - Est en capacité de débattre et d'argumenter sur la question de l'alimentation	Prise de conscience que les assos sont des acteurs incontournables et constructifs	- Ouverture au monde associatif - Meilleure connaissance du réseau - Nouveaux partenariats - Croisement des envies - Nouveaux débouchés
	Asso participantes au festival	Etablissements scolaires	Collectivités : CDA, CCAS, Coopération décentralisée	Acteurs économiques : maraîchers, agriculteurs, Chambre, distributeurs (Léopold)

www.ellyx.fr

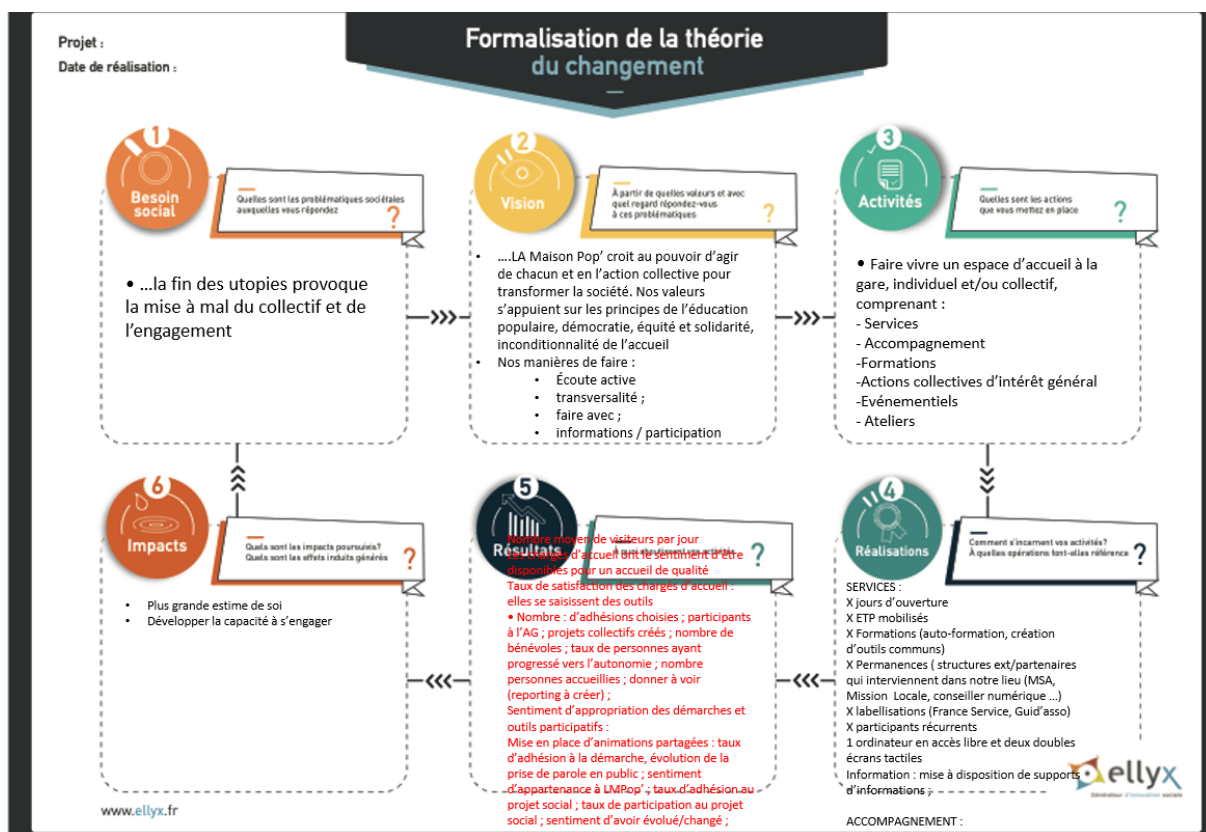


Effet n°1	Priorité 1- Création des liens entre acteurs tous acteurs confondus	Sous effet	Indicateur	Source	Modalités / Outils	Temporalité	Objectif	responsable
PRIORITAIRE	Partie prenantes : structures organisatrices des projections	- Envie de collaborer avec d'autres - Capacité à travailler avec d'autres - Capacité à faciliter un dialogue avec d'autres acteurs - Capacité à considérer d'autres acteurs comme complémentaires - Capacité à laisser une place à la diversité de points de vue	- nombre d'associations qui viennent aux réunions d'organisation - diversité des acteurs - la part des participants trouvant un intérêt à co-construire des projections - le nombre de réponses aux questionnaires - la part des participants qui connaît la richesse des activités des autres acteurs - instauration d'une relation de confiance - la part des participants qui a envie de collaborer - adaptation au travail en équipe - capacité à travailler avec d'autres assos - capacité d'autonomie - la part des participants qui ont lancé des actions suite aux projections - qualité des échanges - capacité à s'écouter - la part des participants qui collabore déjà et sur quoi - capacité à transmettre et diffuser les informations - combien de personnes sont mobilisées sur leur projection (croisement avec capacité à faire avec d'autres - données à observer lors FG ?) - X mises en lien aboutissant à un partenariat-action commune - X mises en lien aboutissant à de nouveaux projets (ex. plaidoyer) - X Action réalisée en co-construction (collectivité-CAS) : inauguration 2023	15 anciens acteurs participants et leurs bénévoles et personnes ressources	- Feuille émargement réunion juin - Questionnaire (en ligne + relance téléphonique) - Focus groupe (3-4 structures)	Mars/avril questionnaire (28 avril : analyse + valorisation données) - Prévoir un temps interne avant 28 pour traitement données Mai focus groupe	les anciens organisateurs pour préparer l'édition suivante Faire prendre conscience aux acteurs des thématiques sur lesquelles nous souhaitons mettre l'accent Créer une communauté	Laure
Effet n°2	Priorité 1- Création de partenariat avec les acteurs économiques							
NON OBSERVEE DANS LE TRAVAIL D'IMPACT SOCIAL	Acteurs économiques	* Ouverture au monde associatif * Meilleure connaissance du réseau * Nouveaux partenariats * Croisement des envies * Nouveaux débouchés	- X structures pensent qu'une participation au festival leur permettra de créer de nouveaux partenariats - X structures pensent qu'une participation au festival leur permettra de trouver de potentiels débouchés - X					
Effet n°3	Etablissements scolaires							
	Priorité 1- Visibilité du sujet dans l'espace public (com/relais/ lieux)							
Effet n°3	Etablissements scolaires							
	Priorité 1- Visibilité du sujet dans l'espace public (com/relais/ lieux)							
	Cible Etablissement scolaire : Est en capacité de débattre et d'argumenter sur la question de l'alimentation	- capacité à prendre la parole - capacité à argumenter - écoute - répartition prise de parole	Observation pendant une intervention/projection		Grille d'observateur			
	* Information sur la réalité des enjeux autour de l'alimentation							
Effet n°4	Collectivité							
	Intégrer les assos dans des espaces de décision (vote s							
Effet n°5	Priorité 2- Augmentation des capacités à agir sur le sujet (compréhension du sujet, mise en place d'action)							

Annexe 8 : Le référentiel d'impact du collectif d'associations de Villeneuve

Dans quelle mesure le Collectif permet l'engagement sur le territoire ?					
Effet n°1 Coopération des associations					
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif
Interconnaissance	Nouveaux liens créés	Témoignages	Questionnaire	?	
	Nombre de bénévoles présents	Emargement	Saisie de données	Réunions de novembre - février - avril	
	Mutualisation des outils	Témoignages	Bilans collectifs	Juillet	
	Contributions volontaires sur les ventes	Bilan comptable	Comptabilité	Juillet	
	Envie de renouveler l'expérience (recueil sur antériorité d'engagement)	Témoignages	Questionnaire	?	
	Envie de travailler avec de nouveaux acteurs	Témoignages	Questionnaire + entretien	Par rapport à N-1	
	Actions-projets mis en place avec autre acteurs suite à engagement dans Saint Jean (Si oui : éléments facilitants / Si non : éléments bloquants)	Témoignages	Questionnaire	Par rapport à N-1	
Effet n°2 Favoriser la culture des partenariats de toutes formes (conventionnés, en nature de confiance, informels)					
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif
Coopération des partenaires (institutionnels : Mairie de proximité, différents services/ acteurs socio-éco-entreprises, associations externes au quartier)	Nombre de partenariats hors monétaires (prêts croisés de matériel sans convention ou en compétences)	Prestataires	Questionnaire partenaires + entretiens		
	Nombre de partenariats conventionnés	Partenaires de tous types	Base de données		
Facilitation des partenariats : catalyseur des échanges entre asso du quartier et acteurs externes	Typologies de partenaires mobilisés (public, entreprise, asso...)	Partenaires de tous types	Base de données		
	Nombre d'interlocuteurs-intermédiations	Interne	Base de données		
Souplesse de fonctionnement pour faciliter la mise en actions	Part des partenariats non conventionnés sur ensemble de partenariats	Interne	Base de données		
	Inventaire des actions concrètes qui pourraient relever de conventions	Interne	Base de données		
Effet n°3 Valorisation de l'image du quartier-désenclavement-rayonnement-sécurisation événement					
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif
Coopération des partenaires (institutionnels : Mairie de proximité-différents services/ acteurs socio-éco-entreprises, associations externes au quartier)	Implication des acteurs par l'intermédiaire du Collectif (est-ce qu'ils intervenaient avant, à l'invitation du Collectif)	Témoignages	Entretien		
Favoriser la mixité entre habitants de différents quartiers-villes	Implication d'habitants externes	Témoignages	Questionnaire		
Effet n°4 Développement de la cohésion sociale du quartier des habitants-citoyens					
Sous effet	Indicateur	Source	Modalités	Temporalité	Objectif
Coopération entre habitants	Montée en compétence des référents	Témoignages	Entretien	Mars avril ?	
Amélioration du cadre de vie	Sentiment de bien être	Témoignages	Questionnaire	Mars avril ?	
Sentiment d'appartenance	Sentiment de bien être	Témoignages	Questionnaire + entretien	Mars avril ?	
Favoriser la mixité entre habitants de différents quartiers-villes	Implication d'habitants externes	Témoignages	Questionnaire		

Annexe 9 : La théorie du changement et le référentiel d'impact de la Maison Pop'

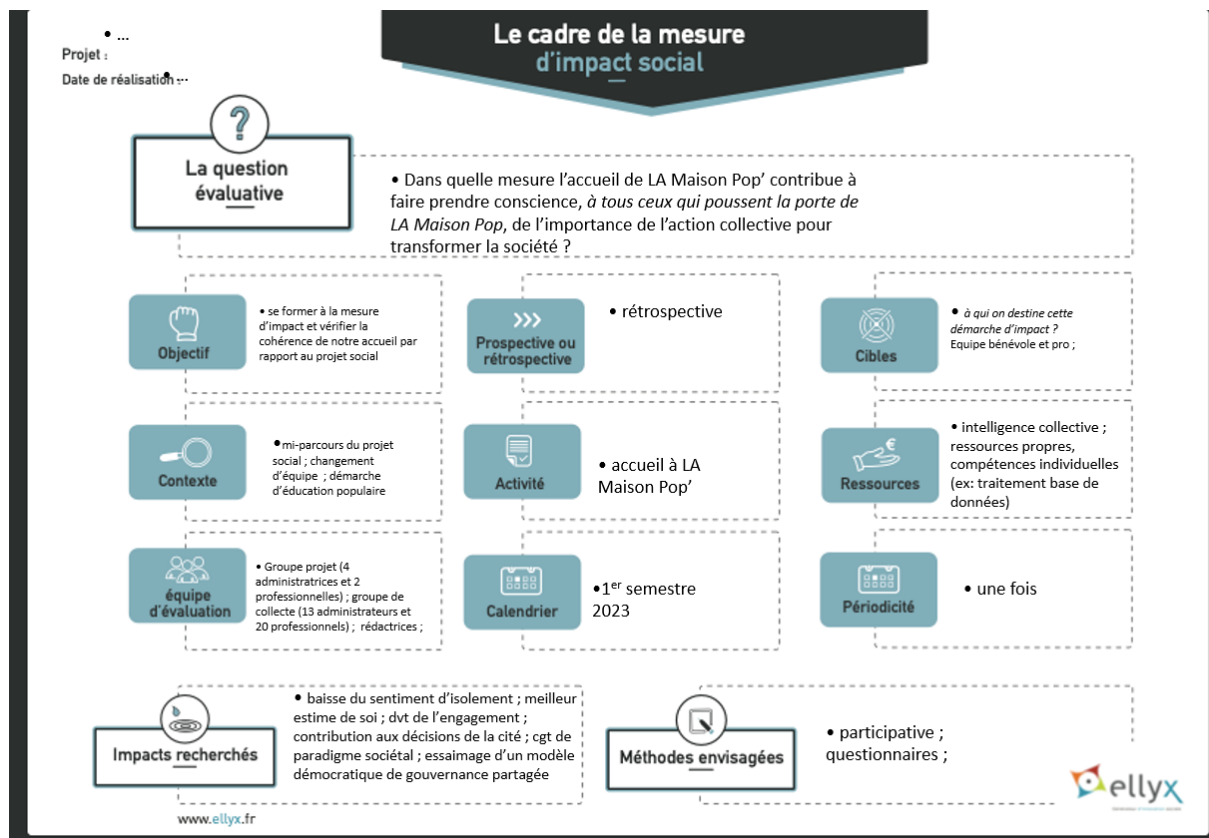


MESURER SON IMPACT SOCIAL : éléments de méthode / Définir les effet recherchés **prioritaires** pour chaque partie prenante / Ne pas viser la quantité mais la **pertinence** de l'effet

	Partie prenante 1	Partie prenante 2	Partie prenante 3	Partie prenante 4
À LONG TERME	LA CAPACITE A S'ENGAGER CONTRIBUTION AUX DECISIONS DE LA VIE DE LA CITE : Participation à un projet de territoire, Mise en œuvre de projets multipartenaires	PLUS GRANDE ESTIME DE SOI Capacité à verbaliser de nouvelles utopies		
À MOYEN TERME	Prise d'initiatives et proposition d'actions, Motivation à faire vivre le projet social Le sentiment de co-responsabilité	Savoir valoriser ses compétences prendre conscience de ses envies		
À COURT TERME	J'ai pris conscience que le CS est un outil de transformation sociale	Je m'implique dans le fonctionnement de LMPop'		
	Partie prenante 1 Ceux qui font tourner l'asso : administrateurs et salariés	Partie prenante 2 Ceux qui font tourner l'asso : administrateurs et salariés	Partie prenante 3	Partie prenante 4

www.ellyx.fr

ellyx
Séminaire d'innovation sociale



Question évaluative				
Dans quelle mesure l'accueil de La Maison Pop contribue à faire prendre conscience de l'importance de l'action collective pour transformer la				
Effet n°1	développement de la capacité à s'engager			
	Sous effet	Indicateur	Source	Modalités
	J'ai pris conscience que le CS est un outil de transformation sociale	nombre d'animations proposées sur le thème des inégalités	programmation culturelle	lecture
		nombre de personnes qui expriment que LMP est un outil de transformation sociale	parties prenantes	questionnaire
		nombre de personnes qui ont lu le PS	"	
		des freins à l'accompagnement de projets d'habitants s'opposant aux pouvoirs en place	"	
		l'animation socio culturelle suffit		
Effet n°2	augmentation de l'estime de soi			
	Sous effet	Indicateur	Source	Modalités
		sentiment d'appartenance	parties prenantes administrateurs et salariés ; préambule du PS ; rapport d'AG ; blason	
Effet n°3				
	Sous effet	Indicateur	Source	Modalités